

ORGANISATION OF AFRICAN UNITY  
SECRETARIAT



ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE  
SECRETARIAT  
B.P. 3243

منظمة الوحدة الافريقية  
الامانة

الامم المتحدة  
اللجنة الاقتصادية لافريقيا

ADDIS-ABEBA  
ETHIOPIA

57649. vol II  
NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



UNITED NATIONS  
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA  
P. O. Box 3001

Comité directeur de l'OUA  
Addis-Abeba, 24 - 27 mars 1986  
Première réunion extraordinaire de la  
Conférence des ministres de la CEA  
Addis-Abeba, 23 - 29 mars 1986  
Quinzième session extraordinaire du  
Conseil des ministres de l'OUA  
Addis-Abeba, 30 - 31 mars 1986

Distr.  
Restreinte  
ECM/2XV  
E/ECA/ECM.1/1  
14 mars 1986  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

PROPOSITIONS PRESENTÉES PAR LES PAYS AFRICAINS A LA SESSION  
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE  
A LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

VOLUME II

SECRET  
STANDARD BUREAU OF THE ARMY  
WASHINGTON, D.C.

10. *Journal of the American Medical Association*, 1990; 263: 1033-1037.

TABLE DES MATIERES

VOLUME I

PARTIE I

1. Introduction
2. La crise et les perspectives de développement en Afrique
3. Résumé des conclusions et des propositions

PARTIE II

4. Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990
5. Analyse et problèmes au niveau sous-régional
6. Aperçu général

VOLUME II

PARTIE I

7. Aperçu général des pays

PARTIE II

8. Appendices statistiques

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

10/10/10

VOLUME II

Partie I : Aperçu général des pays



## 1. ALGERIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Avec un taux de croissance de 4,9 p. 100 au cours des cinq dernières années, l'Algérie connaît sans aucun doute une croissance économique moyenne soutenue, à un moment où, dans de nombreux pays africains, c'est le déclin rapide. Si le pétrole demeure le levier du développement économique, constituant avec le gaz naturel plus de 90 p. 100 des exportations et environ 43 p. 100 des recettes publiques, le développement récent des secteurs de l'industrie, de la construction et des services a soutenu l'essor de l'économie. Toutefois, l'affaiblissement du marché pétrolier au cours des quelques dernières années a, d'une certaine manière, ralenti la forte croissance enregistrée vers la fin des années 70. Cependant, cela s'est produit alors que les mesures prises pour diversifier la base économique semblaient porter leurs fruits. L'affaiblissement du secteur pétrolier n'en a pas moins affecté la balance des paiements. Au cours des dernières années, le pays a enregistré des déficits accrus du compte courant. Les obligations au titre du service de la dette pour un encours d'environ 16,6 milliards de dollars absorbent quelque 33,1 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. L'APD a connu une baisse de 149 millions de dollars en 1983 comparé au niveau de 178,8 millions en 1980. Ce, nonobstant, l'économie demeure solide sur le plan intérieur. Il semblerait même que la production agricole (environ 10 p. 100 du PIB) soit sur la voie de la relance et approche de son niveau de 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire vise essentiellement la modernisation et le développement de l'agriculture, par l'amélioration des techniques culturales, la bonification des terres et la fourniture de crédits, l'amélioration de la gestion et de l'efficacité du secteur d'Etat dans l'agriculture, l'octroi de titres fonciers à ceux qui mettent en valeur et cultivent des terres abandonnées et, indirectement, par la fourniture de services sociaux en milieu rural. En même temps, d'autres secteurs et services directement liés à l'agriculture sont développés. Ce sont notamment, l'irrigation et la diffusion de techniques et méthodes améliorées d'irrigation et de culture, et les industries en amont et en aval de l'agriculture. Un accent particulier a été mis sur la production alimentaire, surtout céréalière et animale en vue de renforcer l'autosuffisance alimentaire. Des efforts importants sont continués dans d'autres secteurs de l'économie nationale, industries notamment et travaux public, éducation, etc..

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les orientations du programme comprennent des mesures directes et indirectes relatives à l'agriculture, ainsi que d'autres réformes touchant la gestion globale de l'économie. Dans ce contexte, le gouvernement a entrepris de rationaliser les dépenses publiques en accordant la priorité aux investissements productifs. Les entreprises publiques ont été restructurées, en vue de les rendre

plus efficaces et autonomes et leurs politiques des prix ont été révisées. Le gouvernement, tout en préservant la place prédominante du secteur public dans l'économie nationale encourage l'expansion du secteur privé afin que ses activités soient complémentaires de celles du secteur public, grâce à la promotion de petites opérations locales en association et la construction d'unités résidentielles et d'entreprises artisanales. Cependant, la politique révisée à l'intention du secteur privé ne devrait pas être confondue avec une politique de "privatisation" par laquelle les entreprises publiques sont vendues à des particuliers.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	5 520	
A l'extérieur	-	
Total partiel		5 520

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	22 080	
A l'extérieur	-	
Total partiel		22 080

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

27 600

iv) Coût estimatif du Programme

27 600

v) Ecart

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	696,3	1 725,8	2 422,1
Principal	2 238,1	7 438,0	9 676,1
Total	2 934,4	9 163,3	12 098,2



## 2. ANGOLA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Avec une superficie de 1 246 670 km<sup>2</sup> et une population de 8,44 millions d'habitants (en 1984), l'Angola est principalement préoccupé par le maintien de son intégrité territoriale, sérieusement menacée par des incursions armées venant de l'Afrique du Sud. La priorité absolue est réservée aux préoccupations relatives à la défense nationale. L'exécution du dernier plan quinquennal (1981-1985) du pays, qui était reformulé en plans annuels "glissants", a été sérieusement perturbée par la guerre. Les quelques données disponibles montrent que le PIB a augmenté, en moyenne, de 1,9 p. 100 entre 1980 et 1984 : -2 p. 100 en 1980/1981, +5,4 p. 100 en 1981/1982, +1,5 p. 100 en 1982/1983, +2,5 p. 100 en 1983/1984. L'encours global de la dette extérieure publique s'élève à 818,5 millions de dollars des Etats-Unis en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre de son programme de redressement Angola place une grande importance sur :

- a) Le maintien de l'intégrité territoriale;
- b) Développement de l'agriculture : accroître la production alimentaire et mettre en place un système de sécurité alimentaire;
- c) Développement de secteurs d'appui : améliorer et réhabiliter les infrastructures de transport et communications, surtout celles endommagées par la guerre, développer les voies de desserte rurale en faveur de l'agriculture, développer l'industrie utile à l'agriculture et aux mines;
- d) Mise en oeuvre des ressources humaines : mettre en place des structures d'enseignement favorables à l'angolisation des cadres.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes suivantes sont envisagées :

- a) Politique d'incitation à l'investissement : octroi de terres de culture, mesures incitatives de prix aux producteurs, distribution de semences et d'outillage de production agricole aux fermiers déplacés victimes de la guerre et/ou de la sécheresse;

b) Politique d'investissements publics : promotion de coopératives de commercialisation, réhabilitation de la capacité de production des entreprises industrielles existantes, approvisionnement en matières premières, formation du personnel administratif et de gestion;

c) Politique de gestion de ressources : planification budgétaire plus efficace, élaboration de comptes nationaux et d'un procédé approprié d'enregistrement de la dette;

d) Décentralisation de la gestion économique et administrative en faveur des provinces et des régions militaires, création d'un ministère de coordination des provinces en vue de la relance de la production agricole susceptible de réduire les importations de produits vivriers et d'accroître l'exportation de produits agricoles.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Données non disponibles à la mission conjointe CEA/OUA.

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Non disponibles.

### 3. BENIN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Bénin a connu de nombreuses difficultés ces dernières années. Le taux de croissance du PIB est tombé de 4,1 p. 100 en 1980 à -3,0 p. 100 en 1983. Cependant, il y a eu un léger redressement en 1984, due à l'amélioration de la production agricole durant cette année. Pour l'ensemble de la période 1980-1984, cependant, l'économie béninoise a progressé à un taux annuel moyen de 1,9 p. 100 seulement correspondant à une baisse annuelle de 1,1 p. 100 du PIB par habitant durant cette période. Plusieurs facteurs ont contribué à cette détérioration de la situation économique, notamment les obligations croissantes de la dette et l'apparition de mauvaises conditions climatiques.

L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 638 millions de dollars des E.-U. en 1984 avec le service de la dette représentant 35,6 p. 100 des recettes d'exportations. En même temps, le flux net de ressources est tombé de 390,0 millions de dollars des E.-U. en 1980 à 92,0 millions seulement en 1983, résultant principalement de la contraction de ressources non-officielles de 299,6 millions de dollars des E.-U. à 4,3 millions durant cette période.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les objectifs de développement économique retenus par la République populaire du Bénin comprennent quatre principales priorités à savoir :

- a) l'amélioration de la productivité dans le domaine agricole et l'augmentation des surfaces cultivées, en particulier des cultures vivrières;
- b) le développement du secteur industriel en vue d'accroître les débouchés de l'agriculture par la création d'unités engagées dans la transformation de produits agricoles et la production de biens intermédiaires et de consommation pour ce secteur;
- c) le renforcement des infrastructures économiques dans le domaine des transports ruraux et dans celui de la production et de la distribution de l'énergie;
- d) le développement des capacités de formation technique et professionnelle et l'augmentation des structures communautaires d'éducation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes comprennent :

- a) Création de centres d'action régionale pour le développement rural (CARDER) pour l'encadrement des exploitants et la vulgarisation des techniques agricoles;
- b) Création de la Commission permanente d'approvisionnement en facteurs de production et de commercialisation des produits agricoles;
- c) Création de la Direction de la recherche agronomique pour la mise au point des variétés nouvelles;
- d) Création de l'Office national des céréales (ONC) pour régulariser les cours et garantir les meilleurs prix aux producteurs;
- e) Création de commissions d'établissement des barèmes et de fixation des prix des produits agricoles;
- f) Création d'un Fonds de soutien et de stabilisation des prix agricoles;
- g) Promulgation d'un code des investissements comprenant trois régimes;
- h) Encouragement de la participation du secteur privé dans les entreprises publiques et semi-publiques.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) 1/

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel -

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 265,4

A l'extérieur -

Total partiel 265,4

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 265,4

iv) Coût estimatif du Programme 924,3

v) Ecart 658,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	33,5	56,4	89,9
Principal	93,1	230,6	323,7
Total	126,6	287,0	413,6

1/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le deuxième Plan d'Etat, 1983-1987.

## 4. BOTSWANA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Botswana est un pays enclavé dont la superficie est de 582 000 km<sup>2</sup> et la population de 1 053 000 habitants en 1984. La croissance économique a toujours reposé sur le secteur minier orienté vers l'exportation. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a augmenté à un taux moyen de 9,7 p. 100 et le PIB par habitant au taux de 5,9 p. 100. Le pays a connu une balance des paiements relativement équilibrée. Le deuxième secteur dominant du pays est l'agriculture, et en particulier l'élevage bovin. La poussée de la fièvre aphteuse durant les dernières années de la décennie 70 a occasionné une baisse des exportations de la viande bovine. En outre, la dégradation du milieu et la grave sécheresse qui a frappé le pays ont aggravé cette situation. En ce qui concerne le service de la dette, le pays ne connaît pas de problèmes sérieux. A la fin de 1981, la dette extérieure se chiffrait à 165 millions de dollars alors que le flux net des ressources s'élevait à 115,3 millions de dollars des Etats-Unis. Cependant, depuis 1982, le gouvernement a dû avoir davantage recours aux emprunts à l'étranger pour financer nombre de projets de mise en place d'infrastructures, ce qui s'est traduit par un gonflement de la dette extérieure qui a atteint 356,1 millions de dollars en 1984, le ratio du service de la dette se chiffrant à 2,3 p. 100 contre 1,4 p. 100 l'année précédente.

L'un des problèmes majeurs du pays tient à un nombre croissant des chômeurs dû à l'intensité du capital dans le secteur des mines. En raison du manque d'infrastructures adéquates et de la faiblesse de la base industrielle, la plupart des produits manufacturés sont produits plus efficacement en Afrique du Sud, ce qui rend nécessaire de recourir au protectionnisme sous les auspices de l'UDAA afin que les industries locales puissent être compétitives. Cependant, la stabilité politique et la conjoncture économique favorable ont encouragé le flux des ressources extérieures.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1988-1990) : Principaux domaines d'intervention

L'agriculture notamment la production des cultures afin de réduire la dépendance sur l'élevage bovin, est au centre des préoccupations. L'accent important est porté sur le paiement des prix rémunérateurs aux producteurs agricoles et la construction des facilités de transport et de marché. Les mesures pour combattre la sécheresse sont prises pour accélérer la réhabilitation du secteur agricole. Le programme de redressement met aussi l'accent sur le développement rural et la création de l'emploi.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Dans le secteur agricole, mesures incitatives de prix seront utilisées pour accélérer la croissance de la production. Les mesures d'incitation financière telle que la politique d'assistance financière seront utilisées pour promouvoir

le développement industriel et, par conséquent, diversifier l'économie et créer les facilités d'emploi. La formation technique et vocationnelle sera accordée une grande priorité pour avoir la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire, qui constitue une des contraintes majeures de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	4,2	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		4,2
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	45,9	
	Total partiel		45,9
iii)	Montant estimatif des ressources probables disponibles		50,1
iv)	Coût estimatif du Programme		142,2
v)	Ecart		92,1

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	165,7	14,3	120,0
Principal	121,4	13,1	134,5
Total	227,1	27,4	254,5

## 5. BURKINA FASO

### 1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Burkina Faso fait face à une sécheresse qui ne cesse de causer de grands dommages depuis plus d'une décennie et à l'extension du phénomène de désertification mettant à rude épreuve le potentiel productif. Le produit intérieur brut a connu, durant la période 1980-1984 un taux de croissance en prix constant négatif (-0,75 p. 100), en raison de la chute dans la production agricole, notamment les cultures vivrières. Le niveau de la dette extérieure du Burkina Faso a été estimé à 754,2 millions de dollars en 1985 dont 48,5 millions accordés à des conditions libérales et 705,7 millions alloués à des conditions rigoureuses. A partir de 1981, le ratio du service de la dette par rapport aux exportations a dépassé la limite du tolérable. En effet, ce ratio qui était de 36,83 p. 100 en 1982, a atteint respectivement 48,1 et 60,81 p. 100 en 1984 et 1985. Le flux de ressources nettes qui était de 277,9 millions de dollars en 1980, s'établissait à 201,7 millions de dollars en 1983. La part de l'APD qui était de 76 p. 100 au début de la décennie, s'élevait à 94,1 p. 100 en 1983.

### 2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les domaines principaux identifiés dans le Programme prioritaire de redressement sont les suivants :

a) L'agriculture qui concentre 74 p. 100 des efforts d'investissement et de modernisation, couvre les composantes suivantes : promotion des cultures vivrières en vue de l'autosuffisance alimentaire, vulgarisation d'intrants améliorés, hydraulique et aménagements hydro-agricoles, et mise en oeuvre de la réforme agraire;

b) Aux autres secteurs d'appui direct à l'agriculture, seront dévolus 13 p. 100 des investissements de la période quinquennale 1986-1990, en vue de renforcer l'appareil productif à travers une forte intégration de l'agriculture à l'industrie de transformation des produits agricole et de développer et réorganiser le système de commercialisation tendant à limiter les intermédiaires;

c) La lutte contre la sécheresse et la désertification consistera en une politique judicieuse de l'eau, en la diffusion des foyers améliorés et en la vulgarisation des "trois luttés" (contre la coupe abusive du bois, contre la divagation des animaux et contre les feux de brousse);

d) La mise en valeur des ressources humaines sera surtout axée sur la formation du personnel et la mobilisation du monde rural.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Dans le cadre de son Programme populaire de développement (PPD) promulgué en août 1983, le Gouvernement Burkinabé a défini pour 1984 et 1985, un certain nombre de mesures de restructuration sociale et de relance économique. La particularité du PPD réside en son caractère décentralisé et la participation effective des masses à toutes les phases d'identification, de choix et d'exécution des projets. Dans le secteur privé, l'accent est mis sur la prise de conscience du rôle des opérateurs privés dans le développement socio-économique. La révision du code des investissements vise également à encourager les investissements privés. Dans le secteur public, le Gouvernement a pris des mesures adéquates de gestion visant à redynamiser ce secteur et des mesures budgétaires visant à alléger le poids des dépenses de fonctionnement, à augmenter la capacité d'investissement et à s'acquitter de ses arriérés vis-à-vis des entreprises locales, publiques ou privées.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	242,8
	Total partiel	242,8
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	197,9
	Total partiel	197,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	440,7
iv)	Coût estimatif du Programme	639,1
v)	Ecart	398,4



5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars E.U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	46,7	2,9	49,6
Principal	122,1	15,3	137,4
Total	168,8	18,2	187,0

6. BURUNDI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Burundi, fait partie de la région inter-lacustre africaine. Sa superficie brute est de 27 834 km<sup>2</sup>, dont 51 p. 100 environ sont des terres agricoles cultivables. La très forte densité de la population (162 hab/km<sup>2</sup>) place le pays parmi les plus peuplés d'Afrique. Les autres contraintes sont l'enclavement, la faiblesse du secteur agricole et l'exiguité du marché. L'évolution de l'économie était particulièrement faible, avec une moyenne de taux de croissance de 0,6 p.100 pour la période 1980 à 1984.

Le montant de la dette extérieure du Burundi, à des conditions libérales, s'élevait à 335 millions de dollars, à la fin de 1984, avec un service de la dette de 14,20 p. 100 à la même période. Néanmoins, les projections montrent que le service de la dette augmentera plus rapidement dans les prochaines années pour atteindre 24 p. 100 en 1986-1987. Le flux total des ressources nettes est passé de 115,9 millions de dollars en 1980 à 166,5 millions de dollars en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire de Burundi met l'accent sur :

- a) Alimentation et agriculture (sécurité alimentaire);
- b) Mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, y compris les industries, transports et communications, commerce et finances etc;
- c) Protection de l'environnement et des sols;
- d) Développement des ressources humaines.

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes sont :

- a) Révision et assouplissement du code des investissements;
- b) Fixation des prix rémunérateurs aux paysans et stimulation des coopératives de commercialisation;
- c) Octroi de faveurs fiscales et douanières aux investissements orientés vers les secteurs prioritaires de développement;
- d) Réduction des emprunts auprès de la banque centrale;
- e) Orientation des investissements vers des secteurs productifs;
- f) Ajustement monétaire par dévaluation et détachement du franc burundais de la parité fixe avec le dollar des Etats-Unis;
- g) Analyse du secteur des entreprises publiques en vue de les rendre plus efficaces;
- h) Les mesures de réhabilitation et de renforcement des services d'encadrement agricole, etc..

### 4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	440,5
	Total partiel	440,5
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	143,7
	A l'extérieur	-
	Total partiel	143,7
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	584,2
iv)	Coût estimatif du Programme	912,4
v)	Ecart	328,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	37,4	5,2	42,6
Principal	102,3	21,3	124,1
Total	139,7	27,0	166,7

7. CAMEROUN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le niveau du PIB durant la période 1980-1984 est caractérisé par le changement dans sa structure, surtout après l'expansion du secteur pétrolier dont la part est passée de 4,3 p. 100 en 1980 à 14 p. 100 en 1984. Le PIB a atteint 7,3 milliards de dollars des Etats-Unis pour l'année 1984 au prix courant du marché. Ceci donne un PIB par habitant de 792 dollars en 1984, classant le Cameroun parmi les pays à revenu relativement élevé en Afrique. Malgré l'apparition d'une sécheresse exceptionnelle en 1981-1983 et la tendance à la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial, l'économie du Cameroun se maintient à un niveau élevé, probablement à cause de la gestion saine et de la diversification de son économie. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen en termes réels était de 5,8 p. 100 durant la période 1980-84.

L'encours total de la dette publique extérieure s'élève à 277,1 millions de dollars en 1984. C'est une amélioration significative par rapport à l'année 1982 où l'encours était de 1,9 milliard de dollars. Cette réduction de la dette extérieure se fait grâce à la politique économique conservatrice du Gouvernement de ne pas s'appuyer trop sur l'aide extérieure pour son développement. On croit savoir que 70 p. 100 de cet encours total a été contracté à des sources bilatérales (40 %) et multilatérales (30 %) à des conditions libérales. Puisque 22 p. 100 de cette dette ont été exprimés en dollars et un tiers en francs français, le Cameroun n'a donc pas été affecté par l'appréciation du dollar comme les autres pays de la zone CFA. Le service de la dette est estimé à un niveau extrêmement faible de 7,1 p. 100 des exportations de biens et services en 1984. Le Gouvernement était, de temps en temps, amené à honorer ses garanties sur les dettes contractées par les entreprises publiques qui se trouvaient dans des difficultés financières. Cependant, l'aide publique au développement (APD) a baissé de 264,1 millions de dollars en 1980 à 131,4 millions en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

L'année fiscale 1985/1986 marque la fin de la période d'exécution du cinquième Plan quinquennal (1982-1986) en même temps que la première phase de la deuxième étape de planification à long terme en vue de l'élaboration du sixième Plan. Cependant, les orientations générales suivantes seront être incorporées dans le sixième Plan dont certaines correspondent aux objectifs du Plan d'action de Lagos : le libéralisme communautaire, le développement autocentré, auto-entretenu et équilibré, l'ouverture démocratique, l'intégration nationale, et la justice sociale. Pour les principales préoccupations sectorielles, le Gouvernement a adhéré à l'ordre des priorités sectorielles adopté par les chefs d'Etat de l'OUA, à savoir : a) agriculture; b) autres secteurs d'appui direct à l'agriculture; c) mise en valeur des ressources humaines, et d) la sécheresse et la désertification.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie (1986-1990)

Le Gouvernement compte actualiser le code d'investissements en cours, en vue de le rendre plus favorable aux petites et moyennes entreprises pour stimuler l'activité économique. Plusieurs réformes et mesures ont été conçues pouvant rendre le secteur public plus efficace sur le plan économique et financier et permettre au secteur privé de participer davantage aux activités économiques, notamment : mesures incitatives dans le domaine agricole, le concours de la meilleure plantation, l'augmentation des prix d'achat aux producteurs, le paiement des ristournes, la création de l'office pharmaceutique vétérinaire, et le remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la réglementation et l'incitation de l'investissement privé. Dans le cadre de la mobilisation de ressources intérieures, il est envisagé de continuer la politique d'émission par l'Etat d'emprunts intérieurs.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) 1/

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-

1/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le 5ème plan quinquennal (1981-1986).

Millions de dollars E.-U.

## ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	3 020	
A l'extérieur	289	
Total partiel		3 309

iii) Montant estimatif des ressources  
probablement disponibles 3 309

iv) Coût estimatif du programme 3 619

v) Ecart 310

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	367,2	60,1	427,3
Principal	629,4	235,5	864,9
Total	996,6	295,6	1 292,2

## 8. CAP-VERT

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'archipel du Cap-Vert se trouve dans une situation unique d'ensemble d'îles isolées, éloignées les unes des autres, subissant le régime climatique aride ou semi-aride et disposant, lorsqu'elles sont propices à l'agriculture, de très peu de terre. Même avec les conditions climatiques favorables, le pays ne couvre pas le tiers de ses besoins alimentaires. De plus, la sécheresse qui apparaît de façon cyclique sur le continent, reste d'une nature permanente dans l'archipel, de sorte que la situation, qualifiée ailleurs d'urgente, ici ne constitue que le cours normal des choses. Cependant, l'économie a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,6 p. 100 durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure s'élève à 100,7 millions de dollars des Etats-Unis alors que le service de la dette représente 20,0 p. 100 des exportations en 1984.

**2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

La dépendance de l'extérieur pour son alimentation n'est pas compensée par de modestes exportations de biens (bananes, poisson) et de services (cabotage). La préoccupation majeure du Gouvernement est de restaurer quelques terres de culture par un reboisement massif, par le forage de puits en vue de l'irrigation, par la réforme foncière. L'ensemble des actions gouvernementales doivent être considérées comme inscrites dans ce cadre.

**3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Le terme de redressement pour le Cap-Vert est synonyme de développement, compte tenu de sa situation particulière. Parmi les mesures envisagées, il convient de citer :

- a) Exploitation de l'eau souterraine pour l'irrigation et autres besoins agricoles;
- b) Remise en état des parcelles irriguées et des infrastructures hydrauliques dans l'Ile de Santo Antao et celle de Sao Tiago Nicolas;
- c) Formation des cadres de base à tout niveau;
- d) Amélioration des services de vulgarisation, des services de statistique et de planification agricole;
- e) Fourniture de l'aide alimentaire, de l'eau et des produits de première nécessité à la population;
- f) L'intensification du programme de reforestation;
- g) Lutte contre l'érosion et la dégradation des sols.

**4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.

**i) Ressources déjà mobilisées**

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

Millions de dollars E.-U.

## ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

## iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

## iv) Coût estimatif du Programme

334,0

## v) Ecart

334,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	13,8	0,5	14,3
Principal	29,1	1,0	30,1
Total	42,9	1,5	44,4

## 9. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie centrafricaine a connu des difficultés majeures durant la période 1980-1983, en raison de la sécheresse. Le taux de croissance du PIB était de 1,5 p. 100 seulement en 1981, 1,6 p. 100 en 1982 et -6,5 p. 100 en 1983. Cependant, la situation économique s'est améliorée considérablement en 1984. Le PIB a progressé à un taux exceptionnel de 8,7 p. 100 en termes réels cette année, dû en grande partie au redressement de l'agriculture résultant du retour à des conditions climatiques normales. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen du PIB pour la période 1980-1984 était de 4,5 p. 100 résultant de l'impact d'une bonne production agricole en 1984.

L'encours total de la dette extérieure publique à la fin de 1985 était de 289,7 millions de dollars des Etats-Unis, soit une augmentation de 4,5 p. 100 par rapport à l'année 1984. La dette à titre libéral représente environ 30 p. 100 du total et la dette commerciale à long terme 70,0 p. 100. La dette provenant des sources bilatérales représente 48,4 p. 100 du total et la dette multilatérale 40,4 p. 100. Le service de la dette représente 17,1 p. 100 des recettes d'exportations en 1984. L'aide publique au développement (APD) a baissé à 92,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1983 contre 110,0 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Gouvernement est actuellement dans la phase de finalisation de son programme d'ajustement sectoriel dans le cadre de son deuxième plan quinquennal (1986-1990). Ce plan sera présenté à la deuxième conférence de la Table ronde des bailleurs de fonds qui se tiendra au courant de cette année 1986. Les priorités sectorielles retenues dans ce programme sont : a) agriculture, b) promotion des petites et moyennes entreprises, c) mise en valeur des ressources humaines, d) développement des infrastructures physiques et institutionnelles et autres secteurs.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

- a) La réorganisation et la décentralisation du Ministère du développement rural;
- b) La réforme des institutions de formation agricole, surtout l'Institut supérieur de développement rural et le recyclage des fonctionnaires du Ministère;
- c) L'assainissement des sociétés à vocation agricole, notamment la SICPAD et la Caisse de stabilisation et de prérequisition des produits agricoles (CAISTAB);
- d) Le maintien des grands équilibres dans le cadre d'un programme de stabilisation avec le FMI et la vérité des prix reflétant les coûts de production tenant compte du pouvoir d'achat des consommateurs;
- e) Le maintien de la suppression des "barrières économiques" et la dynamisation du secteur des PME, notamment des PME de production;
- f) Réformes profondes de structures obsolètes et inadaptées de l'Etat et la réforme de l'administration publique en adoptant de nouveaux textes portant la redéfinition de la mission confiée aux différents départements ministériels;
- g) La promotion des petites entreprises.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	71,2	
A l'extérieur	328,5	
Total partiel		399,7



Millions de dollars E.-U.

## ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

iii) Montant estimatif des ressources  
probablement disponibles

399,7

## iv) Coût estimatif du Programme

675,2

## v) Ecart

275,5

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	24,1	5,6	29,7
Principal	67,7	25,4	93,1
Total	91,8	31,0	122,8

## 10. TCHAD

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le volume du PIB du Tchad a enregistré des taux de croissance négatifs durant toutes les années donnant une moyenne de la période 1980-1984 de -6,9 p. 100 par an en termes réels. Cette croissance lente est due probablement aux conséquences de la guerre qui a désorganisé l'économie durant les années 1980-1983 et à la sécheresse exceptionnelle qui a sévi durant la campagne 1984-1985.

Le développement économique du Tchad dépend principalement de l'aide extérieure. L'endettement extérieur public se chiffre à 157,9 millions de dollars à la fin de 1984. L'aide bilatérale à des conditions libérales s'élève à 44,1 millions de dollars et l'aide multilatérale à 91,2 millions de dollars alors que la dette à long terme à des conditions non libérales est évaluée à 22,0 millions de dollars. Le flux des ressources obtenues durant la période 1982-1985 s'élève à 153,3 milliards de FCFA (393 millions de dollars). Le service de la dette extérieure globale représente environ 10,9 p. 100 des exportations du pays en 1984. Les arriérés de la dette extérieure montent à 16,5 millions de dollars. Le gouvernement a négocié le rééchelonnement de la dette pour que ces arriérés. L'aide publique au développement est passée de 35,3 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 36,1 millions en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les priorités sectorielles suivantes ont été retenues par le Gouvernement pour son programme prioritaire de redressement économique (1986-1990) : a) agriculture comprenant l'agriculture vivrière, l'élevage, l'hydraulique pastorale et villageoise, et forêts et la pêche; b) industrie comprenant les mines et carrières, les industries manufacturières et l'énergie; c) Infrastructures comprenant les routes et travaux connexes, les bâtiments, le cadastre-urbanisme-eau urbaine, les postes et télécommunications, les transports routiers et les transports aériens; d) Ressources humaines comprenant l'enseignement primaire, secondaire, technique, et universitaire, l'enseignement général, la formation professionnelle, les affaires sociales et promotion féminine, la jeunesse et culture et la santé; e) Accompagnement du développement comprenant l'administration, le commerce et l'information.

3. Principaux réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Deux sortes d'incitations sont envisagées : a) incitations à l'investissement des petites et moyennes entreprises, à l'investissement étranger, à toutes les formes d'investissements productifs par l'actualisation du code d'investissements actuellement en chantier avec le concours du FMI; et b) les incitations pour promouvoir l'exportation fiscales, assistance technique, aide au démarrage des investissements, assistance de gestion, études du marché à l'exportation, aide à l'amélioration de la qualité des produits, groupements de producteurs, coopératives de commercialisation.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel -

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel -

Millions de dollars E.-U.

iii) Montant estimatif des ressources  
probablement disponibles

iv) Coût total du programme

392,9

v) Ecart

392,9

5. Montant estimatif du requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	6,3	0,1	6,4
Principal	35,4	0,2	35,6
Total	41,7	0,3	42,0

# 11. COMORES

## 1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Durant la période 1980-1984, le produit intérieur brut a cru en termes réels de 4,3 p. 100 par an. Ce taux supérieur au taux de croissance de la population (3,3 p. 100) dénote une amélioration du PIB par tête. Ces résultats ont été obtenus grâce à un effort soutenu d'investissement malgré la situation financière intérieure difficile. Le secteur primaire fournit presque la totalité des recettes d'exportation, mais n'a cru, durant la période, que de 3 p. 100 par an en moyenne. Le secteur secondaire a enregistré un taux de croissance annuelle de 4,4 p. 100 dû à l'essor de la branche bâtiment et travaux publics. Le secteur tertiaire a connu un taux réel de 5,6 p. 100 grâce à la forte augmentation de la valeur ajoutée du commerce.

Les finances publiques ainsi que la balance courante des paiements des Comores ont toujours présenté un déficit financé par le concours de l'aide extérieure. Les aides publiques gratuites reçues au cours de la période ont atteint un montant de 120,2 millions de dollars des Etats-Unis et les tirages sur les emprunts extérieurs publics ont totalisé 93,3 millions de dollars. A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 203,0 millions de dollars dont 183,4 millions de dollars à des conditions libérales et le service de la dette représentait cette année là 45 p. 100 des recettes d'exportation. Ce taux élevé est la conséquence de la chute des recettes d'exportations. Il est estimé à 22 p. 100 pour l'année 1985.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

En 1983, le Gouvernement a présenté à la Conférence des bailleurs de fonds son programme d'investissements pour la période 1984-1990 qui définit les priorités suivantes :

- a) le développement rural qui comprend l'agriculture (productions vivrières, produits de vente, aménagement des périmètres), l'élevage, la pêche et la forêt;
- b) La construction des routes, ports et aéroports et le développement de transports en vue du désenclavement interne et externe du pays;
- c) Les ressources humaines (éducation, santé et formation professionnelle).

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour la mise en oeuvre de ce programme d'investissements 1984-1990 le Gouvernement entend adopter les politiques suivantes :

- a) L'assainissement de la fonction publique;
- b) Amélioration du recouvrement des impôts et assainissement de la situation financière des entreprises publiques pour renforcer la capacité de l'épargne publique;
- c) Renforcement des institutions d'encadrement et d'animation dans le secteur agricole (CEFADER, CADER);
- d) Mise en place d'une caisse de stabilisation des prix, des produits agricoles;
- e) Promulgation d'un code d'investissements pour mobiliser les ressources extérieures.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	3,3
A l'extérieur	63,8
Total partiel	

67,1

Millions de dollars E.-U.

## ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 9,6

A l'extérieur 16,0

Total partiel

25,6

iii) Montant estimatif des ressources  
probablement disponibles

92,7

## iv) Coût estimatif du Programme

140,4

## v) Ecart

55,7

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	11,1	0,0	11,1
Principal	29,7	0,1	29,8
Total	40,8	0,1	40,9

## 12. CONGO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie congolaise se caractérise par la prédominance du secteur pétrolier qui représente environ 40 p. 100 du PIB tandis que l'ensemble des autres secteurs directement productifs (agriculture, élevage, pêche, forêt et les industries de transformation) représentait 14 p. 100 du PIB. En termes réels, le taux de croissance annuel moyen était de 14,5 p. 100 durant la période 1980-1984 en raison de l'expansion plus rapide du secteur pétrolier.

Au 31 décembre 1984, l'encours de la dette publique directe tirée s'élevait à 1,3 milliard de dollars. Bien qu'une partie importante de l'encours de cette dette extérieure publique directe soit remboursable en dollars des Etats-Unis, l'impact d'une fluctuation du taux de change entre le FCFA et le dollar sur le budget ou sur la balance des paiements est relativement limité comparé à d'autres pays de la zone CFA, si l'on considère que la quasi-totalité des exportations, notamment, de pétrole est également libellée en dollars. Le service de la dette

était équivalent à 42,3 p. 100 des exportations de biens et services en 1984, ce qui est énorme comparé à 9,5 p. 100 en 1982. Les projections montrent que le service de la dette extérieure publique continuera à augmenter jusqu'en 1987 pour ne commencer à baisser qu'en 1988-1990. Le flux net des capitaux s'élève à 132 millions de dollars des Etats-Unis en 1983.

**2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le Congo est actuellement à la fin de l'exécution de son plan quinquennal 1982-1986, et prépare son prochain plan. Cependant, suite à la crise pétrolière, le Gouvernement a adopté un programme national d'ajustement structurel et d'austérité économique. Ce programme comprend une liste limitative des projets prioritaires devant être exécutés sur la période 1985-1986, qui pourraient continuer durant la période 1986-1990. L'ordre des priorités suivantes a été retenu a) développement des secteurs productifs, notamment le secteur de l'agriculture, des mines, du pétrole, de l'industrie (la petite et moyenne entreprise), etc.; b) l'unification du territoire et création d'un espace économique viable, notamment le désenclavement par route; c) mise en valeur des ressources humaines notamment la santé et l'éducation.

**3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Les mesures de réformes comprennent :

- a) Suppression de certains monopoles en créant plusieurs entités juridiques autonomes pour les entreprises ayant des activités demandant des techniques et des méthodes de gestion très différentes;
- b) Libéralisation des activités pour lesquelles les réseaux économiques et commerciaux semblent suffisamment développés;
- c) Réaménagement des prix afin de construire d'une manière harmonieuse les objectifs de service public de l'Etat et de maintien du pouvoir d'achat des consommateurs avec les coûts de production des entreprises;
- d) Réorganisation de l'intervention de l'Etat dans le domaine agricole par une séparation du domaine de la recherche et du développement des cultures;
- e) Gestion par une tierce personne morale ou physique de certains projets de grande envergure au moyen d'un contrat de programme liant les entreprises de l'Etat;
- f) Appel aux partenaires privés pour la création des sociétés mixtes avec le secteur public;
- g) La création d'un ministère des petites et moyennes entreprises.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées	
A l'intérieur	-
A l'extérieur	64,7
Total partiel	64,7
ii) Nouvelles ressources à mobiliser	
A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	64,7
iv) Coût total du Programme	1 317,1
v) Ecart	1 252,4
5. <u>Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</u>	

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	147,8	120,4	268,2
Principal	361,6	510,4	872,0
Total	509,4	630,8	1 140,2

### 13. REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

#### 1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie ivoirienne a été marquée par une croissance très faible du produit intérieur brut en termes réels au cours de la période 1980-1984, avec une moyenne de 0,7 p. 100 par an, malgré une croissance de la production pétrolière qui, négligeable en 1980, représente aujourd'hui 2,7 p. 100 du PIB. Le secteur le plus touché est celui des bâtiments et travaux publics dont l'activité est directement liée au niveau des investissements. Or l'investissement, plus précisément la formation brute de capital fixe, a enregistré durant la période une décroissance en volume de plus de 12 p. 100.

L'encours de la dette publique extérieure se situait à 4 596 millions de dollars en 1984. Sous l'effet favorable du rééchelonnement de la dette, le service de la dette s'est ramené au niveau de 19,9 p. 100 en 1984 contre 37,3 p. 100 en 1983. Le flux net des ressources a connu une baisse considérable en 1984 à 452,5 millions de dollars EU contre 913,4 millions en 1980.

#### 2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Les principales orientations proposées pour le plan de développement économique et social et culturel 1986-1990 et relatives au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique sont :

- a) Modernisation et diversification de l'agriculture, ce qui implique un accroissement significatif des investissements dans ce secteur;
- b) Mutation du secteur industriel vers un redéploiement des exportations par une transformation plus performante des matières premières;
- c) Entretien et rentabilisation des infrastructures et équipements existants;
- d) Meilleure gestion des ressources et mise au point de stratégies dans le domaine de l'énergie.

#### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale

- a) Création de quatre structures d'intervention pour l'encadrement des planteurs avec pour actions principales : fourniture de semences de bonne qualité; fourniture de facteurs de production et de matériels agricoles; pré vulgarisation, vulgarisation pour assurer un transfert rapide et efficace des technologies nouvelles et de l'information; le recensement du crédit agricole à octroyer; le suivi statistique des exploitations et des opérations;



b) Adoption d'un nouveau code des investissements (le nouveau code est entré en vigueur le 15 mars 1985);

c) Révision générale du tarif douanier basée sur la recherche d'un taux de protection de 40 p. 100 en faveur de l'industrie ivoirienne par rapport à ses concurrentes étrangères;

d) Réforme de certaines dispositions de la fiscalité du droit commun ayant pour objet d'accroître les avantages offerts aux PME;

e) Amélioration des instruments de prévision et de gestion macro-économique permettant une plus grande cohérence des actions de l'Etat;

f) Réforme complète du système des incitations industrielles visant à encourager la production destinée à l'exportation;

g) Amélioration du système d'informations et de données statistiques;

h) Assainissement ou réforme de certaines entreprises importantes du secteur parapublic, pour améliorer leur efficacité;

i) Poursuite de la politique de décentralisation pour renforcer la participation de la population dans le processus de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)<sup>1/</sup>.

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	-
	A l'extérieur	-	-
	Total partiel		
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	331,6	
	A l'extérieur		
	Total partiel		331,6
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		331,6
iv)	Coût estimatif du Programme		1381,5
v)	Ecart		1049,9

<sup>1/</sup> Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le Programme d'investissement : VIII congrès de PDCI - RDA.

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	719,2	717,2	1436,4
Principal	932,1	2012,3	2944,4
Total	1651,3	2729,5	4380,8

14. DJIBOUTI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980 la croissance du PIB s'est ralentie et s'est traduite par un taux moyen annuel de 1,5 p. 100 au cours de la période 1980-1984 alors qu'il était de 3 p. 100 par an de 1978 à 1980. Cette croissance positive du PIB pendant le quinquennat est le résultat du maintien du niveau de l'investissement et de la consommation. Pour une économie aussi pauvre en ressources naturelles et humaines, cela n'aurait pas été possible sans la contribution des sources extérieures d'aide technique et financière.

L'économie djiboutienne reste fragile et déséquilibrée : les secteurs primaire et secondaire ne représentent que 20 p. 100 du PIB; la production de biens pour l'exportation est quasi nulle et l'économie n'exporte que des services essentiellement constitués par les prestations rendues à la base militaire française et à son personnel.

Les aides publiques gratuites, reçues au cours de la période 1980-1984, ont atteint un montant estimé à 479 millions de dollars. Les tirages sur les emprunts extérieurs publics à des conditions très libérales ont totalisé 74,5 millions de dollars. En 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 179 millions de dollars et le poids du service de la dette est encore faible puisqu'il ne représentait que 2,3 p. 100 par rapport aux recettes totales à l'exportation. L'aide publique au développement (APD) a crû à 40,1 millions de dollars en 1984 contre 9,9 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

En 1984, le gouvernement a proposé à la Conférence des donateurs un programme d'investissements pour le quinquennat 1984-1988 mais qui pourrait être étalé jusqu'en 1990. Placé dans le contexte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le programme accorde la première priorité au développement des ressources humaines (formation des jeunes et des adultes), suivi du secteur primaire qui favorisera le développement hydraulique (équipement et forages), l'agriculture (aménagements hydro-agricoles, reforestation, périmètres irrigués), l'élevage et la pêche.

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour la réalisation de son programme d'investissements 1984-1988, le gouvernement se propose : i) de maintenir l'actuel régime libéral des échanges avec l'extérieur avec parité fixe entre le franc djiboutien et le dollar des Etats-Unis; ii) de renforcer la capacité d'épargne publique en freinant les dépenses d'administration générale et en éliminant progressivement les subventions aux prix à la consommation; et iii) de mobiliser l'épargne extérieure (code des investissements, renforcement de la capacité d'absorption de l'économie).

### 4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

#### i). Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	1,2	
A l'extérieur	11,8	
Total partiel		13,0

#### ii). Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	2,6	
A l'extérieur	33,2	
Total partiel		35,8

#### iii). Montant estimatif des ressources probablement disponibles

48,8

#### iv). Coût estimatif du Programme

106,9

#### v). Ecart

58,1

### 5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

#### Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	16,2	0,5	16,7
Principal	39,5	3,5	43,0
Total	55,7	4,0	59,7

## 15. EGYPTÉ

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'Egypte continue de maintenir la croissance soutenue qui caractérise son économie depuis le milieu des années 70. La revitalisation de la base industrielle et infrastructurelle ainsi que l'accroissement des recettes en devises tirées du canal de Suez, des exportations de pétrole, du tourisme et des transferts de fonds des quelque 3 millions d'Egyptiens travaillant dans les pays arabes pétroliers voisins ont permis d'imprimer un bon élan à l'économie. Grâce à ces facteurs favorables, celle-ci a enregistré un taux de croissance annuel moyen d'environ 7,5 p. 100 au cours des cinq dernières années.

Bien que l'économie semble se développer conformément au plan quinquennal (1981/82-1986/87), les autorités égyptiennes se sont quelque peu préoccupées de l'incapacité du secteur public d'atteindre le taux de croissance prévu de 3,8 p. 100. Cette situation pouvait en partie être attribuée à l'accroissement des coûts de production et par conséquent à la baisse de la rentabilité relative de ce secteur. Le fardeau que constituent les subventions continue de s'alourdir et représente environ 24 p. 100 des recettes fiscales. Le service de la dette constitue également un fardeau de plus en plus lourd pour le budget de l'Etat, la dette égyptienne se chiffrant à environ 25 milliards de dollars en 1985, soit environ 31,3 p. 100 des recettes d'exportation. Compte tenu de cette situation et malgré le niveau croissant des flux de ressources extérieures qui se sont élevés à environ 2 milliards 260 millions de dollars en 1984, la situation de la balance des paiements continue de poser un important problème au développement du pays. La situation sera certainement aggravée par le retour attendu d'un grand nombre de ressortissants égyptiens travaillant à l'étranger.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire égyptien vise à lever les obstacles qui freinent actuellement le développement du secteur agricole et à doter celui-ci des services nécessaires, notamment de semences améliorées, de crédits et de services de vulgarisation afin de lui permettre de fournir une part croissante des besoins alimentaires de plus en plus importants et de développer les cultures d'exportation. Le programme vise également à remettre en culture les terres désertiques et à protéger les terres arables de l'empiètement du désert. Une haute priorité est accordée au renforcement des capacités de formation, en particulier des cadres moyens et supérieurs.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

L'Egypte applique une politique de "porte ouverte" dans le cadre du développement prévu son objectif étant d'encourager l'initiative privée, d'élargir la base économique, de moderniser le processus de production et de renouveler le matériel vétuste. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement

a entrepris un certain nombre de réformes consistant notamment à corriger les distorsions des prix, à supprimer les subventions directes ou indirectes à la consommation, à prendre des mesures d'incitation de l'agriculture, notamment grâce à un accroissement régulier des prix offerts aux producteurs, à la mise en place d'infrastructures de commercialisation et à la fourniture de facteurs de production indispensables. Les pouvoirs publics ont également pris d'importantes mesures pour réformer le secteur public en mettant l'accent sur l'efficacité et la levée des obstacles administratifs.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	2 871	
A l'extérieur	700	3 571
Total partiel		

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	14 301	
A l'extérieur		14 301
Total partiel		

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

17 872

iv) Coût estimatif du Programme

21 429

3 557

v) Ecart

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	2 233,5	168,6	2 402,1
Principal	3 510,1	1 552,4	5 062,5
Total	5 743,6	1 721,0	7 464,6

## 16. GUINEE EQUATORIALE

### 1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie équato-guinéenne a connu une période de déclin (1960-1978). Une politique de redressement a été entreprise en 1979, mais cette politique s'est heurtée aux contraintes monétaires du fait de la faiblesse de la monnaie nationale. Avec l'entrée dans la zone franc CFA en janvier 1985 et la mise en place d'un programme des réformes appuyé par l'aide attendue des pays développés amis et des institutions internationales, les conditions de la reprise économique se sont trouvées réunies. Ainsi quelques mois après l'entrée dans la zone franc, on a remarqué un réveil notable de l'activité économique, notamment du secteur agricole qui constitue le moteur de l'économie: les objectifs de la production de cacao pour la campagne 1984-1985 ont été dépassés. Cependant, l'absence de la comptabilité nationale à jour empêche, pour l'instant, d'évaluer cette évolution de l'activité économique durant la période 1983-1985. Mais, selon les estimations préliminaires, le PIB a crû de 1,4 p. 100 au cours de la période 1980-1984 en termes réels.

La dette publique extérieure de Guinée équatoriale s'élève à 126 millions de dollars EU à la fin de 1984, soit 70,6 p.100 donnés à des conditions libérales. Les difficultés budgétaires et le manque de ressources en devises ont entraîné l'accumulation d'importants arriérés depuis plusieurs années. Les pays créanciers ont été sensibles au redressement économique accompli après le programme d'assainissement et de redressement mis en oeuvre dans le cadre de l'accord de confirmation avec le FMI. C'est ainsi que le pays a obtenu du Club de Paris le rééchelonnement sur dix ans de 25,9 millions de dollars d'échéances de sa dette extérieure. Le service de la dette pèse énormément sur le pays : en 1984 il représente environ 34 p. 100 des recettes d'exportations. L'aide publique au développement (APD) s'élève à 11,1 millions de dollars EU en 1984 contre 9,3 millions en 1980.

### 2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

La Guinée équatoriale est en train d'élaborer un programme à moyen terme pour le redressement économique qui sera présenté à la seconde conférence de la Table ronde de bailleurs de fonds au courant de cette année. La classification des priorités sectorielles suivante a été provisoirement retenue: a) agriculture comprenant l'appui institutionnel à l'agriculture, la production des cultures vivrières, la production des cultures de rente, le développement rural intégré, la pêche et les forêts; b) Les autres secteurs directement liés à l'agriculture, notamment l'industrie, le commerce, le travail, les transports et communications et l'énergie; c) La valorisation des ressources humaines par le biais de la santé et l'éducation.

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La politique de réforme consiste essentiellement à restructurer l'ensemble du secteur para-public et le limiter à six organismes seulement. Le gouvernement va renforcer sa capacité de planification et de coordination interministérielle, afin d'intégrer toutes les activités économiques et sociales et garantir la cohérence des décisions économiques. Des mesures pour lutter contre toutes sortes de blocages ont été prises ainsi que pour éviter la bureaucratisation de l'économie. Le gouvernement entend aussi prendre des mesures nécessaires pour mettre en place un meilleur contrôle des ressources disponibles afin d'assurer qu'elles seront utilisées dans le sens de l'intérêt national. L'affectation des ressources en devises à l'importation, des crédits pour l'investissement et des fonds de l'Etat s'effectuera selon des règles transparentes et sous un contrôle efficace qui garantira la réalisation des objectifs prioritaires nationaux.

### 4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

Millions de dollars EU

#### i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	49,5	
Total partiel		49,5

#### ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-

#### iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

49,5

#### iv) Coût estimatif du Programme

107,4

#### v) Ecart

57,9

### 5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

#### Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	2,5	2,6	5,1
Principal	12,5	13,3	25,8
Total	15,0	15,9	30,9

## 17. ETHIOPIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980, les secteurs économiques n'ont cessé de se détériorer, quoique de façon inégale. Le produit national brut aux prix courants du marché a été estimé à 4 milliards 845,8 millions de dollars en 1983 contre 4 milliards 831,1 millions de dollars en 1984, soit un déclin de 0,3 p. 100. Entre 1980 et 1984, le taux d'accroissement du PIB en prix constants n'a cessé de décliner passant de 3,1 p. 100 en 1981 à -3,7 p. 100 en 1984 contre un taux de 5,3 p. 100 en 1983, soit en moyenne un taux d'accroissement annuel de 0,9 p. 100. Pour ce qui est du revenu par habitant, les résultats ont été plus mauvais. Le PIB par habitant aux prix courants du marché est tombé de 119 dollars en 1983 à 115 dollars en 1984, le taux moyen, pour la période 1980-1984, ayant été de -1,8 p. 100 par an.

Le facteur le plus important qui a causé un mauvais comportement de l'économie éthiopienne est peut-être la sécheresse sans précédent qui a ravagé le pays pendant trois années consécutives (1981-1984). Cette sécheresse a bouleversé les activités agricoles et a laissé dans son sillage des scènes horribles (mort, famine et malnutrition). Le pays souffre toujours de l'impact de cette catastrophe. Le niveau très bas des investissements résultant des contraintes financières a aussi joué une part dans ce déclin économique. La dette extérieure globale du pays s'élevait, à la fin de 1984, à 1 milliard 550,2 millions de dollars, le ratio du service de la dette étant de 19,3 p. 100 environ. Il est également à noter que les flux nets des ressources n'ont cessé d'augmenter au cours des quelques dernières années, passant, au total, de 122,2 millions de dollars en 1980 à 542,4 millions de dollars en 1984. Tant l'APD que le volume d'assistance extérieure, sous toutes ses formes, ont augmenté, la première passant de 221,5 millions de dollars en 1982 à 397,2 millions de dollars en 1984 et la seconde passant de 28,9 millions de dollars à 145,2 millions de dollars au cours de la même période.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Ayant accordé la priorité à l'alimentation et à l'agriculture, l'Ethiopie a axé ses efforts sur la mise en valeur des ressources en eau et l'agriculture paysanne. C'est ainsi qu'elle a lancé des programmes d'envergure pour lutter contre la sécheresse et la désertification et la réalisation de l'auto-suffisance alimentaire. Parmi les mesures sectorielles prises au titre de l'appui au secteur agricole figure la promotion de l'industrie, l'accent étant mis sur la production des équipements et des industries agricoles. Il convient de citer également le lancement de petites entreprises industrielles. Le pays s'est embarqué dans un programme de mise en valeur de la main-d'oeuvre agricole, et c'est dans ce cadre qu'il a été institué des programmes de formation à l'intention des exploitants.



### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale

Le Gouvernement éthiopien a adopté un certain nombre de mesures visant à assurer l'application du Programme de redressement et à réaliser une croissance soutenue, après plusieurs années de sécheresse dévastatrice. Dans le domaine agricole, un certain nombre de mesures d'incitation ont été accordées : fourniture d'engrais, de semences, de crédit à des conditions préférentielles et d'outils aratoires, prestation de services de vulgarisation et organisation de programmes de formation à l'intention des exploitants, et lancement de programmes régionaux de développement agricole (PADEP), le but étant de veiller à l'application des politiques et programmes agricoles dans l'ensemble du pays. En raison de la dégradation inégale des terres pour la réinstallation de la population dans certaines régions du pays causée par la haute densité de la population, la déforestation et l'érosion du sol, le pays ne ménage aucun effort pour mener à bien le vaste programme de réinstallation des victimes de la sécheresse, dans les régions plus fertiles et moins peuplées. Une série d'activités destinées à assurer aux populations concernées les moyens de mener une vie stable (construction de barrages et de puits, etc.) dans des zones fertiles et à faible densité démographique ont été entreprises. A la fin du mois de janvier 1986, environ 600 000 personnes, victimes de la sécheresse, avaient été réinstallées, en général dans les régions de l'Ouest et du Sud-Est. Parallèlement, le gouvernement cherche à renforcer ses moyens en matière de planification, en procédant à la mise en place de centres régionaux de planification et à la création de nouveaux débouchés pour le secteur privé, tout en encourageant le secteur des coopératives et en adoptant des mesures en faveur des coentreprises. A ces mesures, il convient d'ajouter d'autres mesures macro-économiques visant à promouvoir l'épargne et améliorer la gestion financière et l'exploitation des ressources.

### 4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	
	A l'extérieur	
	Total partiel	
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	2 897,9
	A l'extérieur	-
	Total partiel	2 897,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	2 897,9
iv)	Coût estimatif du Programme	4 880,6
v)	Ecart	1 982,7

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	108,6	12,9	121,6
Principal	362,5	62,2	424,6
Total	471,1	75,2	546,2

18. GABON

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les recettes d'exportation considérables et le taux de croissance de la population très bas jouent ensemble pour placer le Gabon parmi les pays d'Afrique ayant un revenu par habitant le plus élevé. Le PIB par habitant s'élève à 3 490 dollars EU en 1984. Cependant, la croissance du PIB reste encore très faible : 1,5 p. 100 par an en termes réels durant la période 1980-1984. Ceci est principalement dû au mouvement de la baisse du prix pétrolier ces dernières années, malgré l'expansion de la production qui a atteint 9 millions de tonnes en 1984. C'est pourquoi le gouvernement fait actuellement un effort important de diversification de l'économie par la relance de l'exploitation forestière et le développement des industries du bois, ainsi que le développement de l'agriculture.

L'encours de la dette extérieure publique s'élève à 611 millions de dollars en 1984. Le gouvernement a fait un grand effort pour diminuer son endettement vis-à-vis de l'extérieur: à la fin de 1979, l'encours de la dette extérieure était de 1,5 milliard de dollars. Environ 66,6 p. 100 de cette dette ont été contractés à des conditions libérales et le reste à des conditions commerciales à long terme. Le service de la dette publique représente environ 10,5 p. 100 en 1984. Avec la diminution des recettes pétrolières, qui s'accroît d'année en année, la capacité d'endettement du pays ou de remboursement de sa dette ira en diminuant. C'est pourquoi l'Etat gabonais, en prévision de la baisse de ses recettes pétrolières, a fait refléter une forte réduction de l'encours de la dette extérieure nouvelle dans le Plan quinquennal (1984-1988) pour éviter une baisse sensible du volume des investissements publics après 1983. Le Gabon ne reçoit presque pas d'aide au développement à titre de dons. Cependant, l'aide publique reçue à titre de prêts à des conditions concessionnelles est passée de 90 millions de dollars en 1983 à 214 millions de dollars en 1984, année au cours de laquelle le flux net des ressources était nul.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le gouvernement est actuellement à la deuxième année d'exécution de son Plan quinquennal (1984-1988). Ce Plan tient compte de la perspective en baisse des revenus pétroliers et prévoit la restriction des dépenses publiques d'investissement dans les limites des revenus projetés et la réduction de la dette extérieure pour préserver la capacité d'endettement du pays. La tranche du Plan qui reste encore à exécuter est considérée comme faisant partie du programme prioritaire du redressement économique et dont les priorités sectorielles suivantes ont été retenues: a) agriculture et développement rural insistant sur les opérations agro-industrielles et les actions et opérations d'accompagnement et la provision du développement riz-maïs-soja; b) l'infrastructure économique notamment la réalisation des grands projets ferroviaires et routiers; c) l'aménagement du territoire; et d) la mise en valeur des ressources humaines.

3. Principales réformes du cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes suivantes ont été réalisées :

a) En prévision de la chute des prix du pétrole et des revenus d'exportations, les mesures suivantes ont été prises: le blocage du recrutement dans la fonction publique à l'exception des jeunes cadres sortis des différentes écoles, la suspension des avantages et promotions à titres exceptionnels, la suspension des baux administratifs, l'arrêt immédiat de tout marché en cours de discussion ou récemment signé et non inscrit dans la loi de finances, le report ou étalement de certains projets prévus dans la loi de finances;

b) La création d'un service de contrôle financier des sociétés d'Etat, des organismes publics et parapublics au sein de la Direction générale du contrôle financier;

c) Le déblocage des subventions et autres aides financières et l'élaboration du cadre législatif et réglementaire apte à améliorer le contrôle de l'utilisation des subventions et autres aides financières allouées par l'Etat;

d) L'adoption du libéralisme économique en restaurant le dynamisme et l'esprit d'initiative du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	1 324,3
	A l'extérieur	-
	Total partiel	1 324,3
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	1 324,3
iv)	Coût total du programme	1 784,2
v)	Ecart	459,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	72,5	148,6	221,1
Principal	<u>151,7</u>	<u>382,9</u>	<u>534,6</u>
Total	<u>224,2</u>	<u>531,5</u>	<u>755,7</u>

## 19. GAMBIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la majeure partie de la période 1980-1985, l'économie gambienne a pâti des effets de la sécheresse, de l'infestation parasitaire et des déficiences administratives. Il s'est produit une baisse substantielle des exportations d'arachides, base de l'économie, en raison de la sécheresse et de l'insuffisance de stimulants. Au cours de la période 1980-1984, le taux annuel de croissance du PIB était en moyenne de 3,1 p. 100 et celui du PIB par habitant a chuté de 0,5 p. 100 par an. De ce fait, le pays a été confronté à de graves pénuries de devises et à des problèmes de balance des paiements.

Les obligations de paiement ont augmenté et, en 1984, la dette extérieure totale atteignait 311,7 millions de dollars, contre 105,5 millions en 1980. Le service de la dette représentait 32,0 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. Les flux nets de ressources provenant surtout de sources officielles sont passés de 141,4 millions de dollars en 1980 à seulement 44,2 millions en 1984.

La plupart des problèmes économiques tiennent au fait que l'économie de la Gambie, un pays sahélien, repose sur une monoculture et au fait que le secteur touristique, qui absorbe 15 p. 100 de la population active, n'a pas été entièrement intégré à l'économie nationale.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement national accorde la priorité à l'agriculture pluviale, et surtout aux cultures concurrentielles (céréales secondaires et arachides). La politique d'investissement public vise des projets ne nécessitant des fonds de contrepartie que pour 5 p. 100 de leurs budgets.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes suivantes ont été adoptées par le gouvernement :

a) Plans d'incitation : augmentation des prix à la consommation et à la production du riz et des arachides; suppression des taxes à l'exportation de certains produits; fourniture de crédits et rétablissement du Fonds de stabilisation pour la production arachidière. A cela s'ajoutent la production et la distribution de semences d'arachides et la mise en place d'installations adéquates d'emmagasiner et l'amélioration des circuits de commercialisation pour d'autres produits agricoles;

b) Réformes dans le secteur public : gel des postes et réforme de la fonction publique par le contrôle et la rationalisation du secteur public;

c) Réformes dans le secteur privé : libération des importations de riz et privatisation de certaines activités économiques du gouvernement. Le gouvernement a également ouvert la porte au secteur privé pour ce qui est du transport des produits agricoles, de l'importation et de la distribution des engrais.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale(1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	7,8	
A l'extérieur	15,2	
Total partiel		23,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

23,0

iv) Coût estimatif du programme

157,4

v) Ecart

134,4

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	17,1	5,6	22,7
Principal	47,7	15,4	63,1
Total	64,8	21,0	85,8

## 20. GHANA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Ghana a continué à enregistrer des faiblesses durant la période 1980-1984 au même titre que celles qu'elle a connues durant les années 70. Le PIB global a baissé à un taux annuel moyen de 1,3 p. 100 durant la période 1980-1984. Cette baisse a été accentuée surtout entre 1980 et 1983, mais en 1984 il y a eu un redressement remarquable du taux de croissance de 7,6 p. 100. Il y a aussi eu une baisse correspondante du revenu par habitant, avec une moyenne de 3,8 p. 100 durant la même période. L'encours de la dette publique extérieure a atteint 2,0 milliards de dollars EU en 1984 et le ratio du service de la dette s'élevait à 35,9 p. 100. Cependant, le flux net des ressources a crû de 146,3 millions de dollars EU en 1980 à 544,9 millions en 1984.

L'évolution faible de l'économie était principalement attribuable à une pauvre gestion économique et au manque des incitations adéquates visant à promouvoir la production. A ces problèmes relevant de la politique économique, s'ajoutent plusieurs autres facteurs exogènes contraignants. Les plus importants de ces facteurs sont la sécheresse prolongée, qui a sérieusement réduit la production agricole, et la détérioration des termes de l'échange du pays. La baisse des exportations a entraîné un plafonnement sévère des devises étrangères et, comme conséquence, un excès de la capacité industrielle. La production lente accompagnée par une politique monétaire inflationniste a entraîné des pressions inflationnistes dans l'économie.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement de l'économie nationale qui était adopté en 1983 pour renverser la tendance à la baisse de l'économie est axé sur la fourniture de services agricoles, services de vulgarisation et facilités de crédit, ainsi que sur les plans d'incitations visant à accroître la production agricole, à atteindre l'auto-suffisance et à augmenter les exportations.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes adoptées par le gouvernement comprennent :

a) Plans d'incitations à la production : adoption d'une politique judicieuse en matière de fixation des prix applicables à certains secteurs-clés tels que l'agriculture (notamment la production de cacao) ; la libération des prix et le décontrôle des circuits de distribution dans le cas du secteur industriel; l'adoption envisagée d'une politique libérale en matière de crédit et de fourniture de facteurs de production ; allocation de recettes pour l'achat de fournitures de base.

b) Réformes : les réformes concernant le secteur public mettent l'accent sur la nécessité de rationaliser la gestion et de responsabiliser les fonctionnaires;

c) Réformes concernant le secteur privé : l'adoption d'un nouveau code régissant les investissements privés et le décontrôle sont considérés comme les bases d'une économie plus productive et plus rentable.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur

946,0

A l'extérieur

Total partiel

946,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

946,0

iv) Coût estimatif du Programme

1 495,0

v) Ecart

549,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990 (millions de dollars))

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	116,1	12,5	128,6
Principal	<u>285,9</u>	<u>40,0</u>	<u>325,9</u>
Total	<u>402,0</u>	<u>52,5</u>	<u>454,5</u>



## 21 GUINEE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La Guinée a connu un léger progrès en 1980-1984 avec une croissance de l'ordre de 3 p. 100. Cependant, il y a eu le déclin de l'économie guinéenne avant cette date. En effet, l'agriculture, principale activité du pays, n'a pu progresser à cause de l'intervention intempestive de l'Etat et de l'absence d'investissements. Le secteur minier a connu aussi des difficultés dues à la crise mondiale et à d'autres facteurs internes. L'absence conséquente de devises a paralysé l'économie.

A une balance des paiements déficitaire s'est ajoutée une dette lourde de 1306,9 millions de dollars. En effet, malgré les conditions relativement favorables des emprunts, les arriérés se sont élevés jusqu'à 200 millions de dollars EU à fin 1983. D'où l'impérieuse nécessité de rééchelonnements. Le flux net des ressources a baissé à 22,1 millions de dollars EU en 1984 contre 49,9 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Dès 1985, le gouvernement s'est attelé à adopter et à appliquer un programme intérimaire de redressement national (1985-1987) :

- relance de la production vivrière (riz, légumes) et ravitaillement des villes, des cultures de rapport (banane, coton), et de l'élevage par l'initiative privée; reconstruction des structures d'appui aux paysans : crédit agricole, distribution d'intrants; et formation des paysans et vulgarisation; encouragement de techniques culturelles comme la culture attelée; développement de la pêche et aménagement des points d'eau.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes en appui du Programme de redressement national s'inscrivent dans le cadre d'une politique libérale dont les principales composantes sont:

- a) décentralisation et déconcentration de la responsabilité des agents économiques;
- b) transformation des structures institutionnelles, en particulier dans le monde rural;
- c) promotion des ressources humaines et stimulation des capacités d'initiative;
- d) valorisation des ressources agricoles et halieutiques;
- e) réhabilitation du secteur minier;

- f) désengagement de l'Etat du secteur productif;
- g) réforme du secteur public et de l'Etat sur la base de la vérité économique;
- h) relance des travaux d'équipement en infrastructures de base: routes, distribution d'eau, centres de santé primaire;
- i) revalorisation du potentiel humain par la formation et l'éducation;
- j) révision en hausse des prix du producteur rural.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur 102,0

A l'extérieur -

Total partiel 102,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel -

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

102,0

iv) Coût estimatif du Programme

840,0

v) Ecart

738,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	31,1	8,9	90,0
Principal	502,9	52,2	555,1
Total	584,0	61,1	645,1

## 22. GUINEE-BISSAU

### 1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La dégradation de la situation économique de ces dernières années à laquelle s'ajoutent la sécheresse et la désertification a placé la Guinée-Bissau dans une crise profonde.

La production agricole aussi bien vivrière (riz, mil) que pour l'exportation (arachide, palmistes, noix de cajou) ont souffert de la sécheresse de 1983. Mais l'amélioration de la production en 1984 n'a pas suffi à couvrir le déficit de 35 000 tonnes pour 1985. Cependant, le PIB global a progressé à un taux de croissance de 3,3 p. 100 par an durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure publique s'élève à 214,2 millions de dollars EU en 1984 dont 170,9 millions ont été contractés à des conditions libérales et 43,3 millions à des conditions non libérales. Le service de la dette représente environ 17,0 p. 100 des exportations. Le flux net de ressources ont baissé de 141,4 millions de dollars EU en 1980 à 44,2 millions en 1984.

### 2. Programme de redressement de l'économie nationale : principaux domaines d'intervention

Les domaines principaux de préoccupation du gouvernement dans le cadre du programme de redressement national sont : l'augmentation des superficies de riziculture, l'amélioration progressive des rendements, ainsi que celle des autres céréales, le développement de la pêche artisanale, le contrôle de la pêche industrielle, l'amélioration de l'infrastructure portuaire, des voies de desserte et des routes.

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Bien que certaines réformes seront décidées lors du prochain congrès du Parti, cependant, quelques lignes directrices qui seront poursuivies apparaissent :

- a) mise en place de politiques de vente à des prix incitatifs;
- b) promotion de la production agricole par la mise en place d'un crédit agricole;
- c) subvention des intrants agricoles (engrais, outillage agricole, produits chimiques etc.);
- d) mise à la disposition des paysans des résultats de la recherche en leur fournissant des semences de céréales améliorées;
- e) mise en place d'une politique d'approvisionnement des besoins de première nécessité aux pêcheurs artisanaux en vue d'accroître leur production;
- f) redistribution de l'excédent de production agricole vers les régions déficitaires;

- g) réhabilitation de petits projets hydro-agricoles et construction de barrages anti-sel;
- h) formation des cadres à tous les niveaux;
- i) aménagement des sols et récupération des terres de bas-fonds;
- j) construction de routes et de voies d'accès vers les centres de production;
- k) entretien des routes existantes; et
- l) libéralisation et promotion de certains circuits commerciaux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	21,6	
A l'extérieur	44,2	
Total partiel		65,8
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		65,8
iv) Coût estimatif du Programme		160,4
v) Ecart		94,6

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(en millions de dollars EU)

Type de créanciers

	Publics	Privés	Total
Intérêt	2,6	0,9	10,5
Principal	36,4	8,0	44,4
Total partiel	46,0	8,9	54,9

## 23 KENYA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

En dépit des prévisions très optimistes du quatrième Plan quinquennal 1979-1983 du Kenya faisant état d'un taux annuel de croissance de 6,3 p. 100, celui-ci n'a été en réalité en moyenne que d'environ 4 p. 100 au cours de cette période. Par ailleurs, le déficit de la balance des paiements s'est alourdi et la situation budgétaire s'est beaucoup aggravée. La détérioration sensible des termes de l'échange enregistrée par le Kenya, la chute des cours du café, la récession mondiale, la contraction de la demande de biens et services kényens de la part des pays voisins et les mauvaises conditions climatiques ont été pour l'essentiel à l'origine de cette situation.

Cela a conduit le gouvernement à adopter en 1980-1981 un programme d'ajustements structurels destinés à stabiliser l'économie, à contrôler les principales variables monétaires et fiscales et à éliminer les entraves structurelles à la croissance. C'est ainsi que le taux d'inflation est tombé en dessous de 10 p. 100 en 1984 contre plus de 20 p. 100 en 1982, que le déficit budgétaire est passé de 10 p. 100 du PIB en 1981 à moins de 5 p. 100 en 1983-1985, que la masse monétaire contractée est passée de 15 p. 100 en 1980 et 1982, à moins de 8 p. 100 en 1983 et à 11 p. 100 en 1984; en outre par suite de la diminution sensible du volume des importations, le déficit courant qui était de 886 millions en 1980 a pu être réduit de plus de moitié.

La sécheresse d'une ampleur sans précédent qui a ravagé le pays en 1983-1984 a entraîné une baisse de 3,7 p. 100 de la production agricole, ramenant ainsi le taux de croissance du PIB à 0,9 p. 100 au cours de la même période. Toutefois, les prix élevés des exportations de thé et de café ont permis d'améliorer la situation sur le plan des recettes en devises. Au cours de la période 1980-1984, le PIB du Kenya a augmenté en chiffres réels à un taux annuel moyen de 3 p. 100, alors que le PIB par habitant baissait de 1 p. 100.

Entre 1980 et 1984, la dette extérieure du Kenya a plus que triplé, atteignant 3,5 milliards de dollars dont 1,2 milliard contracté aux conditions du marché, ce qui, par rapport à la dette totale, représente 54 p. 100 du PIB et 204 p. 100 par rapport aux exportations de 1984. Le rapport entre le service de la dette et les exportations de biens et services pour la même année a été de 31,8 p. 100. Les flux de ressources en 1984 ont été de 41 p. 100 inférieurs à leur niveau de 1980, soit 430,7 millions de dollars contre 731,5 millions de dollars. En 1984, les flux de ressources ont été de 18 p. 100 supérieurs à ceux de 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le soin premier du Kenya est de relancer l'économie à un rythme annuel d'environ 6 p. 100 et ce jusqu'à la fin du siècle. L'agriculture est le principal secteur mais on privilégie également la mise en place d'une infrastructure matérielle et la création de petites industries en milieu rural et urbain. Les ressources financières nationales seront consacrées d'abord à l'accroissement

des dépenses renouvelables au titre de projets déjà réalisés et à l'utilisation optimale de la capacité industrielle et ensuite à l'exécution de projets immédiatement rentables.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes générales du secteur public visent à réduire le déficit budgétaire, à mobiliser davantage de ressources aux niveaux national et international, à améliorer la gestion de la dette, à rationaliser les investissements publics, à juguler l'inflation, à utiliser un taux de change flexible et à assouplir les mesures de restrictions juridiques et administratives. Les politiques sectorielles ont quant à elles pour but de favoriser la croissance industrielle, de promouvoir les exportations, d'encourager la production agricole, de rationaliser les dépenses de développement et d'assurer l'expansion du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	91,0	
A l'extérieur	73,0	
Total partiel		164,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	375,0	
A l'extérieur	417,0	
Total partiel		792,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 956,0

iv) Coût estimatif du Programme 1197,0

v) Ecart 241,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	436,1	91,5	527,6
Principal	574,1	340,5	914,6
Total partiel	1010,2	432,0	1442,2

## 24. LESOTHO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Lesotho est un petit pays enclavé d'une superficie de 30 335 km<sup>2</sup>; sa population s'élevait à 1,5 million d'habitants en 1984. Le Lesotho fait partie du groupe des pays les moins avancés. Le produit intérieur brut était de 353,2 millions de dollars en 1983 et le PIB par habitant de 245 dollars. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a connu une baisse annuelle moyenne de 1,2 p. 100 en prix constants. L'aide publique au développement (APD) est passée de 90,3 millions de dollars en 1980 à 101,3 millions en 1983; les autres ressources hors APD n'ont connu qu'une croissance marginale, passant de 0,7 million de dollars en 1980 à 1,5 million en 1983. La dette extérieure totale a atteint 140 millions de dollars dont 107 millions au titre de l'aide à des conditions libérales. Le rapport entre les obligations du service de la dette et les exportations de biens et de services a été de 29,9 p. 100 en 1983. Les flux nets de ressources sont passés de 91,5 millions de dollars EU en 1980 à 102,8 millions de dollars EU en 1984.

Entièrement enclavé dans l'Afrique du Sud, le Lesotho est le pays qui souffre le plus de la politique de déstabilisation politique et économique pratiquée par le régime sud-africain. Il dépend presque entièrement de l'Afrique du Sud pour ses liaisons avec le reste du monde. Son économie est totalement intégrée à celle de l'Afrique du Sud (commerce, unions douanière et monétaire) et elle a été en butte aux blocus et à l'embargo décrétés par son puissant voisin.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

L'agriculture et le développement rural, en particulier les projets d'irrigation, la production alimentaire et les ressources en eau; le transport et les communications; l'industrie; les ressources humaines et l'énergie constituent les domaines prioritaires retenus par les pouvoirs publics. Le gouvernement cherche également à améliorer la qualité des services publics tels que l'enseignement et la santé.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les résultats des organismes para-étatiques seront améliorés grâce à une meilleure gestion financière. Le mécanisme national de planification du développement sera réorganisé et restructuré. On commence à introduire des politiques de réforme des salaires et à encourager les investissements dans le secteur privé et surtout dans l'agriculture. Un nouveau plan d'investissement industriel garantissant des revenus satisfaisants à l'investissement privé a été adopté. On améliore actuellement la mise à disposition de facteurs de production agricole tels que le crédit, les services de commercialisation et de vulgarisation ainsi que le matériel agricole. Une assistance est également fournie par l'intermédiaire des coopératives aux petits et grands exploitants agricoles afin de leur permettre d'améliorer leur efficacité et leur viabilité commerciale.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	26,7	
	A l'extérieur	31,7	
	Total partiel		58,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		58,4
iv)	Coût estimatif du Programme		119,6
v)	Ecart		61,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	20,1	1,0	21,1
Principal	<u>35,5</u>	<u>3,5</u>	<u>39,0</u>
Total	<u>55,6</u>	<u>4,5</u>	<u>60,1</u>



## 25. LIBERIA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Libéria a subi une grave récession entre 1980 et 1985. La baisse des recettes totales d'exportation a été suivie de la chute des recettes publiques, de déficits budgétaires en grande partie financés par des ressources extérieures, et d'un alourdissement du fardeau de la dette. Entre 1980 et 1984, le PIB en prix constants a baissé en moyenne de 3,6 p. 100 par an, tandis que le PIB par habitant déclinait à un rythme annuel moyen de 5,7 p. 100. L'encours de la dette publique extérieure s'élève à 997,4 millions de dollars EU en 1984 et le ratio du service de la dette s'élève à 25,6 p. 100 entre 1980 et 1984. Le total net du flux de capitaux a chuté de 550,9 millions de dollars en 1980 à 229 millions de dollars en 1983. Les résultats économiques médiocres ainsi que la grave récession ont entraîné la fermeture de la raffinerie, l'accumulation d'arriérés dans le traitement des fonctionnaires et mis les pouvoirs publics dans l'impossibilité de satisfaire les conditions imposées par le FMI dans le cadre des accords stand-by qui, en conséquence, ont été annulés.

Ces graves difficultés économiques provenaient de divers facteurs, dont des bas prix appliqués aux principales exportations du Libéria, des problèmes dans la gestion économique, des graves pénuries de ressources, le manque de stimulants appropriés et la fuite massive des capitaux dans la période qui a suivi le soulèvement politique et la guerre civile.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement de l'économie nationale met un accent tout particulier sur l'augmentation de la production alimentaire, grâce à l'amélioration de la gestion agricole, à des aides à la production et à des services de vulgarisation. La politique en matière d'investissement public a consisté à encourager les investissements à très haute rentabilité et à périodes de gestation courtes, ainsi que ceux nécessitant un apport de fonds très faible au niveau national.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) Aide financière aux agriculteurs, pour la production de caoutchouc, d'huile de palme, de produits forestiers et de riz ;

b) Réformes dans le secteur public : restructuration des finances et de l'emploi, rationalisation de toutes les entreprises publiques et privatisation de certaines ; création de l'Office des sociétés d'Etat chargé de superviser les entreprises publiques ;

c) Réformes dans le secteur privé : dispositions relatives à la coentreprise et à la gestion dans le secteur privé ; élimination progressive des restrictions sur 36 articles industriels produits localement, et amélioration de la structure tarifaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	14,0
	A l'extérieur	-
	Total partiel	14,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	14,0
iv)	Coût estimatif du Programme	374,0
v)	Ecart	360,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(en millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	110,9	33,2	144,1
Principal	223,1	145,0	368,1
Total	334,0	178,2	512,2

## 26. JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie libyenne continue à subir le contrecoup des perturbations observées sur le marché mondial du pétrole, perturbations qui ont des répercussions sur les cours et la demande de pétrole brut. C'est la raison pour laquelle en 1984, le volume des exportations de pétrole n'a été que de 59 p. 100 de son niveau de 1980. En valeur, les revenus pétroliers ont chuté de plus de moitié, passant de 21691,9 millions de dollars en 1980 à 10629,9 millions en 1984 et 9549,0 millions en 1985. La quasi-totalité des recettes d'exportation et des revenus publics provenant de la vente du pétrole, les autres secteurs de l'économie ont été parallèlement touchés, encore qu'à un degré moindre. Depuis 1980 le pays enregistre donc un taux de croissance économique négatif de 6 p. 100 par an en moyenne. Le pays a été contraint, devant la diminution constante des revenus pétroliers et en dépit de la réduction du volume des importations, de puiser abondamment dans ses réserves en devises dont le niveau a baissé pour la quatrième fois consécutive en 1984. La dette publique extérieure s'élevait à 797,8 millions de dollars EU en 1984 et les flux nets de ressources ont atteint -3,3 milliards de dollars EU contre -1,5 milliard en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

La Libye accorde la plus haute priorité à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, d'où l'accent mis sur le développement de l'agriculture et du secteur alimentaire en particulier. L'un des principaux objectifs de son programme de priorités est de parvenir à un taux d'autosuffisance d'environ 90 p. 100 pour ce qui est des céréales alimentaires et à une autosuffisance complète pour ce qui est des produits de l'élevage et de la volaille. Des méthodes modernes de production alimentaire et d'irrigation et une réorientation de la gamme des productions agricoles sont envisagées pour privilégier des cultures dont les besoins en matière d'irrigation sont moindres. Le développement de l'agriculture est également considéré comme un moyen de freiner l'exode rural.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Sur le plan de la production, le gouvernement accorde la priorité au développement du secteur agricole par le biais d'une participation directe à la mise sur pied d'exploitations pilotes mixtes et de mesures destinées à encourager la pratique de l'agriculture en tant qu'occupation en octroyant des titres fonciers, en révisant à la hausse les prix des produits agricoles et en encourageant la création d'entreprises populaires de production, de financement et de commercialisation. Des routes de desserte sont actuellement construites et des services agricoles mis à la portée des agriculteurs. Compte tenu de ses difficultés financières actuelles, le gouvernement met l'accent sur l'achèvement des projets en cours d'exécution, l'utilisation accrue des moyens existants, en particulier dans l'industrie, la réduction des dépenses superflues, la rationalisation de l'utilisation des devises et l'adoption de mesures rigoureuses de contrôle bancaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur 1 097,8  
A l'extérieur -  
Total partiel

1 097,8

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 4 391,2  
A l'extérieur -  
Total partiel

4 391,2

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

5 489,0

iv) Coût estimatif du Programme

5 489,0

v) Ecart

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	Publics	Privés	Total
Intérêt	...	...	...
Principal	...	...	...
Total	...	...	...

... = non disponible

## 27. MADAGASCAR

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la période 1980-1984 le produit intérieur brut a diminué en moyenne de 1,9 p. 100 par an. Cependant on observe un léger redressement de la situation économique au cours de l'année 1984 qui a enregistré un taux de croissance de l'ordre 2,1 p. 100 par rapport à l'année précédente, résultant des programmes d'ajustement structurel. Compte tenu de l'accroissement de la population (2,7 p. 100), le PIB par habitant a marqué une baisse annuelle de 4,5 p. 100 entre 1980 et 1984. Le secteur primaire a cru de 3 p. 100 par an en moyenne tandis que le secteur secondaire a connu une baisse annuelle d'environ 6 p. 100 par suite de la chute de la valeur ajoutée de la branche Construction. Le secteur tertiaire n'a pas évolué au cours de la période considérée.

La balance des paiements s'est améliorée avec un solde positif en 1984 alors qu'elle était toujours déficitaire antérieurement. Le déficit des transactions courantes en pourcentage du PIB est passé de 14,6 p. 100 en 1981 à 10,2 p. 100 en 1984. De même le déficit des finances publiques qui était de 14,9 p. 100 du PIB en 1981 est revenu à 4,8 p. 100 du PIB en 1984. Le taux d'inflation n'est plus que de 9 p. 100 au cours de l'année 1984 alors qu'il avait augmenté annuellement de 30,5 p. 100 et de 31,5 p. 100 respectivement en 1981 et 1982.

A la fin de l'année 1984, le niveau de la dette extérieure atteignait 2 119,8 millions de dollars des Etats-Unis dont 1 326,4 millions de dollars à des conditions libérales. Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations après rééchelonnement s'élevait en 1984 à 33,0 p. 100. Il avait atteint 75,3 p. 100 sans le rééchelonnement. Le flux net de ressources a baissé de 265,2 millions de dollars des Etats-Unis en 1981 à 192 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme d'investissements publics portant sur la période 1984-1990 met l'accent sur les secteurs productifs et l'infrastructure. Il se rapporte par ordre de priorité :

1) Au secteur du développement rural : programmes d'augmentation des productions vivrières (riz, maïs, blé etc.) et des produits d'exportation, projets d'irrigation des terres, élevage et pêche;

2) Au secteur infrastructure : réhabilitation des routes et des pistes de desserte;

3) A la lutte contre l'érosion des sols.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Afin d'atteindre les objectifs du programme, le gouvernement a pris des mesures pour :

1) Accroître la production : accroissement des prix aux producteurs, notamment des produits agricoles; libéralisation des prix de la collecte et de la commercialisation; existence d'un nouveau code des investissements plus libéral et assouplissement des procédures administratives du commerce extérieur;

2) Renforcer la capacité de l'épargne publique : réduction du déficit des finances publiques; assainissement de la situation financière des entreprises publiques et privatisation de leur gestion;

3) Mobiliser les ressources extérieures par l'intermédiaire du Groupe consultatif de Paris.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

i) Ressources déjà mobilisées	<u>Millions de dollars E.-U.</u>	
A l'intérieur	46,3	
A l'extérieur	67,3	
Total partiel		113,6
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	76,0	
A l'extérieur	97,1	
Total partiel		173,1
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		286,7
iv) Coût estimatif du Programme		872,0
v) Ecart		585,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	152,2	56,3	208,5
Principal	425,3	244,0	669,3
Total	425,5	300,3	877,8

## 28. MALAWI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Malawi a une superficie de 118 484 km<sup>2</sup> dont 24 208 km<sup>2</sup> sont constitués des eaux des lacs et compte une population de 6 810 000 habitants, le taux d'accroissement démographique étant de 3,1 p. 100 par an. L'agriculture est la clé de voûte de l'économie; les petites exploitations agricoles produisent principalement du maïs, des arachides, du coton et du tabac tandis que les exploitations commerciales produisent du thé, du tabac et du sucre. L'accroissement des principales cultures d'exportation a contribué à la réalisation d'un taux de croissance du PIB de 3,2 p. 100 par an au cours de 1980-1984. L'autre facteur qui a contribué à ce taux a été l'arrêt de l'exportation de la main-d'oeuvre en Afrique du Sud.

Le Malawi a adopté une stratégie de développement axée sur les agro-industries et les exportations. La sécheresse qui a frappé le pays en 1979/1980, conjuguée à la détérioration des termes de l'échange, a entraîné de sérieuses difficultés financières. Le fait que les exportations ne concernent qu'une gamme restreinte de produits et la désorganisation des voies traditionnelles d'accès à la mer via le Mozambique ont aggravé les difficultés. Le montant total de la dette extérieure du Malawi s'est élevé en 1984 à 788 millions de dollars, dont un montant de 482 millions accordé à des conditions libérales et 306 millions à des conditions non libérales. Le coefficient du service de la dette s'est monté, en valeur réelle, à 27,3 p. 100 en 1984. Le flux net de ressources a baissé à 87,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1984 contre 206,2 millions en 1980.

La situation relative aux investissements a été favorable pour les investisseurs et les donateurs ont fortement contribué au développement du pays, tandis que les ressources localement disponibles sont mobilisées par des banques commerciales qui offrent des taux d'intérêt élevés. Il importe de mobiliser davantage de ressources en augmentant les recettes, non fiscales en particulier, par rapport au PIB.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Priorité est accordée au secteur agricole et à la recherche d'autres voies d'accès à la mer par le couloir septentrional vers la République-Unie de Tanzanie et la Zambie. Par ailleurs, on s'efforce de diversifier les agro-industries afin de créer des emplois supplémentaires. L'autre domaine prioritaire est le développement de l'extraction du charbon qui pourrait constituer une source d'énergie de remplacement.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour augmenter la production, les contrôles des prix ont été assouplis, les barrières tarifaires supprimées et des abattements fiscaux concédés aux fabricants au cours des premières années d'exploitation. Le Gouvernement a révisé le système

de contrôle des prix et des salaires, le but étant de mieux l'adapter et de pouvoir procéder plus souvent à des ajustements. Des mesures ont été prises pour produire davantage pour l'exportation, en augmentant les prix des produits d'exportation. Des mesures ont également été prises pour améliorer l'efficacité des sociétés semi-publiques.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

i)	Ressources déjà mobilisées	<u>Millions de dollars E.-U.</u>
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	76,7
	A l'extérieur	144,9
	Total partiel	221,6
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	221,6
iv)	Coût estimatif du Programme	398,8
v)	Ecart	177,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990) millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	92,1	21,5	113,6
Principal	128,5	90,3	218,8
Total	220,6	111,8	332,4

29. MALI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980, le Mali a été confronté à d'énormes difficultés avec des conséquences désastreuses sur les performances de l'économie en général : faible niveau d'organisation et forte centralisation de l'appareil économique;



déséquilibres des comptes extérieurs et des finances publiques; faible capacité intérieure de financement des investissements; exacerbation des conditions climatiques entraînant une aggravation du déficit alimentaire. Le taux d'accroissement du produit intérieur brut à prix constants a été en moyenne de 0,2 p. 100 par an entre 1980-1984.

Le montant de la dette extérieure s'élevait à 1176 millions de dollars en 1984 dont 1084,5 millions à des conditions libérales et 91,5 millions à des conditions non libérales. Entre 1982 et 1984, on estime que le ratio du service de la dette après rééchelonnement est passé de 6,2 à 16,7 p. 100 des recettes d'exportation de biens et services.

Le flux de ressources nettes qui était de 936,2 millions de dollars en 1980, a atteint 1 017,1 millions en 1983. La part de l'APD s'est élevée respectivement à 776,2 et 842,6 millions de dollars durant la même période.

## **2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

a) L'agriculture dont les principales composantes sont : la sécurité alimentaire avec notamment les mesures de lutte contre les crises alimentaires; la sécurisation et l'accroissement des revenus agricoles, spécialement par la maîtrise de l'eau et le développement des ressources en eau; l'amélioration des techniques de stockage villageois des produits vivriers;

b) La lutte contre la sécheresse et la désertification dont la stratégie repose sur deux axes : protéger ce qui existe et reconquérir les zones en voie de désertification;

c) Autres secteurs d'appui à l'agriculture : l'approvisionnement suffisant et régulier des unités de transformation des produits agricoles; l'amélioration de la commercialisation et du crédit agricole; l'entretien et le développement des pistes rurales.

d) Mise en valeur des ressources humaines par l'amélioration de la gestion des institutions et du rendement du secteur public et la planification de l'emploi.

## **3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

a) Le secteur des finances publiques : réduction, voire élimination du déficit budgétaire chronique (application de mesures fiscales, budgétaires, salariales et monétaires);

b) Le renforcement du secteur des comptes extérieurs par la réduction des importations de produits non céréaliers et accroissement des exportations de coton;

c) La restructuration du secteur d'Etat grâce à la compression des effectifs; la fermeture de certaines entreprises non viables; le rétablissement de la vérité des prix;

d) amélioration des conditions de production qui a porté notamment sur la réhabilitation du secteur d'Etat, la restructuration du marché céréalier et la réorganisation de la filière coton.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

	<u>Millions de dollars E.-U.</u>	
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	59,4	
A l'extérieur	17,7	
Total partiel		77,1
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	290,7	
Total partiel		290,7
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		367,8
iv) Coût total du Programme		539,1
v) Ecart		171,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars E.-U.)

	<u>Types de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	74,4	1,1	75,5
Principal	387,5	6,8	394,3
Total	461,9	7,9	469,8

30. MAURITANIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'ampleur des problèmes de la Mauritanie constitue une lourde hypothèque pour l'avenir, si un programme de redressement vigoureux n'est pas exécuté. Le produit intérieur brut par habitant a chuté, malgré un taux d'investissement très élevé. La persistance de la sécheresse, la crise économique internationale, et les effets de la guerre comptent dans l'aggravation de la situation qui a prévalu

jusqu'alors. La production des céréales est tombée au sixième de son volume moyen. Les exportations de minerai de fer ont également chuté bien qu'elles aient repris en volume en 1984, avec cependant la dégradation des prix mondiaux et la baisse de leur valeur réelle. Le PIB a progressé par 1,4 p. 100 par an seulement en termes réels durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 1 397,6 millions de dollars des Etats-Unis en 1984 alors que le ratio du service de la dette aux exportations était de 38,6 p. 100 en 1984.

## 2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du Programme de redressement 1985-1988, le gouvernement met l'accent sur la valorisation de la pêche, considérée comme une source renouvelable de richesse, la relance de la production de mil, sorgho, maïs et paddy, l'extension des surfaces cultivables, la reconstitution du cheptel, la priorité à l'eau potable, le désenclavement de régions éloignées, l'amélioration de l'environnement institutionnel, la promotion du secteur privé notamment les petites et moyennes entreprises.

## 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes décidées ou envisagées comprennent :

- a) Augmentation des prix aux producteurs d'au moins 20 p. 100;
- b) Généralisation de l'accès aux avantages du code des investissements;
- c) Mise en place d'un crédit agricole;
- d) Prise en charge par les bailleurs de fonds des charges récurrentes de certains projets;
- e) Promulgation d'une nouvelle législation foncière;
- f) Promulgation d'un code de l'eau;
- g) Mesures de rentabilisation du secteur pêche;
- h) Redéploiement des investissements vers les domaines prioritaires et améliorer la productivité;
- i) Sélection des projets à impact rapide sur la production ou absolument vitaux pour satisfaire les besoins essentiels de la population;
- j) Réduction du programme des investissements.
- k) Politiques de gestion des ressources (monétaires et fiscales) : mobilisation et amélioration des recouvrements;

- 1) Revue du système d'exonération fiscale, de taxes douanières et taxation des secteurs exportateurs;
- m) Amélioration de la coordination entre services fiscaux;
- n) Institution du débarquement obligatoire des prises de pêche;
- o) Gel des effectifs en 1985 et diminution de la masse salariale;
- p) Réduction des subventions et réhabilitation du secteur public;
- q) Rééchelonnement de la dette et mise en place d'un comité du suivi de la dette.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	49,0	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		49,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	809,0	
	Total partiel		809,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		858,0
iv)	Coût estimatif du Programme		1 221,0
v)	Ecart		363,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	137,9	23,1	161,0
Principal	545,2	76,1	621,3
Total	683,1	99,2	782,3

## 31. MAURICE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Après la très mauvaise année qui a prévalu en 1980, le gouvernement a introduit un programme d'ajustement structurel pour redresser l'économie. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a augmenté à un taux moyen annuel de 4,1 p. 100 et son niveau en 1984 a dépassé celui de 1979. Le fait le plus important de la période est la performance du secteur industriel en particulier celle de l'Export Processing Zone (EPZ) et du secteur du tourisme qui ont crû respectivement de 16 p. 100 et de 10 p. 100 par rapport à l'année 1983. Ces deux secteurs, en termes de production, de création d'emplois et de gains en devises, sont devenus le moteur de la croissance économique. De même le secteur agricole a aussi montré un progrès sensible dans la production du sucre et du thé grâce à des meilleures conditions climatiques et à des prix élevés à l'exportation.

La balance des paiements s'est améliorée considérablement. Le déficit du compte courant a chuté de 13 p. 100 du PIB en 1981 à environ 3,8 p. 100 du PIB en 1984. Le déficit des finances publiques n'est plus que de 6,5 p. 100 du PIB en 1984 contre 12,9 p. 100 en 1981. Le taux annuel de l'inflation s'est modéré aux alentours de 7 p. 100 après une période de très forte inflation avec un maximum de 42 p. 100 pour l'année 1980. Le taux d'épargne intérieure qui était de 12 p. 100 du PIB a augmenté au cours de la période par suite de l'amélioration de la situation économique et a atteint 18 p. 100 du PIB en 1984. Mais il a toujours fallu recourir aux emprunts extérieurs pour financer les investissements.

A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique s'élevait à 412,4 millions de dollars. Il est à signaler que seulement 24 p. 100 de cette dette sont des prêts à des conditions libérales et que le reste est constitué par des prêts commerciaux à long et à court termes contractés sur les marchés des capitaux (prêts en eurodollars). Le poids du service de la dette est assez critique puisqu'il représente 28,3 p. 100 par rapport aux exportations de biens et services en 1984. Le flux net de ressources a baissé de 51,5 millions de dollars des Etats-Unis en 1981 à 15,5 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

En 1985 le gouvernement a adopté le Programme d'investissement du secteur public pour la période fiscale 1984/1985-1986/1987 avec des projets qui s'étalent jusqu'à l'année fiscale 1989/1990. Le gouvernement a accordé la première priorité à l'agriculture portant sur des projets de développement des ressources en eau (irrigation), de recherche, d'études et de formation dans le domaine agricole, d'infrastructures physiques (entrepôts, aménagement des sols) et à la reforestation. La seconde priorité se rapporte aux industries agro-alimentaires, suivie du développement des ressources humaines (projets relatifs à la formation technique).

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La stratégie de développement pour la réalisation de ce programme d'investissements du secteur public consiste à drainer les ressources vers les secteurs productifs. Ainsi, le gouvernement réduira ses dépenses de fonctionnement et maintiendra le déficit des finances à un niveau bas afin de permettre au secteur privé de bénéficier encore plus de crédit sur le marché local de capitaux. De même, afin de soutenir davantage les investissements et de préserver les réserves extérieures de change, la politique monétaire restrictive introduite dans le cadre du programme de stabilisation sera maintenue.

### 4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national (1986-1990)

#### Millions de dollars

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	2,6	
	A l'extérieur	12,8	
	Total partiel		15,4
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	52,1	
	A l'extérieur	10,2	
	Total partiel		62,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		77,8
iv)	Coût estimatif du Programme		99,0
v)	Ecart		21,2

### 5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	87,7	13,3	101,0
Principal	150,6	46,4	197,0
Total	238,3	59,7	298,0

## 32. MAROC

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les conditions économiques peu favorables qui prévalent sur la scène internationale et, en particulier, la détérioration des cours des produits miniers, notamment le phosphate qui est le principal produit d'exportation, de même que la sécheresse qui a frappé le pays au cours des années écoulées ont contribué à stopper la croissance dans le pays et exercent de très fortes pressions sur la balance commerciale et des paiements. Toutefois l'économie nationale a, au cours des cinq dernières années, connu un taux d'accroissement annuel de 2,9 p. 100, bien que le rythme de croissance ait beaucoup varié d'une année à l'autre, en fonction des cours ou de la demande de phosphate, ainsi que de la situation pluviométrique. Le service de l'énorme dette d'un montant de 13 milliards 350 millions de dollars qui, en 1984, a représenté environ 28,8 p. 100 des exportations, a créé de nouveaux problèmes en ce qui concerne la situation de la balance des paiements. Le rééchelonnement d'une partie de la dette a permis d'obtenir des résultats positifs pour ce qui est des apports nets de capitaux étrangers, mais la situation de la balance des paiements reste précaire. Toutefois, le déficit budgétaire par rapport au PIB s'est amenuisé et est passé de 12,3 p. 100 en 1982 à 8,5 p. 100 en 1983 et à 6,7 p. 100 en 1984, grâce aux vastes réformes budgétaires entreprises ces dernières années.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990): principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire du Maroc accorde une grande importance au développement du secteur agricole, aussi bien pour la production irriguée que pluviale. Les efforts visent essentiellement à libérer l'économie de la sécheresse, et, en conséquence, l'accent est mis sur l'achèvement de barrages de grande et moyenne importance, et la construction de petits barrages jusqu'au niveau des villages est encouragée. La priorité a également été accordée au rétablissement de l'équilibre écologique et au reboisement. Ce dernier fait d'ailleurs partie d'un programme de développement rural intégré, destiné à améliorer la qualité de la vie dans les zones rurales et, partant, à encourager l'agriculture, créer des emplois et réduire l'exode rural.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Maroc continue d'appliquer un programme de stabilisation économique. Ce programme vise à restaurer l'équilibre de la balance commerciale et des paiements et à réactiver le processus de la production au niveau national pour assurer cet équilibre à un niveau plus élevé de l'activité économique. La politique appliquée dans le domaine de l'agriculture implique de meilleures facilités de crédit pour la production céréalière et le logement dans les zones rurales, la révision des prix aux producteurs et des exonérations fiscales. D'autres mesures portent sur la promotion des exportations, la fourniture de stimulants pour attirer des envois de fonds plus importants de la part des nationaux travaillant à l'étranger,

l'encouragement de l'épargne, le tourisme, et l'adoption d'une politique de prix appropriée en matière d'agriculture et de biens produits par les entreprises du secteur public. Ces mesures incluent également le rééchelonnement de la dette et la demande d'une assistance supplémentaire. Le Gouvernement a également simplifié les procédures administratives, notamment dans le secteur des exportations et entreprend actuellement des études en vue de la restructuration du secteur des entreprises publiques et la rationalisation de la gestion de ce secteur.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	667,1
	A l'extérieur	-
	Total partiel	667,1
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponible	667,1
iv)	Coût estimatif du Programme	1 181,3
v)	Ecart	514,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	1 565,3	857,9	2 423,2
Principal	3 905,6	2 964,4	6 870,0
Total	5 470,9	3 822,3	9 293,2



## 33. MOZAMBIQUE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Mozambique subit depuis 1980 un net déclin dû principalement à la dévastation des infrastructures résultant des catastrophes naturelles telles que cyclones et sécheresse et des actions de guérilla menées par les groupes appuyés par l'Afrique du Sud. La baisse de la production et la faible productivité du secteur agricole ont été les principales causes de la baisse du PIB, qui a été en moyenne de 2,6 p. 100 au cours de la période 1980-1984. Le PIB par habitant a baissé à un taux annuel de -5,9 au cours de la même période.

L'effet de la politique de déstabilisation menée par l'Afrique du Sud sur l'économie mozambicaine, le volume important de ressources consacrées à la défense et la réduction des exportations qui l'accompagne ont entraîné un alourdissement du fardeau de la dette, s'élevant à 281 millions de dollars des Etats-Unis en 1984. Le faible volume de l'aide publique au développement (APD) par rapport à celui des prêts commerciaux a aggravé la situation. En 1983, l'APD s'est chiffrée à 211,9 millions de dollars, le montant total des prêts commerciaux étant de 366,3 millions de dollars.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990): principaux domaines d'intervention

La priorité la plus élevée est accordée à la production agricole. Viennent ensuite la remise en état, la construction et l'entretien des infrastructures, la mise en valeur des ressources humaines et la lutte contre les effets de la sécheresse.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

L'accroissement de la production agricole, en particulier au niveau des unités de production familiales, est encouragé grâce à la fourniture de biens de consommation et de facteurs de production agricole. En outre, dans le cadre d'une vaste réforme visant à améliorer l'efficacité des sociétés semi-publiques en accordant à leurs dirigeants une autonomie et une responsabilité plus grandes, on espère augmenter la production agricole et industrielle dans le secteur public. Les sociétés semi-publiques devraient prendre des mesures pour améliorer leur rentabilité. Des mesures ont également été prises pour instituer des méthodes efficaces de contrôle et de supervision des sociétés semi-publiques.

S'agissant de la mobilisation des ressources, des réformes ont été introduites afin d'augmenter les recettes en améliorant l'encaissement de ces ressources. On a entrepris une dévaluation progressive de la monnaie locale, le metical, qui a perdu 25 p. 100 de sa valeur entre 1980 et 1983.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	-
iv)	Coût estimatif du programme	363,3
v)	Ecart	363,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	423,0	-	423,0
Principal	1 154,0	-	1 154,0
Total	1 577,0	-	1 577,0

34. NIGER

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Niger a accordé un rôle privilégié à l'extraction et à la commercialisation de l'uranium, en vue de dégager les ressources nécessaires au financement d'autres secteurs, comme l'agriculture, l'industrie, les infrastructures. Cependant, la baisse dans la demande et l'effondrement des cours mondiaux de l'uranium dès 1981 n'ont pas permis de réaliser le plan d'investissement. Le recours aux financements

extérieurs n'a pu compenser le manque à gagner dans les recettes d'exportations et a alourdi le service de la dette. Cette conjoncture a entraîné un ralentissement du niveau des affaires. Ceci a été accentué par la réduction de l'emploi. A ces difficultés se sont ajoutés en 1983-1984 les effets de la terrible sécheresse qui a réduit à néant les maigres récoltes, a décimé le cheptel et accéléré la dégradation du pouvoir d'achat des populations rurales et urbaines. Par conséquent, l'évolution du PIB correspondait à des taux de croissances négatifs durant les 4 sur 5 dernières années, avec une moyenne annuelle de -4,5 p. 100

L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 836 millions de dollars des Etats-Unis en 1984. Le service de la dette représentait 36,4 p. 100 des recettes d'exportations. Le flux net de ressources a baissé de 806 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 64,5 millions en 1984.

## **2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le Programme de redressement national est axé principalement sur la relance de la production alimentaire, avec l'accent sur les cultures irriguées, l'hydraulique villageoise, la poursuite de la mise en place des infrastructures routières, la réforme du crédit agricole et la relance de la recherche agronomique et de la formation professionnelle.

## **3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

La mise en place du programme prioritaire nécessite des mesures de réforme politique que le gouvernement entend promouvoir ou a déjà prises :

a) Mesures visant au recouvrement par l'Etat d'une part importante des coûts des services publics :

b) Rendre le secteur public plus efficace sur le plan économique et financier : combinaison de la rigueur budgétaire avec une restructuration des dépenses pour améliorer l'efficacité des investissements; formulation d'un programme d'investissement triennal glissant; limiter le rôle dominant du secteur public dans l'économie; réduction des charges sociales, du personnel et des subventions directes; introduction de la TVA, et révision du code des investissements;

c) Permettre au secteur privé de participer davantage aux activités économiques :

- Introduction de mesures d'incitation appropriées pour les investissements privés à travers la libéralisation des prix et de la distribution;
- Suppression de tous les monopoles et quasi-monopoles à l'importation à l'exception des produits pétroliers et du gaz;

- Privation complète ou partielle des centaines d'entreprises publiques et réduction de la participation de l'Etat dans des sociétés d'économie mixte;
- Réforme des politiques industrielles et commerciales pour contribuer à dynamiser le secteur privé avec notamment la révision du système des prix des produits industriels locaux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

	Millions de dollars E.-U.
i) Ressources déjà mobilisées	
A l'intérieur	31,1
A l'extérieur	482,2
Total partiel	513,3
ii) Ressources à mobiliser	
A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	513,3
iv) Coût estimatif du Programme	1 204,6
v) Ecart	691,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	85,5	58,7	144,2
Principal	165,5	135,5	302,0
Total	251,0	195,2	446,2

### 1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les résultats économiques enregistrés par le Nigéria au cours de la période 1980-1985 étaient liés aux recettes d'exportation du pétrole, à l'efficacité de la gestion économique et aux performances des secteurs de production, notamment alimentaire, agricole et manufacturier. Au cours des années 80, on a assisté à une baisse des cours des produits pétroliers et, partant, des recettes d'exportation et des recettes fédérales. La crise pétrolière a entraîné une diminution sensible de la production industrielle et agricole, un accroissement des importations de denrées alimentaires et exacerbé les problèmes de balance des paiements. Au cours de cette même période, trois différents gouvernements se sont succédés, dont un civil appuyé par un énorme corps administratif bien structuré aussi bien au niveau local que fédéral; en outre, on a assisté à une baisse des réserves extérieures du Nigéria, qui sont passées de 10,2 milliards de dollars en 1980 à moins 1,5 milliard en 1984; la dette extérieure a presque quadruplé, soit moins de 5 milliards de dollars en 1980 contre 19,8 milliards de dollars en 1985. ce dernier chiffre comprend les arriérés commerciaux à court terme. Le ratio du service de la dette est passé de 15 p. 100 en 1980 à 27,5 p. 100 en 1984. Le flux net de ressources a augmenté considérablement de 178,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 5 178,6 millions en 1982, et ont ensuite baissé à 3 782,3 millions en 1983 et à 125,6 millions en 1984.

### 2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement économique met l'accent sur le développement du secteur des petits exploitants dans le cadre de programmes de développement rural intégré et sur l'achèvement de projets en cours de réalisation ainsi que sur le redressement et l'entretien des équipements existant, promotion des exportations, et la livraison des matières premières locales aux industries.

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes s'inscrivant dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale comprennent notamment : a) des mesures d'incitation sous forme d'élimination graduelle des subventions sur les intrants agricoles, et l'introduction de l'appui effectif des prix de distribution d'engrais et de pesticides aux agriculteurs et de libéralisation de l'accès au crédit agricole. Les importations de riz, de maïs, de poussins l'huile d'olive et poisson séché ont cessé; b) il a été décidé par ailleurs d'établir au niveau du secteur public un service de production agricole et de développement rural, de privatiser certaines entreprises publiques agricoles, hôtelières et industrielles non stratégiques et de mettre un terme à la participation directe des pouvoirs publics à la production agricole et à sa répartition; c) au niveau du secteur privé, il s'est agi de permettre aux compagnies aériennes privées d'exploiter davantage les lignes intérieures de libéraliser davantage les politiques d'importation de matières premières, des équipements agricoles et de pièces détachées et de simplifier la réglementation et les principes régissant les investissements industriels et l'activité bancaire commerciale.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	8 724,0	
	A l'extérieur	596,0	
	Total partiel		9 320,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	1 117,0	
	Total partiel		1 117,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		10 437,0
iv)	Coût estimatif du Programme		11 162,0
v)	Ecart		725,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Public</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	864,8	2 273,4	3 138,2
Principal	1 356,1	6 689,5	8 045,6
Total	2 220,9	8 962,9	11 183,8

## 36. RWANDA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Pays complètement enclavé, en Afrique centrale, le Rwanda doit faire face aux deux autres problèmes : à savoir l'étroitesse de ses terres arables et la raréfaction de ses ressources naturelles.

En 1984, la population totale s'élève à 5,9 millions, sur une superficie totale de 26 338 km<sup>2</sup>, soit une densité de 225 hab/km<sup>2</sup>, ce qui place ce pays aux dimensions modestes à la tête des pays les plus densément peuplés en Afrique. Avec un taux de croissance annuelle de 3,6 p. 100, la population atteindra 7,4 millions en 1990, dont 95 p. 100 en milieu rural. Le taux de croissance du PIB a été généralement bas et errant. Après une croissance de 8,1 p. 100 en 1981, il est tombé sensiblement à 1,1 p. 100 en 1982 pour monter à 3,0 p. 100 en 1983 et tomber encore à -2,8 p. 100 en 1984. Dans l'ensemble, le PIB a progressé à un taux annuel moyen de 2,4 p. 100 pour la période 1980-1984. Le PIB par habitant aux prix courants est passé de 1980 à 1984, de 224 à 293 dollars, accusant un taux de croissance de 0,9 p. 100.

Le montant de la dette extérieure à des conditions libérales s'élève à 254,5 millions, à la période 1984. Quant au service de la dette, il représente 6,1 p. 100 pour la même période, mais il est estimé de 15 à 20 p. 100 pour la période de 1986 à 1990. Le flux total des ressources nettes est passé de 127,3 à 149,4 millions de dollars, pour la période de 1980 à 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Parmi les principaux domaines retenus dans le cadre du Programme de redressement économique national figurent notamment :

- a) alimentation et agriculture (autosuffisance alimentaire);
- b) mesures de soutien à l'agriculture, dont notamment : la protection des sols et l'amélioration des rendements, le développement des ressources énergétiques et des petites et moyennes industries;
- c) valorisation des ressources humaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Parmi les différentes mesures adoptées ou envisagées, il y a lieu de noter :

- a) révision de la législation fiscale, du tarif douanier et du code des investissements et stimulation des investissements surtout dans les petites et moyennes entreprises et leur répartition régionale;

- b) création d'un fonds spécial de garantie pour les entrepreneurs nationaux qui n'ont pas de garanties réelles;
- c) Austérité et rigueur dans la gestion du secteur public;
- d) Mobilisation de l'épargne populaire;
- e) Application des taux d'intérêt sélectifs du crédit à l'économie;
- f) Révision de la législation fiscale et du tarif douanier et austérité dans la gestion;
- g) Coordination et harmonisation des actions de développement par le Ministère du Plan et par des comités interministériels de coordination;
- h) L'orientation des investissements publics vers les secteurs rentables;
- i) La mise en place de mécanismes de suivi et de contrôle d'exécution des programmes de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	238,9	
A l'extérieur	723,6	
Total partiel		962,5
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		962,5
iv) Coût estimatif du Programme		1 251,2
v) Ecart		288,7



5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	19,8	-	19,8
Principal	56,6	-	56,6
Total	76,4	-	76,4

37. SAO TOME-ET-PRINCIPE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le PIB à prix courants du marché atteindrait un niveau de 34,7 millions de dollars EU en 1984 contre 45,6 millions en 1980, soit une régression de 6,7 p. 100 par an en moyenne. Les causes de cette chute catastrophique de l'activité économique ne sont pas connues avec précision. Mais cela est dû à la baisse de la production et des prix du cacao, le principal produit agricole représentant environ 40 p. 100 du PIB et 80-90 p. 100 des exportations. La sécheresse des années 80 a aussi contribué à la régression de l'économie. Le PIB par habitant a chuté d'une façon dramatique de 486 dollars EU en 1980 à 328 dollars en 1984.

La dette publique extérieure a atteint un niveau de 75,2 millions de dollars à la fin de 1984. La moitié de ces prêts a été consentie à des conditions très favorables (à un taux d'intérêt de 1 p. 100 et une durée de remboursement de 13 ans), un quart à des conditions favorables (à un taux d'intérêt de 4 p. 100 et 8 ans pour remboursement) et le dernier quart à des conditions commerciales. Le service de la dette qui était estimé à 0,9 million de dollars EU en 1981 s'est élevé à 2,5 millions de dollars EU en 1984, représentant environ 23,7 p. 100 des recettes d'exportations des biens et services. Le flux net des ressources se monte à 11,3 millions de dollars des Etats-Unis en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

L'ordre des principaux domaines arrêtés par le gouvernement comme priorité nationale est le suivant : a) agriculture avec l'accent mis sur les cultures d'exportations, les cultures vivrières, l'élevage, la pêche et la sylviculture; appui à la recherche agronomique, à la valorisation et réhabilitation du cacao et des entreprises agro-pastorales; b) autres secteurs d'appui à l'agriculture, notamment l'industrie, les transports, le développement rural et l'administration; c) mise en valeur des ressources humaines; assistance technique au ministère de l'agriculture, formation en matière forestière, centre de formation des agents;

d) énergie, programme de réhabilitation des centrales électriques, stockage des produits pétroliers, extension de la centrale hydro-électrique de Guegnè, etc..

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La politique économique actuelle du gouvernement consiste à dynamiser l'économie saotoméenne, avec pour objectif primordial à court terme de restaurer la capacité d'exportation du cacao. Cette politique implique un grand nombre de réformes dans les domaines suivants: a) modifications patrimoniales où chaque individu se voit allouer le droit de posséder une parcelle de cultures vivrières; b) restructuration des entreprises publiques en les transformant en sociétés mixtes; c) mesures incitatives aux travailleurs dans le souci d'améliorer les performances de l'économie, de modifier le statut des travailleurs du secteur agricole en favorisant les gains de productivité; d) réforme du système commercial par la libéralisation du commerce intérieur; e) politique monétaire ayant pour but de doter le pays d'une monnaie forte par la limitation de création de monnaies sans contrepartie d'augmentation de la production; f) la mobilisation de l'épargne populaire au service de l'économie afin de substituer largement les financements extérieurs dont l'importance et le volume diminueront d'ici 1990.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	55,2
	Total partiel	55,2
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	55,2
iv)	Coût estimatif du Programme	110,6
v)	Ecart	55,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	2,9	-	2,9
Principal	10,9	-	10,9
Total	13,8	-	13,8

38. SENEGAL

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

1. L'économie sénégalaise a été frappée par la sécheresse persistante qui a pris le relais du contrecoup du choc pétrolier de 1979. Avec la chute des prix des matières premières et les fluctuations marquées des termes de l'échange, le Sénégal a connu une période extrêmement difficile pendant laquelle le taux de croissance du produit intérieur brut en termes réels était de 3,1 p. 100 par an seulement. La poussée de la demande intérieure conjuguée à une dégradation de la situation financière a produit un déficit alarmant de la balance des paiements.

L'encours de la dette extérieure s'élevait à 1 722,8 millions de dollars des Etats-Unis dont 83 p. 100 a été contracté à des conditions libérales. Le service de la dette représentait 18,1 p. 100 des exportations en 1984 et les flux nets des ressources ont baissé constamment de 259,4 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 111,9 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Face à cette situation, le gouvernement a décidé d'un programme de stabilisation, suivi d'un plan de redressement économique et financier et d'un plan d'ajustement à moyen et long terme visant à assainir la situation et à rétablir les grands équilibres. L'agriculture considérée comme secteur de base a reçu une attention particulière. Il s'agit d'accroître la production des céréales (maïs, millet, sorgho, paddy) en vue de l'autosuffisance alimentaire, d'adapter les cultures d'exportation (coton, arachide) aux conditions du marché mondial, de mettre l'accent sur l'élevage par la production de fourrages et la fixation des transhumants autour des points d'eau, de dynamiser le secteur de la pêche, de restaurer un environnement propice à la relance de l'industrie, de protéger la nature, de restaurer les sols, de lutter contre la désertification, de désenclaver les régions agricoles en poursuivant le programme des pistes de production, de développer les soins de santé primaire en milieu rural, de promouvoir la formation et l'animation des populations rurales.

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

A cet égard, le gouvernement entend appliquer des réformes dans le cadre du Programme de redressement national :

- a) privilégier les projets productifs à forte rentabilité économique et financière;
- b) améliorer les programmes de réhabilitation et de maintenance des infrastructures existantes;
- c) sélection plus rigoureuse des projets d'infrastructures économiques et sociales non productifs;
- d) rendre plus efficace le système de planification des investissements publics;
- e) choisir des projets prioritaires à l'intérieur de chaque sous-secteur ou entre deux secteurs (en particulier entre agriculture sous pluie et irriguée) selon les critères de l'avantage additionnel net en termes économiques;
- f) adopter des réformes en matière de politique industrielle;
- g) réévaluer des priorités et des actions définies dans le sous-secteur des transports ferroviaires;
- h) améliorer en éducation le calcul des charges récurrentes.

### 4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

#### i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	68,3
A l'extérieur	449,0
Total partiel	

517,3

#### ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	

#### iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

517,3

iv) Coût estimatif du Programme

777,3

v) Ecart

260,0260,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	271,0	82,5	353,3
Principal	487,8	233,5	721,3
Total	758,8	315,8	1 074,6

### 39. SEYCHELLES

#### 1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la période 1980-1984, le PIB a enregistré une croissance annuelle négative de l'ordre de 2,1 p. 100, alors qu'il a augmenté rapidement de 10 p. 100 par an de 1977 à 1979. Ce renversement de tendance est dû à la chute du nombre et des dépenses des touristes, à la réduction des dépenses du Gouvernement, à la baisse des activités dans le secteur des bâtiments et travaux publics et des autres secteurs productifs. En 1984, avec la forte reprise du tourisme, le taux de croissance réelle du PIB a cru de 2 p. 100 par rapport à 1983.

La balance des paiements est toujours déficitaire malgré les aides gratuites reçues et les tirages sur les emprunts extérieurs qui ont atteint un montant total de 50,6 millions de dollars au cours de la période. A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 57,5 millions de dollars dont 72 p. 100 à des conditions libérales. Le poids du service de la dette est encore faible puisqu'il ne représentait en 1984 que 9 p. 100 des recettes d'exportations. Le flux net des ressources a baissé considérablement de 13,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 2,1 millions en 1984.

#### 2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Plan de développement 1985-1989 définit les grandes orientations du Gouvernement qui sont surtout axées sur :

a) le rétablissement de la croissance en concentrant les investissements dans les systèmes productifs tels que l'agriculture (production vivrière, élevage, pêche, irrigation);

b) la création d'industries transformant les produits agricoles;

c) le développement des ressources humaines (formation et création d'emplois).

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Bien que le Plan de développement repose fortement sur le secteur public, le Gouvernement reconnaît l'importance du rôle du secteur privé et des investissements privés. Des mesures fiscales (exemptions et avantages fiscaux) et financières (liberté des transferts) ont été prises, seront maintenues et même améliorées. De même, la capacité de l'épargne publique sera renforcée en réduisant le déficit du secteur public de façon à réorienter vers le secteur privé une part importante du crédit bancaire intérieur.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) (millions de dollars EU)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	2,5
	A l'extérieur	13,8
	Total partiel	16,3
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	2,6
	A l'extérieur	8,3
	Total partiel	10,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	27,2
iv)	Coût total du Programme	130,9
v)	Ecart	103,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	6,4	0,8	7,2
Principal	18,2	4,0	22,2
Total	24,6	4,8	29,4

## 40. SIERRA LEONE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La situation économique de la Sierra Leone a continué d'être médiocre au cours de la période 1980-1984 en raison de la baisse de la faiblesse de la production agricole et minérale, de la réduction dans l'approvisionnement en énergie et des graves pénuries de devises. L'énorme déficit commercial et le déséquilibre continu de la balance des paiements ont amené les pouvoirs publics à prendre des mesures de compression des dépenses en devises ce qui s'est traduit par un développement de la contrebande à grande échelle. Il y avait également des problèmes liés à la gestion économique aux effectifs pléthoriques dans la fonction publique ainsi qu'à l'insuffisance des mesures d'incitation à la production agricole.

Le taux de croissance du PIB en termes réels était donc négatif pour toutes les années depuis 1981. Dans l'ensemble, le taux de croissance était de -11,4 p. 100 par an entre 1980 et 1984. L'encours de la dette extérieure s'élevait à 593,7 millions de dollars des Etats-Unis et le service de la dette représentait 27,4 p. 100 des exportations en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement de l'économie nationale porte essentiellement sur les transports et les communications ainsi que l'amélioration de la production économique globale grâce au petit secteur urbain, aux entreprises artisanales, aux moyennes entreprises industrielles et aux exploitations agricoles commerciales.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Programme de redressement national doit s'appuyer sur les mesures suivantes :

Mesures d'incitation : Prix rémunérateurs aux petits agriculteurs; accroissement des taux d'intérêt servis sur les dépôts bancaires et augmentation des prix des produits manufacturés localement, abolition des contrôles des prix de ces produits; libération du crédit.

Réformes :

- i) Secteur public : compression de personnel dans le secteur public; privatisation de certaines sociétés semi-publiques; décentralisation et redynamisation des conseils de districts; restauration des concours d'entrée à la fonction publique;

- ii) Secteur privé : imposition de la licence générale à la plupart des importations; privatisation de certaines sociétés semi-publiques; exécution conjointe de projets par le secteur public et le secteur privé; restriction minimale au fonctionnement du secteur privé.

4. Montant estimatif nécessaire à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	42,0
	Total partiel	42,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	42,0
iv)	Coût estimatif du Programme	219,1
v)	Ecart	177,1

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette ( 1986-1990 )  
(millions de dollars EU))

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	23,4	6,3	29,7
Principal	90,1	29,6	119,7
Total	113,5	35,9	149,4



## 41. SOMALIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

A la fin des années 70 et au début des années 80, l'économie somalienne s'est heurtée à de sérieuses difficultés qui ont été principalement exacerbée par les effets négatifs de la sécheresse sur la production zootechnique et le rendement des cultures ainsi que les graves incidences économiques des conflits frontaliers et le déferlement de réfugiés qui en a résulté.

A la faveur d'une bonne pluviométrie, une excellente récolte excédente ainsi qu'une augmentation de la production zootechnique ont été enregistrées en 1982; c'est ainsi que l'activité économique s'est sensiblement accrue et la balance des paiements s'est nettement améliorée. L'adoption de mesures budgétaires et monétaires rigoureuses a contribué à réduire le très grave déficit budgétaire et de juguler l'inflation rampante.

Toute une série de facteurs endogènes et exogènes ont fait que l'économie s'est réinstallé depuis 1983. Le rendement des cultures a baissé, en raison de la sécheresse de 1983 et des pluies tardives de 1984. Les exportations d'animaux sur pied, principale source de devises, ont été pratiquement interrompues lorsque ces produits ont été exclus de leur marché traditionnel en 1983. D'autres secteurs de production ont pâti de la pénurie de devises qui sont nécessaires à l'acquisition de facteurs de production, et la situation financière tant externe qu'interne s'est sensiblement détériorée. En 1984, le déficit budgétaire et les dépenses publiques sont montés en flèche pour atteindre respectivement 30 et 36 p. 100 du PIB, tandis que l'inflation a atteint le chiffre record de 92 p. 100. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen du PIB était de 3,2 p. 100 durant la période 1980-1984. En même temps, la dette extérieure ainsi que les versements au titre du service de la dette se sont considérablement alourdis. A la fin de 1984, la dette extérieure s'est élevée à 1,4 milliard de dollars dont 1,2 milliard de dollars a été contracté à des conditions libérales. Le ratio de la dette globale au PIB et aux exportations des biens et des services non facteurs s'est élevé en 1984 à 90 p. 100 et à 1 944 p. 100 respectivement. Les obligations du pays au titre du service de la dette ont atteint des dimensions alarmantes. Le reliquat des versements au titre du service de la dette a atteint, à la fin de 1984, 225 millions de dollars, soit un ratio aux exportations de biens et services de 312 p. 100. Les obligations au titre du service de la dette globale, reliquat non compris, se sont élevés, à la fin de 1984, à 131 millions de dollars, soit un ratio aux exportations de biens et services de 132 p. 100. Le ratio effectif du service de la dette a été de 50 p. 100.

Les flux nets au titre de l'aide au développement sont passés, au total, de 262 millions de dollars en 1980 à 303 millions de dollars en 1984. Toutefois, l'augmentation du volume des obligations de remboursement devrait probablement se traduire, dans les années à venir, par une réduction considérable des flux nets, à moins que ces obligations ne soient annulés.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme d'investissement public (1986-1988) met l'accent sur l'agriculture et l'élevage (48 p. 100), les transports et les communications (13,5 p. 100) et les ressources en eau (11,6 p. 100).

Les investissements seront essentiellement consacrés à l'achèvement des projets en cours ainsi qu'à l'exploitation de la capacité de production inutilisée ou sous utilisée. Certains nouveaux investissements seront consacrés à des projets rentables à court terme.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes adoptées dans le cadre du programme prioritaire (1986-1988) sont, pour la plupart, une continuation et un renforcement des mesures d'ajustement et de stabilisation prises dans le cadre du Programme d'investissement public (1984-1986) qui comporte notamment l'adoption d'un taux de change régissant les opérations privées qui soit déterminé par les lois du marché, mesure intervenant après un ajustement radical des taux de change, la libéralisation des politiques en matière de fixation des prix et de commercialisation, la promotion du secteur privé et des investissements étrangers; la diminution des pouvoirs régulateurs des entreprises publiques, l'assainissement des entreprises publiques, la mobilisation systématique de ressources intérieures et extérieures et l'assouplissement des mesures de contrôle budgétaire et monétaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationales (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 147,0

A l'extérieur 675,3

Total partiel

822,3

Millions de dollars E.-U.

iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	322,3
iv)	Coût estimatif du Programme	1 458,6
v)	Ecart	636,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	79,1	10,5	89,6
Principal	403,2	40,6	443,8
Total	482,3	51,1	533,4

## 42. SOUDAN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie soudanaise se heurte aux pires difficultés que le pays ait jamais connues. Dans la longue liste des maux chroniques, figurent la baisse de la productivité agricole et industrielle, l'alourdissement du déficit de la balance des paiements, les difficultés budgétaires, l'inflation galopante et les problèmes de remboursement de la dette, devenue incontrôlable.

Depuis 1978, le Gouvernement a lancé une série de mesures d'ajustement structurel : dévaluation de la monnaie et adoption d'un taux de change fluctuant; assouplissement des mesures de contrôle des prix; stricte régulation de la demande; privatisation des entreprises commerciales publiques; et élargissement de l'autonomie des autres. Cependant, les résultats furent dans l'ensemble très décevants. Le taux de croissance du PIB en termes réels était 0,4 p. 100 par an entre 1980 à 1984, alors que le PIB par habitant baissait à un rythme annuel moyen de 2,1 p. 100 au cours de la même période. Le PIB n'a cessé de baisser au cours des trois derniers exercices budgétaires et l'économie est tombée dans le marasme. Les recettes en devises étaient largement insuffisantes et il y a eu un gonflement du volume des arriérés de paiement de la dette. En 1984, les obligations au titre du service de la dette s'élevaient au total à 1 milliard 210 millions de dollars, soit 125 p. 100 de la valeur des exportations et des services non facteurs. En 1985, le montant des créances, au titre du service de la dette atteignait 1,2 milliard de dollars alors que les arriérés de paiement s'élevaient à 2,3 milliards à la fin de 1984. Le ratio effectif du service de la dette était de 32 p. 100 à la fin de 1984. A la fin de 1985, la dette extérieure du Soudan a atteint plus de 9 milliards de dollars.

Les entrées de ressources ont fléchi, passant de 799 millions de dollars en 1980, à 989 millions en 1982 pour tomber à 400 millions en 1984. Le gonflement des arriérés a amené de nombreuses institutions de financement multilatéral à suspendre leurs versements au titre de l'aide.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du programme d'investissement public, la majeure partie des investissements est allouée à l'agriculture. Viennent ensuite les transports et communications, l'énergie, le secteur minier et le développement régional.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Au lendemain de la révolution d'avril 1985 qui a abouti au renversement du régime de Nimeri, le Gouvernement a essayé de modifier les réorientations de la politique économique et de parvenir avec le FMI à un accord en la matière. Cependant, le Soudan n'a pu présenter un programme acceptable par le FMI et les négociations avec le Fonds ont été finalement abandonnées en février 1986. Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été faite au sujet des nouvelles orientations, il est fort probable que les politiques seront axées sur la nécessité de réaliser l'autonomie, d'exercer un contrôle plus strict en matière de change et de prix et d'instaurer un contrôle fiscal et monétaire rigoureux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	1 252,0
	A l'extérieur	911,0
	Total partiel	2 163,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	2 163,0
iv)	Coût estimatif du Programme	2 913,0
v)	Ecart	750,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
 (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	404,1	146,0	550,1
Principal	1 345,3	477,6	1 822,9
Total	1 749,4	623,6	2 373,0

43. **SWAZILAND**

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La proximité de l'Afrique du Sud, sa participation à la Rand Monetary Area (Zone monétaire du rand) et son appartenance à l'Union douanière de l'Afrique australe font du Swaziland un pays dont l'économie dépend de la situation en Afrique du Sud, qui bénéficie d'une économie assez florissante si on la compare à celle de nombreux pays africains. La politique adoptée au sein de la zone monétaire du rand a permis de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé. L'épargne nationale est, en conséquence, élevée. Sur le marché libre qui régit l'Union douanière de l'Afrique australe, les industries du Swaziland n'ont pu soutenir la concurrence face à celles de l'Afrique du Sud.

Le taux de croissance élevé de la population, qui est de 3,2 p. 100 par an, exerce des pressions sur le marché de l'emploi, surtout dans les zones urbaines. Cette situation a été aggravée par la faible productivité des terres cultivées du Swaziland, qui représentent 60 p. 100 de la superficie totale. Le taux de croissance du PIB, en termes réels était de 2,3 p. 100 par an en moyenne entre 1980 et 1984. Cependant, l'évolution était errante. A l'exception de 1980 où le taux de croissance du PIB était de 6,8 p. 100, la croissance économique dans les années suivantes était très faible.

Le total net des flux de capitaux a été de 53 millions de dollars en 1983, contre 39 millions de dollars en 1980.

La dette extérieure, qui était de 198 millions de dollars en 1985 est élevée à conditions libérales et constitue un fardeau pour l'économie. Le ratio réel du service de la dette était de 63 p. 100 en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention du programme national prioritaire sont par ordre d'importance : l'agriculture, la mise en valeur des ressources humaines, notamment en matière de formation professionnelle, le développement des services d'infrastructure et la lutte contre les effets de la sécheresse.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Des réformes ont été adoptées pour améliorer le fonctionnement et l'efficacité des entreprises semi-publiques et du secteur public en matière de planification et d'exécution des programmes, grâce à l'établissement d'un Comité national chargé du budget et de la planification. En outre, un programme de développement rural a été lancé pour stimuler la production agricole. Le gouvernement a également institué une taxe à la vente pour élargir ses sources de revenus et réduire sa dépendance vis-à-vis des recettes provenant de l'Union douanière de l'Afrique australe qui constituait la principale source de revenus. Le Swaziland ne peut entreprendre aucune action indépendante en raison de son appartenance à la zone monétaire du rand, et cela détermine la nature et la portée des mesures d'ajustement qu'il peut prendre. Toutefois, des démarches sont en cours pour accroître son autonomie dans le domaine financier et monétaire. Les principales mesures générales ont consisté à stimuler l'investissement privé dans les entreprises existantes et nouvelles.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

		Millions de dollars E.-U.
i)	Ressources déjà mobilisées.	
	A l'intérieur	0,7
	A l'extérieur	0,2
	Total partiel	0,9
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	0,2
	A l'extérieur	0,2
	Total partiel	0,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	1,3
iv)	Coût estimatif du Programme	3,2
v)	Ecart	1,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	33,3	0,1	33,9
Principal	61,4	0,9	62,3
Total	100,2	1,0	101,2

44. TOGO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Frappé par la récession ou la crise économique et financière mondiales, le Togo n'a pas pu exécuter son quatrième Plan quinquennal de développement économique et social (1981-1985). Dès 1979, quand le Gouvernement togolais, soucieux de corriger les déséquilibres, a élaboré, et mis en oeuvre un programme d'austérité avec l'appui du Fonds monétaire international (1979-1980), qui consistait entre autres, à réduire les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Malgré ces efforts, le taux de croissance annuel moyen du PIB en termes réels a baissé de 2,5 p. 100 entre 1980 et 1984. Le pays a, par ailleurs, bénéficié en 1979 d'un réaménagement d'une partie de sa dette extérieure après des négociations avec le Club de Paris.

La dette extérieure, dont l'encours en 1984 et en 1985 s'élevait environ respectivement à 843,4 et à 764,7 millions de dollars, représente une charge de 22,9 p. 100 et de 36,7 p. 100 par rapport aux exportations du pays. Mais le Gouvernement togolais s'emploie à ramener le poids du service de la dette à un niveau compatible avec les exigences de son développement économique et social, il y réussit progressivement et bénéficie en conséquence d'un capital de confiance appréciable auprès des bailleurs de fonds tant bilatéraux que multilatéraux. Comme résultat, le flux net de ressources a augmenté de 79,6 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 120,4 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Togo a mis au point un programme national de redressement économique 1985-1990 selon l'ordre de priorité suivant :

- a) Réhabilitation des infrastructures;
- b) Développement rural;
- c) Développement socio-culturel;
- d) Développement industriel.

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Gouvernement togolais a mis en place un large éventail de mesures pour conduire et soutenir le redressement et le développement de son économie dans les domaines suivants :

- a) Adoption d'un nouveau code des investissements plus attractif et de la Charte des entreprises togolaises;
- b) Mesures d'incitation aux producteurs agricoles qui comprennent : augmentation des prix agricoles, vulgarisation agricole, crédit en faveur du paysan, la diffusion de nouvelles techniques culturales et l'accentuation de la recherche appliquée;
- c) Mise en place d'un plan semencier et d'un programme de lutte contre la sécheresse et la désertification;
- d) Réactivation du Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises;
- e) Les réformes du secteur public par la politique d'austérité budgétaire, révision du code des impôts, contrôle rigoureux et vérification des dépenses publiques, et la restructuration des entreprises publiques;
- f) Extension de l'informatisation de l'administration et du secteur para-public;
- g) Réorganisation des principaux ministères économiques et financières et la création du ministère des sociétés d'Etat en septembre 1984.

### 4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

#### i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	123,5	
A l'extérieur	186,6	
Total partiel		310,1

#### ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-



iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	310,1
iv)	Coût estimatif du Programme	1 001,9
v)	Ecart	691,8

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)  
(millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	93,7	20,0	113,7
Principal	276,8	77,8	354,6
Total	370,5	97,8	468,3

## 45. TUNISIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Tous les plans tunisiens mettent l'accent sur la nécessité de réaliser un système socio-économique homogène en favorisant les relations sectorielles et l'interdépendance régionale. Une attention particulière a été accordée à l'agriculture et au tourisme qui, avec le pétrole, constituent l'essentiel des exportations. Pour promouvoir les projets agricoles il a été procédé à la mise en place de réseaux d'irrigation et à la promotion des agro-industries, ce qui permet de créer un entraînement en aval et de créer des emplois, contribuant ainsi à l'accroissement des exportations.

Le caractère diversifié de l'économie tunisienne a permis au pays de connaître une croissance moyenne positive au cours de trois années sur les cinq années passées, en enregistrant des taux de croissance de 4,9 p. 100 en 1983 et de 5,5 p. 100 en 1984, la moyenne pour la période 1980-1984 étant de 3,4 p. 100 seulement.

Le montant total de la dette extérieure s'est élevé à 4 milliards 32 millions de dollars en 1984. Le service de la dette en pourcentage des exportations sont de l'ordre de 22 p. 100. L'autre facteur inquiétant est la tendance à la baisse du volume des ressources au titre de l'APD et l'augmentation des crédits privés. Les premières se sont contractées, tombant de 241,3 millions de dollars en 1981 à 194,5 millions en 1983 tandis que les derniers ont augmenté, passant de 50,7 millions de dollars en 1980 à 250,4 millions de dollars en 1983. Les incidences que présentent ces tendances pour les obligations du service de la dette sont évidentes. La balance des paiements demeure donc déficitaire. Les réformes récemment entreprises ont, en mettant l'accent sur la promotion des exportations, permis d'accroître la production et de réduire la dépendance vis-à-vis des emprunts extérieurs, le principal objectif étant d'assainir la situation des paiements extérieurs.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les domaines prioritaires du Programme sont le tourisme, l'agriculture, des mesures d'appui au secteur agricole et la lutte contre la sécheresse et la désertification. Il s'agit essentiellement de stimuler le développement agricole, de créer des emplois dans les zones rurales, d'assurer l'équilibre régional et de produire davantage pour l'exportation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes envisagées dans le cadre du programme englobent notamment : la nécessité d'aider les agriculteurs dans l'exécution des projets d'investissement rentables à court terme portant sur la production de légumes et de céréales, ainsi que sur la production zootechnique et halieutique; la révision à la hausse des prix à la production des produits agricoles; la

rationalisation du secteur public; la création de nouvelles institutions financières et banques afin de mobiliser l'épargne pour financer les investissements et les exportations, la mise en place d'un système bancaire off-shore et le renforcement du rôle du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	122,8	
A l'extérieur	30,4	
Total partiel		153,2

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	491,4	
A l'extérieur	121,8	
Total partiel		613,2

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

766,4

iv) Coût estimatif du programme

1 375,1

v) Ecart

608,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	696,8	199,7	896,5
Principal	1 322,2	706,4	2 028,6
Total	2 019,0	906,1	2 925,1

## 46. OUGANDA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'évolution de la situation économique en Ouganda a été freinée depuis 1980 par les guerres intestines et l'instabilité politique. Des efforts visant à stabiliser et à relancer une économie totalement dévastée semblent avoir donné quelques résultats positifs. Selon les estimations, le PIB a augmenté de 5,4 p. 100 en moyenne entre 1980 et 1984. Les exportations de café, quoique s'étant accrues, sont bloquées par des mesures de contingentement. Grâce à une légère hausse des importations, on assiste à une certaine amélioration de la situation au niveau de la balance des paiements. Toutefois, l'économie se heurte encore à de graves difficultés. Les problèmes budgétaires et monétaires se sont aggravés. Une inflation galopante continue à déprécier une monnaie ougandaise déjà très faible. L'existence d'un marché parallèle des marchandises et des devises continue à fausser les données économiques.

L'Ouganda bénéficie d'une assistance fournie par des donateurs dans un cadre bilatéral et multilatéral. Toutefois, le flux des ressources a quelque peu baissé entre 1980 et 1985. L'aide publique au développement est tombée de 85 millions de dollars en 1980 à 64,4 millions de dollars en 1985. Les fonds provenant d'autres sources ont beaucoup diminué également, surtout du fait de la suspension des prêts du FMI. L'aide pourrait s'accroître avec le retour à une situation plus sûre et plus stable. La dette extérieure de l'Ouganda, estimée à 703,2 millions de dollars des Etats-Unis en 1984, posera un grave problème au gouvernement qui aura à lancer une série de programmes d'urgence destinés à la réadaptation et à la réinstallation des personnes déplacées.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement de l'Ouganda est axé sur la relance économique et sur l'amélioration des conditions de vie des populations affectées par la guerre civile. Le secteur agricole doit être soutenu grâce à l'adoption de mesures d'incitation plus efficaces quant aux prix et à l'amélioration des infrastructures de transport. Le secteur industriel devra également être revitalisé. Dans le domaine des transports, on devra procéder à d'importants travaux de réfection du réseau routier et assurer la fourniture d'équipements de transport.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Un certain nombre de réformes budgétaires et monétaires devront être appliquées afin de corriger les déséquilibres créés par l'inflation et la dévaluation de la monnaie. Des politiques visant à supprimer le marché parallèle devront être élaborées. Pour garantir une meilleure gestion de l'économie l'accent devra être mis sur l'adoption d'un nouveau code de conduite pour tous les fonctionnaires.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

iv) Coût estimatif du programme

v) Ecart

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	82,1	9,0	91,1
Principal	284,0	46,9	330,9
Total	366,1	55,9	422,0

47. REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Pendant la quasi-totalité des années 70, la République-Unie de Tanzanie a connu une grave crise économique qui a considérablement empiré depuis 1979. Au cours de la période 1980-1984, on a enregistré un taux de croissance du PIB aux prix constants de 0,6 p. 100 seulement par an et une baisse du PIB par habitant à un taux annuel moyen de -2,5 p. 100. L'économie a également souffert de taux élevés d'inflation compris entre 25 et 36 p. 100 par an au cours de la période 1982-1984, d'énormes déficits au niveau des recettes fiscales et d'un grave

déséquilibre de la balance des paiements. Cette crise est due aux effets conjugués de quatre années de sécheresse, de deux chocs pétroliers, de l'éclatement de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de l'effondrement des prix des produits de base et de l'augmentation des prix à l'importation des produits de première nécessité, de la chute de la production agricole et industrielle, des graves pénuries de devises, de la rapide expansion monétaire, de l'épuisement du stock de capital et de la détérioration et de l'infrastructure.

A la fin de 1984, la dette extérieure de la République-Unie de Tanzanie se chiffrait à 2,9 milliards de dollars, dont 0,8 milliard aux conditions du marché. Cela représente un quotient d'endettement de 64 p. 100 du PIB et de 603 p. 100 des recettes d'exportation. Le ratio réel du service de la dette était de 30 p. 100. La République-Unie de Tanzanie a commencé à enregistrer des arriérés au niveau du remboursement de sa dette extérieure et le ratio des obligations totales au titre du service de la dette approche de 70 p. 100 des recettes d'exportations. On a enregistré une baisse du flux net des ressources qui est passé de 277 millions de dollars en 1980 à 239 millions de dollars en 1983, pour chuter à 94 millions de dollars en 1984.

En juin 1982, le gouvernement a adopté un programme intitulé "Structural Adjustment Programme - SPA-" (Programme global d'ajustement structurel) destiné à résoudre les graves problèmes structurels du pays et à assurer la relance de l'économie. D'une manière générale, l'exécution de ce programme d'ajustement au cours de l'exercice financier 1984/85 n'a été qu'un demi-succès et les mesures d'ajustement n'ont eu qu'une incidence limitée sur l'économie.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du programme de redressement 1986/1987 - 1988/1989 la priorité sera accordée aux domaines suivants : accroissement de la production alimentaire et des cultures d'exportation; réaménagement des infrastructures matérielles en appui aux activités directement productives; accroissement de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

- Accroissement de l'importance accordée à la production alimentaire et des cultures marchandes grâce à une augmentation de l'ordre de 2,8 à 4 p. 100 de la part de l'agriculture dans le budget, à une augmentation de l'ordre de 46 à 55 p. 100 des prix à la production et l'introduction d'autres mesures d'incitation;
- Adoption d'un programme d'austérité qui permettrait de réduire au maximum les dépenses de développement et les nouveaux investissements;
- Abolition des contrôles de prix;

- Développement du rôle du secteur privé;
- Amélioration de l'efficacité des sociétés semi-publiques;
- Mobilisation de ressources supplémentaires et réduction des dépenses gouvernementales.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisée		
	A l'intérieur	823,0	
	A l'extérieur	148,0	
	Total partiel		971,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	3 484,0	
	A l'extérieur	664,0	
	Total partiel		4 148,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		5 119,0
iv)	Coût estimatif du programme		5 832,0
v)	Ecart		713,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	185,8	22,7	208,5
Principal	518,0	80,5	598,5
Total	703,8	103,2	807,0

## 48. ZAIRE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Zaïre, avec 29,8 millions d'habitants sur une superficie de 2 345 000 km<sup>2</sup>, a enregistré un taux moyen de croissance du PIB de 1,3 p. 100 entre 1980 et 1984. Le pouvoir d'achat de la population s'est détérioré durant ces dernières années à cause, entre autres,

- du ralentissement de l'offre interne des biens et services, suite au délabrement des infrastructures de base et de l'outil de production, et
- des méfaits d'une inflation galopante;

La dette extérieure du Zaïre constitue un lourd fardeau: 4,6 milliards de dollars fin 1984, répartis comme suit : 1 milliard 57 millions des conditions libérales et 3 milliards 58 à des conditions non libérales. Le service de la dette par rapport aux recettes d'exportation a évolué de la manière suivante : 14,9 p. 100 en 1980, 13,8 p. 100 en 1981, 11,9 p. 100 en 1983 et 14,9 p. 100 en 1984.

Le flux des ressources extérieures accuse une tendance à la baisse : 344,6 millions de dollars en 1980, 412,7 en 1981, 168,0 en 1982, 128,7 en 1983 et - 256,9 en 1984. Ceci est essentiellement dû à la baisse de l'APD. Le flux des ressources au titre d'APD a évolué de la manière suivante: 846,2 millions en 1980, 684,9 en 1981, 398,7 en 1982, 334,8 en 1983 et 238,0 en 1984. La tendance est nettement à la baisse.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'interventiona) Agriculture

Réhabilitation de l'outil de production, lutte contre la crise alimentaire, mise en valeur de ressources en eau, prévention des pertes alimentaires, libéralisation des prix en vue d'inciter les paysans à augmenter l'offre, etc..

b) Infrastructure

Réhabilitation des routes surtout dans les milieux ruraux (office des routes) et des télécommunications (ONPTZ), augmentation des capacités existantes.

c) Santé

Remise en état d'hôpitaux et dispensaires (ruraux surtout), augmentation de la capacité de l'infrastructure rurale et urbaine existante, l'objectif du plan quinquennal 1986-1990 étant que les soins de santé de base soient administrés à tout citoyen en 1990 par la mise en service d'un certain nombre des centres de santé.



d) Education

Renforcement d'écoles moyennes techniques, surtout agricoles et minières; recherche appliquée surtout dans ces deux domaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le plan quinquennal 1986-1990, axé sur a) la réhabilitation de l'outil productif, b) la promotion des secteurs sociaux d'appui au développement et c) l'assainissement et la rationalisation de la gestion publique, a retenu les principales réformes suivantes:

- Réforme du régime fiscal : mesures d'incitation à l'investissement privé orienté vers les secteurs et les zones prioritaires retenus par le plan; création d'une importante zone franche (d'Inga), code des investissements, etc.;
- Libéralisation : l'intervention de l'Etat dans les activités de production directe réduite au minimum. L'effort de l'investissement public sera porté sur la remise en état des infrastructures économiques et sociales et sur la réhabilitation de l'appareil productif. La privatisation de certaines entreprises publiques non rentables sera poursuivie.
- Réformes relatives à la perception des recettes et à la réduction des dépenses non productives : décentralisation du processus de perception des impôts mais contrôle plus efficace des percepteurs, etc..

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	1 095,0
	A l'extérieur	-
	Total partiel	1 095,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	1 951,9
	A l'extérieur	1 415,0
	Total partiel	3 366,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	4 461,9
iv)	Coût estimatif du programme	5 220,9
v)	Ecart	759,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Types de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	839,4	133,3	965,7
Principal	1 217,4	547,3	1 764,7
Total	2 049,8	680,6	2 730,4

49. ZAMBIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie zambienne s'est détériorée considérablement depuis 1982. Le PIB a baissé de 3,5 p. 100 en 1982, de 13,7 p. 100 en 1983 et de 21,1 p. 100 en 1984. Le taux de croissance annuel moyen du PIB en termes réels était de -8,8 p. 100 durant la période 1980-1984. Plusieurs facteurs ont contribué à cette maigre performance de l'économie dont le plus important était une réduction assez forte de recettes d'exportations résultant de la baisse de la demande et des prix du cuivre, qui constitue le principal produit d'exportation du pays. Les autres facteurs sont la sécheresse et les effets directs et indirects de politiques de la destabilisation politique et économique de l'Afrique du Sud.

L'encours de la dette extérieure a progressé d'une façon constante depuis 1980 pour atteindre 2,9 milliards de dollars des Etats-Unis en 1984. Les obligations de la dette représentaient 161,9 p. 100 des exportations en cette année, alors que le ratio réel du service de la dette par rapport aux exportations était de 69,8 p. 100. En même temps, le flux net des ressources a baissé de 558,6 millions en 1981 à 192,4 millions en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

La Zambie a donné la priorité aux secteurs de l'agriculture, des industries extractives et produits manufacturés et de la mise en valeur des ressources humaines. L'accent est mis sur : l'autosuffisance alimentaire; l'infrastructure économique et sociale, à savoir la fourniture de services de santé, d'éducation et de services communautaires; l'administration et la formation à la gestion. Priorité est également accordée à l'appui au secteur agricole grâce à des mesures telles que la mise en place de meilleurs systèmes d'octroi de crédit, les prix à la production, la commercialisation et la fourniture d'engrais et pesticides en vue d'accroître la productivité du secteur agricole. On accorde également une priorité à la participation privée à petite échelle dans les secteurs industriels et des produits manufacturés; y compris les industries extractives, dans les politiques d'investissement globales.

### 3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le gouvernement a pris des mesures énergiques d'ajustement et a adopté d'autres réformes pour appuyer le Programme de redressement de l'économie. Celles-ci englobent : l'orientation de l'évolution des investissements, la diversification des exportations, la création des petites entreprises techniques aussi bien la restructuration de l'économie nationale mettant l'accent sur la réalisation de l'autosuffisance dans les secteurs-clés. Ces mesures ont pour but de créer et développer la capacité statistique du pays pouvant être considérée comme un ingrédient pour le contrôle et l'évaluation de l'efficacité et de l'impact du programme de redressement économique, l'institution d'un système de marché libre des devises et d'un programme de libéralisation des importations; l'absence de contrôle des prix et des taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales; la diminution des subventions octroyées aux sociétés semi-publiques; la diminution de la consommation et des dépenses publiques. Une nouvelle loi intitulée "Investment Act" a également été élaborée pour encourager les chefs des petites entreprises privées, en particulier dans l'industrie du cuivre. Les effectifs de la fonction publique et des sociétés semi-publiques ont été réduits et de nouvelles mesures pour améliorer l'efficacité de la gestion ont été prises.

### 4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	105,9
	A l'extérieur	-
	Total partiel	105,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	105,9
iv)	Coût estimatif du Programme	557,3
v)	Ecart	451,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	328,1	70,4	398,5
Principal	753,0	324,6	1 077,6
Total	1 081,1	395,0	1 476,1

50. ZIMBABWE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Zimbabwe est un grand pays enclavé, d'une superficie de 390 580 km<sup>2</sup>. Il a des frontières communes avec le Botswana, la Zambie, le Mozambique et l'Afrique du Sud. La population, estimée à 8,4 millions d'habitants en 1984, croît à un taux de 3,2 p. 100 par an. Le produit intérieur brut (PIB) était de 6 041,2 millions de dollars en 1983 et le PIB par habitant était de 740 dollars pour la même année. Le PIB a crû à un taux annuel moyen de 2,9 p. 100 au cours de la période 1980-1984. La dette extérieure totale s'élevait à 1 979 millions de dollars en 1984, dont environ 257 millions seulement à des conditions de faveur. Le rapport réel du service de la dette aux exportations de biens et de services était de 31,6 p. 100 en 1984. Le total des entrées nettes de ressources est tombé de 590,6 millions de dollars en 1981 à environ 405,5 millions en 1983. L'aide publique au développement a également baissé, passant de 212,3 millions de dollars à 206,8 millions pendant la même période. En tant qu'Etat de première ligne, le Zimbabwe connaît des problèmes résultant de la politique de déstabilisation politique et économique de l'Afrique du Sud.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Zimbabwe accorde la plus haute priorité au secteur de l'agriculture suivi des secteurs suivants : manufacture et mines; mise en valeur des ressources énergétiques et des ressources en eau; transport et communications.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les importantes mesures d'ajustement déjà adoptées sont les suivantes : diversification des cultures de rente et application d'une nouvelle politique de fixation des prix, qui a grandement accru la productivité; dévaluation du dollar zimbabwéen afin de rendre les exportations plus compétitives; libéralisation du rapatriement des capitaux, mesure qui a attiré davantage d'investissements privés. Les réformes des politiques dans le secteur public comportent la

réorganisation des sociétés para-étatiques afin de les rendre plus productives et autonomes sur le plan financier et des réformes monétaires et fiscales afin d'accroître les recettes publiques. Les politiques destinées au secteur privé comportent une réforme agraire et la redistribution des terres aux petits exploitants et aux coopératives; la fourniture de facteurs de production agricole (engrais, crédit, pesticides et semences sélectionnées); et l'introduction de systèmes de commercialisation efficaces par l'intermédiaire des Grain Marketing Boards (Office de commercialisation des céréales).

Les directives sur l'investissement étranger ont été révisées afin d'attirer davantage d'investissements étrangers; la politique fiscale a été modifiée afin d'accroître les recettes de l'Etat.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées.

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	1 424,4	
A l'extérieur		
Total partiel		1 424,4

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	1 424,4
--	---------

iv) Coût estimatif du Programme	2 572,5
---------------------------------	---------

v) Ecart	1 148,1
----------	---------

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	144,9	255,6	400,5
Principal	172,3	748,8	921,6
Total	317,7	1 004,4	1 322,1



VOLUME II

Partie II : Appendices statistiques





ANNEXE STATISTIQUE

NOTES EXPLICATIVES

Les notes suivantes sont destinées à clarifier les concepts, définitions et classifications utilisés dans l'annexe statistique. Par souci de commodité de référence, ces notes sont présentées dans le même ordre adopté pour les tableaux. Pour les éléments qui s'expliquent d'eux-mêmes, aucune clarification supplémentaire n'est donnée.

Tableau 1

Sup. en km2 : Pour éviter tout risque de contestation, la superficie des pays est celle donnée dans les publications de l'ONU telles que l'Annuaire démographique.

Taux de croissance de la population : Le taux de croissance qui est donné en pourcentage par an est calculé à partir du taux de croissance géométrique.

Taux de croissance du PIB : Le taux de croissance annuel est calculé en pourcentage d'augmentation ou de diminution tandis que la moyenne pour la période 1980-1984 est la moyenne arithmétique des quatre taux de croissance annuels.

Montant de la dette extérieure: La dette extérieure s'entend du total des prêts publics et privés y compris les rachats au FMI, les prêts privés non garantis et les arriérés déboursés ou impayés à la fin de 1984. On entend par dette octroyée à des conditions libérales celle résultant de prêts octroyés à des conditions différentes de celles du marché. Cela comprend généralement les prêts à long terme et ceux assortis de taux d'intérêt relativement faibles. Toute autre dette est considérée comme octroyée aux conditions du marché.

Ratio du service de la dette

a) réel : Il s'agit du ratio des paiements au titre du service de la dette réelle au cours de 1984, les paiements sont donc exprimés en proportions de la valeur totale des exportations de biens et services non facteurs.

b) obligations : On entend par là, les remboursements de la dette totale prévus pour 1984 qui sont exprimés en pourcentage de la valeur totale des exportations de biens et services non facteurs.



Tableau 2

a) Coût total

Le coût total du Programme prioritaire correspond aux éléments du coût des programmes prioritaires nationaux entrant dans la catégorie de l'agriculture, des autres mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, la sécheresse et la désertification et la mise en valeur des ressources humaines, tels que définis dans le Programme Prioritaire de Redressement Economique pour l'Afrique 1986-1990 adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement en juillet 1985.

b) Ressources locales déjà disponibles ou prévues

Il s'agit des ressources déjà mobilisées localement ou que le gouvernement était sûr, au moment de l'établissement de l'annexe statistique, de pouvoir mobiliser localement entre 1986 et 1990.

c) Ressources extérieures disponibles ou annoncées

Il s'agit des ressources déjà engagées par les donateurs étrangers (multilatéraux ou bilatéraux) ou par les institutions financières à caractère commercial. Elles comprennent en outre les fonds déjà mobilisés auprès de ces sources sous forme de prêts et de dons.

d) Différence à compléter grâce à l'aide extérieure supplémentaire

Il s'agit du solde entre le coût total du Programme prioritaire par pays diminué du montant des ressources locales disponibles ou prévues et le montant des ressources extérieures disponibles ou annoncées.

Tableaux 3, 4 et 5

Ces tableaux représentent les pourcentages du tableau 2 calculés de différentes manières comme il ressort clairement des tableaux eux-mêmes.

Tableau 6

Ce tableau a été établi sur la base des tableaux de la Banque mondiale sur la Dette dans le monde en 1984. Il porte seulement sur les emprunts publics ou garantis par l'Etat, à l'exclusion des rachats au FMI, des intérêts de la dette à court terme et des paiements de la dette privée non garantie et des arriérés. Il est fondé sur des projections effectuées sur la base du service de la dette de 1983.



## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Table 1. Statistiques de base par pays et par sous-région

	Superficie Pop. en km2 en millions (1984)	Densité Pop. /km2	Taux de croissance démogr. 80-84	Niveau du PIB		PIB par habitant		
				(en millions \$ E.-U.)		(\$ E.-U.)		
				1983	1984	1983	1984	
-----								
ILES DE L'OCEAN INDIEN								
Comores	591,537	11.19	18.9	2.6	4,170.0	3,649.2	382	326
Madagascar	2,171	0.40	184.2	3.3	96.6	89.7	261	235
Maurice	587,041	9.71	16.5	2.8	2,836.6	2,382.9	300	245
Seychelles	2,045	1.02	498.8	1.1	1,090.0	1,028.0	1,075	1,004
	280	0.06	214.3	0.8	146.8	148.6	2,282	2,296
-----								
AFRIQUE DE L'EST								
Burundi	5,206,411	135.07	21.8	3.1	27,192.1	27,679.2	208	205
Djibouti	27,834	4.52	162.4	2.7	1,085.0	926.0	246	205
Ethiopie	22,000	0.38	17.3	3.5	125.2	126.8	327	313
Kenya	1,221,900	42.20	34.5	2.8	4,845.8	4,831.1	118	114
Rwanda	582,646	19.50	33.5	3.8	4,966.0	5,090.0	264	261
Somalie	26,338	5.92	225.0	3.6	1,503.1	1,736.3	258	293
Soudan	637,657	5.80	9.1	3.1	1,412.0	1,553.0	258	275
Uganda	2,505,813	21.10	8.4	2.8	7,072.0	8,290.0	345	393
Rép. Unie de Tanzanie	236,036	15.15	62.0	3.5	735.0	629.0	50	42
	945,087	20.50	21.7	3.3	5,448.0	4,497.0	274	219
-----								
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE								
Angola	3,958,058	46.71	11.8	3.0	18,893.7	18,666.0	417	400
Botswana	1,246,700	8.44	6.8	3.0	4,211.9	4,719.1	522	568
Lesotho	600,372	1.05	1.7	3.4	1,274.0	1,274.0	1,251	1,210
Malawi	30,355	1.47	48.4	3.2	353.2	314.7	245	214
Mozambique	118,484	6.81	57.5	3.1	1,214.1	1,209.5	178	177
Swaziland	801,590	13.42	16.7	2.6	1,923.8	1,969.8	147	147
Zambie	17,363	0.72	41.5	3.2	532.4	481.9	892	669
Zimbabwe	752,614	6.40	8.5	3.2	3,343.1	2,637.7	531	410
	390,580	8.40	21.5	3.2	6,041.2	6,059.3	740	721
-----								
AFRIQUE DU CENTRE								
Cameroun	4,082,517	45.88	11.2	2.8	18,337.0	17,709.6	411	386
Rép. centrafricaine	475,442	9.85	20.7	3.2	7,378.0	7,812.0	771	792
Congo	622,984	2.62	4.2	2.5	638.0	645.0	244	241
Guinée équatoriale	342,000	1.91	5.6	3.5	2,298.0	2,945.0	1,269	1,100
Gabon	28,051	0.40	11.0	2.7	19.2	26.1	49	65
Sao Tomé et Principe	267,667	1.30	4.8	2.0	3,380.0	3,490.0	2,582	2,618
Zaire	267,964	0.10	103.7	2.3	35.2	34.9	346	343
	2,345,409	29.80	12.7	2.7	4,588.6	2,756.6	159	93



	Superficie Pop. en km2	Den- sité Pop. (1984) /km2	Taux de croissance(en millions \$ E.-U.) démogr. 80-84	Niveau du PIB		PIB par habitant (\$ E.-U.)		
				en millions \$ E.-U.)		(\$ E.-U.)		
				1983	1984	1983	1984	
SAHEL	5,343,545	37.06	6.9	2.6	7,943.7	7,490.7	220	202
Burkina Faso	274,200	6.92	25.2	2.5	909.1	827.1	135	119
Cap Vert	4,033	0.33	81.8	2.0	103.0	83.9	320	256
Tchad	1,284,000	4.94	3.8	2.4	551.7	573.6	123	116
Gambie	11,295	0.72	63.7	3.5	214.5	196.0	309	272
Guinée Bissau	36,125	0.84	23.0	2.0	137.7	149.5	163	174
Mali	1,240,000	8.90	7.2	2.7	1,107.1	1,075.8	145	137
Mauritanie	1,030,700	1.70	1.6	2.7	768.6	722.5	475	425
Niger	1,267,000	6.33	5.0	2.7	1,686.5	1,538.5	274	243
Sénégal	196,192	6.38	32.5	2.9	2,465.5	2,323.8	398	364
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	2,083,141	133.44	64.1	2.7	96,717.8	93,003.9	744	697
Bénin	112,622	3.88	34.5	3.1	1,020.0	1,032.0	270	265
Côte d'Ivoire	322,463	9.74	30.2	4.3	7,085.0	6,552.0	798	671
Ghana	238,537	12.29	51.5	2.6	9,119.9	7,712.0	761	628
Guinée	245,857	5.64	22.9	2.5	837.7	861.2	152	153
Libérie	111,369	2.11	18.9	3.4	821.4	819.0	391	390
Nigérie	923,768	93.30	101.0	2.5	75,906.0	74,213.0	834	795
Sierra Leone	71,740	3.58	49.9	2.3	1,187.6	1,028.7	339	287
Togo	56,785	2.90	51.1	2.9	740.2	786.0	260	268
AFRIQUE DU NORD	5,752,890	100.84	17.5	2.8	132,479.0	139,665.0	1,352	1,385
Algérie	2,381,741	21.60	9.1	3.2	42,624.0	45,716.0	2,040	2,116
Egypte	1,001,449	47.15	47.1	2.7	40,144.0	48,125.0	874	1,021
Jamahirya arabe libyenne	1,759,540	3.64	2.1	2.9	28,372.0	25,741.0	8,178	7,111
Maroc	446,550	21.47	48.1	2.6	13,282.0	12,156.0	646	568
Tunisie	163,610	6.98	42.7	2.5	8,052.0	7,927.0	1,184	1,136
TOTAL	28,018,099	510.19	18.2	2.9	305,733.3	307,863.6	617	603





	TAUX DE CROISSANCE DU PIB					TAUX DE CROISSANCE PAR HABITANT				
	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne
ILES DE L'OCEAN										
INDIEN	-4.0	0.5	0.9	2.4	-0.1	-6.6	-2.1	-1.7	-0.2	-2.7
Comores	3.6	6.0	3.7	3.9	4.3	0.3	2.7	0.4	0.6	0.9
Madagascar	-8.6	-1.8	0.9	2.1	-1.9	-11.4	-4.6	-1.9	-0.7	-4.5
Maurice	6.4	5.8	0.9	3.1	4.1	5.3	4.7	-0.2	2.0	2.9
Seychelles	-7.1	-1.6	-1.6	1.9	-2.1	-7.9	-2.4	-2.4	2.3	-2.9
AFRIQUE DE L'EST	4.3	1.8	0.2	-0.1	1.6	1.2	-1.3	-2.9	-3.2	-1.5
Burundi	8.2	4.1	-3.8	-6.0	0.6	5.3	1.4	-6.2	-8.3	-2.0
Dibouti	2.9	1.6	0.9	0.5	1.5	-0.6	-1.9	-2.6	-3.0	-2.0
Ethiopie	3.1	1.2	5.3	-3.7	1.5	0.3	-1.6	2.5	-6.6	-1.8
Kenya	6.1	1.8	3.5	0.9	3.0	1.3	-1.7	-0.5	-2.9	-1.0
Rwanda	8.1	1.1	3.0	-2.8	2.4	4.5	-2.5	-0.6	-6.4	-1.2
Somalie	7.2	7.2	-13.0	11.2	3.2	3.9	4.0	-15.7	7.8	-0.4
Soudan	5.0	1.0	-2.8	-1.3	0.4	1.7	-1.0	-5.4	-3.9	-2.1
Uganda	4.0	5.9	7.3	4.5	5.4	0.5	2.4	3.8	1.0	1.9
Rép, Unie de Tanzanie	-1.1	1.3	-0.4	2.5	0.6	-4.3	-1.9	-3.2	-0.8	-2.5
PAYS										
D'AFRIQUE AUSTRALE	5.1	2.6	-2.9	-2.4	0.6	2.1	-0.4	-5.9	-5.4	-2.4
Angola	-2.0	5.4	1.5	2.5	1.9	-5.0	2.2	-1.5	-0.5	-1.2
Botswana	10.6	3.8	13.0	11.5	9.7	7.2	0.5	9.4	8.1	6.3
Lesotho	-0.4	-3.6	-1.4	0.4	-1.2	-3.1	-5.6	-4.2	-2.1	-3.7
Malawi	-0.8	3.2	3.8	6.5	3.2	-3.9	0.1	0.7	3.5	0.2
Mozambique	2.3	-2.8	-2.0	-2.7	-2.6	-0.3	-5.4	-9.6	-5.3	-5.2
Swaziland	6.9	-1.1	2.6	0.7	2.3	3.7	-4.3	-0.6	-2.5	-0.9
Zambia	3.2	-3.5	-13.7	-21.1	-8.8	0.0	-6.7	-16.9	-24.3	-12.0
Zimbabwe	14.1	3.0	-3.3	-3.0	2.9	10.9	-0.2	-6.5	-6.2	-0.3
AFRIQUE DU CENTRE	6.4	3.4	2.2	10.1	5.5	3.6	0.6	-0.6	7.3	2.7
Cameroon	7.1	4.9	5.0	6.3	5.8	4.0	1.9	2.0	3.1	2.7
Rép, centrafricaine	1.5	1.6	-6.5	8.7	4.3	-1.0	-0.9	-9.2	6.1	-1.2
Congo	20.7	8.0	-2.0	31.6	14.5	17.2	4.5	-5.5	28.1	11.0
Guinée équatoriale	2.2	3.9	-2.9	2.2	1.4	-0.5	1.2	-5.6	-0.5	-1.3
Gabon	-3.5	1.0	1.9	6.4	1.5	-5.0	-1.0	-0.1	4.5	-0.5
Sao Tomé et Principe	-13.8	3.3	-11.9	-4.3	-6.7	-16.1	1.0	-14.2	-6.6	-9.0
Zaire	3.2	-2.4	1.5	3.0	1.3	0.2	-5.4	-1.5	0.0	-1.7



	TAUX DE CROISSANCE DU PIB				TAUX DE CROISSANCE PAR HABITANT					
	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne
<b>SAHEL</b>	-2.1	4.0	2.5	-5.1	-0.2	-4.7	1.4	-0.1	-7.7	-2.8
Burkina Faso	1.0	1.0	-4.1	-0.9	-0.7	-0.4	-1.3	-6.1	-4.8	-3.2
Cap Vert	7.3	4.8	0.7	18.4	4.6	7.7	5.1	0.9	18.6	5.0
Tchad	-9.0	-7.3	-7.0	-4.6	-6.9	-11.4	-9.6	-9.4	-6.6	-9.2
Gambie	-4.3	11.4	14.1	-8.7	3.1	-7.6	8.1	9.2	11.8	-0.5
Guinée Bissau	3.0	0.5	2.0	7.6	3.3	1.0	1.5	0.0	5.6	-2.3
Mali	1.0	-0.1	-1.2	1.0	0.2	-0.4	-2.8	-4.2	-1.8	-1.6
Mauritanie	4.0	-2.4	6.9	-2.7	1.4	1.0	-5.2	3.8	-5.5	-7.4
Niger	-8.2	-2.4	9.2	-16.5	-4.5	-10.6	-5.0	6.3	-18.7	0.2
Sénégal	1.2	15.4	2.2	-4.0	3.1	-4.1	12.5	-0.7	-6.9	-6.2
<b>AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELLENNE</b>	-1.1	-0.1	-8.1	-4.6	-3.5	-3.8	-2.8	-10.8	-7.3	-1.1
Bénin	4.1	3.9	-3.0	2.9	1.9	1.2	0.5	-5.8	0.05	-4.8
Côte d'Ivoire	2.7	1.9	-5.2	-2.4	0.7	-1.4	-2.2	-9.0	-6.5	-3.8
Ghana	-3.8	-6.1	-2.9	7.6	-1.3	-6.3	-8.5	-5.4	5.0	0.5
Guinée	2.1	5.7	1.4	2.8	3.0	-0.4	3.2	-1.1	0.3	-5.7
Libérie	-6.6	-1.3	-3.6	-1.7	-3.6	-9.0	-3.9	-7.5	-2.3	-6.2
Nigérie	-1.3	0.0	-8.5	-5.5	-3.8	-3.8	-2.4	-10.8	-7.8	-13.5
Sierra Leone	-3.9	-6.2	-28.8	-7.1	-11.4	-6.1	-8.4	-30.4	-9.1	-5.4
Togo	-3.5	-3.6	-5.3	2.6	-2.5	-6.4	-6.5	-8.2	-0.3	0.7
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	1.7	4.5	3.0	4.6	3.5	-1.1	1.8	0.2	1.8	1.7
Algérie	2.5	6.4	5.2	5.6	4.9	-0.7	3.2	3.0	3.4	-8.9
Egypte	7.9	6.9	7.2	7.3	7.5	5.2	5.2	4.5	4.6	0.3
Jamahiriya arabe libyenne	-11.4	-3.0	-7.5	-2.0	-6.0	-14.3	-5.9	-10.4	-4.9	-0.9
Maroc	-1.3	6.8	2.2	3.9	2.9	-3.9	4.2	-0.4	3.0	-1.9
Tunisie	6.9	-0.1	4.9	5.5	3.4	4.4	-2.6	2.4	-1.9	-1.9
<b>TOTAL</b>	1.4	2.6	-1.0	1.0	1.0	-1.5	-0.3	-3.9	-1.9	-1.9



	(1984)				(1985)				RATIO DU SERVICE DE LA DETTE (1984)	
	MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE conditions liberales		MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (million de \$ E.-U.) conditions liberales		MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE conditions liberales		MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (million de \$ E.-U.) conditions liberales		Effectif	Obligations
ILES DE L'OCEAN										
INDIEN										
Comores	1,686.9	183.4	1,253.4	2,940.3	19.6	203.0	45.0	75.3		
Madagascar		1,326.4	793.4	2,119.8	424.2	560.0	33.0			
Maurice		135.8			57.5		28.3			
Seychelles		41.3	16.2				9.0			
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	14,888.2	335.0	4,960.0	19,848.2	11.0	346.0	14.2			
Djibouti		168.5	10.5		179.0		2.3			
Ethiopie		1,384.0	166.2	1,550.2			19.3			
Kenya		2,487.9	1,323.1	3,811.0			31.8			31.8
Rwanda		269.5	11.5	281.0			6.1			
Somalie		1,262.6	166.4	1,429.0			50.0			182.0
Soudan		5,886.0	2,006.0	7,892.0			32.0			125.0
Uganda		675.0	356.0	1,031.0			21.7			
Rép. Unie de Tanzanie		2,419.7	909.3	3,329.0			30.0			70.0
PAYS										
D'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola	7,241.8	859.0	3,220.2	10,462.0			2.3			
Botswana		276.0	80.1	356.1			29.9			
Lesotho		107.0	33.0	140.0			27.3			
Malawi		541.3	343.7	885.0			33.6			
Mozambique		1,044.0		1,044.0			63.0			
Swaziland		189.5	89.4	278.9			69.0			161.9
Zambia		2,779.0	1,996.0	4,775.0			31.6			
Zimbabwe		1,446.0	678.0	2,124.0						
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	4,557.5	60.2	6,228.9	10,786.4			7.1			
Rép. centrafricaine		170.1	217.0	277.2			17.1			
Congo		89.0	1,432.9	1,603.0			42.3			
Guinée équatoriale		746.8	37.0	126.0			84.0			
Gabon		56.9	228.2	975.0			10.5			
Sao Tomé et Principe		1,696.5	18.3	75.2			23.7			
Zaire			3,304.5	5,001.0			14.9			



	(1984)			(1985)			RATIO DU SERVICE DE LA DETTE (1984)	
	MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE		MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (million de \$ E.-U.)	MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE		conditions non libérales	total	Obligations
	conditions libérales	conditions non libérales		conditions libérales	conditions non libérales			
SAHEL			6,861.2					
Burkina Faso	407.0	122.9	529.9	48.5	705.7	754.2	48.1	
Cap Vert	100.9	-	100.9				20.0	
Tchad	135.9	22.0	157.9				10.9	
Gambie	274.9	36.8	311.7				32.0	
Guinée Bissau	170.9	43.3	214.2				17.0	
Mali	1,084.5	91.5	1,176.0				16.7	
Mauritanie	343.0	523.0	947.0				38.0	
Niger	1,688.3	337.7	2,026.0	1,435.6	287.2	1,722.8	36.4	28.5
Sénégal							18.1	
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE			36,516.6					
Bénin	289.9	395.1	685.0				35.6	
Côte d'Ivoire	4,032.4	3,398.6	7,431.0				19.9	
Ghana	836.3	1,177.3	2,013.6				35.9	
Guinée	1,168.0	138.9	1,306.9				27.2	
Libérie	441.1	585.9	1,027.0				25.6	
Nigérie	15,344.0	7,272.0	22,616.0			19,794.2	27.5	
Sierra Leone	440.0	153.7	593.7				27.4	
Togo	709.8	133.6	843.4			764.7	25.9	
AFRIQUE DU NORD			57,278.1					
Algérie			16,615.8				33.1	
Egypte			22,482.5			24,997.0	27.5	
Jamahirya arabe libyenne	5,659.0	7,691.0	13,350.0				28.8	
Maroc	1,672.0	2,360.0	4,032.0				22.1	
Tunisie								
TOTAL			144,642.8					





	FLUX NET DES RESSOURCES APD (en millions de \$ E.-U.)					FLUX NET DES RESSOURCES AUTRES (en millions de \$ E.-U.)				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>										
Comores	16.1	10.4	18.9	14.7	24.4	5.1	-1.9	-1.1	-0.8	1.5
Madagascar	280.3	280.3	121.3	196.7	159.6	-0.8	-15.1	59.4	-44.9	32.4
Maurice	20.0	51.5	12.3	13.1	19.6	-0.8	-1.6	-2.0	-4.1	-4.1
Seychelles	11.7	6.4	21.8	8.5	2.2	2.2	4.4	8.0	4.0	-0.1
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>										
Burundi	112.9	124.4	136.5	159.8	160.5	3.0	6.2	7.4	4.7	6.0
Djibouti	9.9	1.1	9.4	14.0	40.1					
Ethiopie			221.5	315.3	392.2			28.9	83.2	145.2
Kenya	381.4	239.0	348.7	337.0	414.6	350.1	250.7	38.8	28.1	16.1
Rwanda	127.3	125.0	126.7	127.6	149.4					
Somalie	262.0	292.8	299.7	230.3	303.0					
Soudan										
Uganda										
Rép, Unie de Tanzanie	150.0	213.9	191.6	222.2	81.4	126.8	79.1	74.4	16.4	12.5
<b>PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE</b>										
Angola	106.1	96.9	101.5	103.6		14.2	18.4	27.0		
Botswana	90.8	101.0	89.6	101.3		0.7	1.9	5.1	1.5	
Lesotho	143.3	137.6	121.2	116.8		62.9	81.2	3.1	-28.9	
Malawi	169.2	143.6	204.8	211.9		314.7	548.7	269.2	366.3	
Mozambique	49.9	36.6	28.1	33.6		39.4	27.9	19.4	19.4	
Swaziland	295.4	230.9	240.8	216.4		123.8	327.7	175.7	-24.0	
Zambia										
Zimbabwe	161.1	212.3	215.8	206.8		173.8	378.3	455.8	198.7	
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>										
Cameroun	264.1	200.4	213.6	131.4						
Rép, centrafricaine	110.0	101.6	89.7	92.9						
Congo	92.1	69.6	93.1	108.4						
Guinée équatoriale	9.3	10.2	14.0	11.1						
Gabon	55.8	43.5	62.3	63.1						
Sao Tomé et Principe	3.9	6.1	9.9	11.6						
Zaire	846.2	684.9	398.7	334.8	238.0	-501.6	-272.2	-230.7	-206.6	-494.9



[illegible]



FLUX NET DES RESSOURCES  
TOTAL (en millions de \$ E.-U.)

	1980	1981	1982	1983	1984
ILES DE L'OCEAN INDIEN					
Comores	21.2	8.5	17.8	13.9	25.9
Madagascar		265.2	180.7	151.9	192.0
Maurice	19.2	51.5	10.7	11.1	23.7
Seychelles	13.9	10.8	29.8	12.5	2.1
AFRIQUE DE L'EST					
Burundi	115.9	130.6	143.9	164.5	166.5
Djibouti					
Ethiopie	122.2	166.6	250.4	398.5	542.4
Kenye	731.5	489.7	387.5	365.1	430.7
Rwanda	127.3	125.0	126.7	127.6	149.4
Somalie	262.0	292.8	299.7	230.3	303.0
Soudan	799.0	819.0	989.0	742.0	400.0
Uganda					
Rép, Unie de Tanzanie	276.8	293.0	266.0	238.6	93.9
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE					
Angola	111.1	119.9	130.6		
Botswana	91.5	102.9	94.7	102.8	
Lesotho	206.2	218.8	124.3	87.9	
Malawi	483.9	692.3	474.0	578.2	
Mozambique	89.3	64.5	47.5	53.0	
Swaziland	419.2	558.6	416.5	192.4	
Zombie	337.9	590.6	671.6	405.5	
Zimbabwe					
AFRIQUE DU CENTRE					
Cameroun					
Rép, centrafricaine					
Congo					
Guinée équatoriale					
Gabon					
Sao Tomé et Principe	3.9	6.1	9.9	11.6	
Zaire	344.6	412.7	168.7	128.2	-256.9



FLUX NET DES RESSOURCES  
TOTAL (en millions de \$ E.-U.)

	1980	1981	1982	1983	1984
SAHEL					
Burkina Faso	277.9	214.7	256.6	201.7	19.7
Cap Vert	2.34	19.5	19.9	14.0	
Tchad					44.2
Gambie	141.4	26.1	101.6	18.3	
Guinée Bissau	2.8	3.5	2.1	1.7	
Mali	936.2	982.2	1,009.4	1,017.1	
Mauritanie					64.5
Niger	80.6	74.2	76.8	44.0	111.9
Sénégal	259.4	194.0	123.2	131.0	
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE					
Bénin	390.0	118.5	190.7	92.0	
Côte d'Ivoire	918.4	260.6	848.2	448.5	544.9
Ghana	146.3	133.3	143.2	402.9	22.1
Guinée	49.9	46.6	34.0	31.0	
Libérie	550.9	328.6	401.7	229.0	195.6
Nigérie	178.9	1,087.1	5,178.6	3,783.3	32.1
Sierra Leone	126.7	22.6	91.5	38.2	120.4
Togo	79.6	74.8	85.6	64.1	
AFRIQUE DU NORD					
Algérie	2,121.0	2,371.0	2,121.0	2,371.0	2,260.0
Egypte	-1,490.0	-11.2	-1,158.0	-1,000.0	-3,326.0
Jamahirya arabe libyenne	-404.3	517.2			
Maroc					
Tunisie					









## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 2: Coût Total du Programme en millions de dollars E-U par secteur, source de financement, sous-région et pays.

		RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.					
COUT TOTAL DU PROGRAMME (Millions de dollars E-U)		Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Total	
		Agriculture (Agric.)	Devpm't Res. Humm.	Agriculture (Agric.)	Devpm't Res. Humm.	Agriculture (Agric.)	Devpm't Res. Humm.
SAHEL							
Burkina Faso	625,2	109,0	36,8	68,1		839,1	
Cap Vert	103,0	144,0	46,0	41,0		334,0	
Tchad	72,0	265,5	7,1	48,3		392,9	
Gambie	60,0	89,8	1,6	6,0		157,4	
Guinee Bissau	65,3	58,1		37,0		160,4	
Mali	290,7	177,2	19,3	51,9		539,1	
Mauritanie	277,0	906,0	19,0	19,0		1.221,0	
Niger	429,5	627,4	28,0	119,7		1.204,6	
Senegal	477,0	238,0	62,3			777,3	
* Sous-Total *	2.399,7	2.615,0	220,1	391,0		5.625,8	
AFRIQUE DE L'OUEST							
NON-SAHÉLIENNE							
Benin	361,5	448,4		114,4		924,3	
Cote d'Ivoire	840,1	478,2		63,2		1.381,5	
Ghana	288,0	1.132,0		75,0		1.495,0	
Guinee	300,0	418,0	41,0	81,0		840,0	
Liberia	166,0	189,0		19,0		374,0	
Nigeria	2.754,0	4.836,0	795,0	2.777,0		11.162,0	
Sierra Leone	65,4	135,9	2,2	15,6		219,1	
Togo	437,9	96,7		467,3		1.001,9	
* Sous-Total *	5.212,9	7.734,2	838,2	3.612,5		17.397,8	
AFRIQUE DU NORD							
Algerie	15.800,0	11.800,0				15.800,0	
Egypte	13.143,0	7.857,0		429,0		21.429,0	
Jam. arabe libyenne	5.489,0					5.489,0	
Maroc	944,6	138,7	98,0			1.181,3	
Tunisie	391,7	920,9	62,5			1.375,1	
* Sous-Total *	35.768,3	20.716,6	60,5	429,0		57.074,4	
** TOTAL AFRIQUE **		55.195,5	53.104,1	1.31,5	6.460,2	116.891,3	
						40.182,3	35.684,7
						1.286,2	3.927,4
							81.080,6







## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 2: Coût Total du Programme en millions de dollars E-U par secteur, source de financement, sous-région et pays.

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.										ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Agriculture		Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Devpmt Res. Humm.		Total Agriculture		Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Devpmt Res. Humm.		Total	
SAHEL														
Burkina Faso	422,1		18,6				440,7	203,1	109,0	18,2		68,1	398,4	
Cap Vert								103,0	144,0	46,0		41,0	334,0	
Tchad								72,0	265,5	7,1		48,3	392,9	
Gambie	15,2						15,2	41,9	85,3	1,5		5,7	134,4	
Guinee Bissau	19,5						44,2	34,9	31,3			28,4	94,6	
Mali	166,3		21,4				308,4	92,3	56,3	6,2		16,5	171,3	
Mauritanie	183,5		101,4				809,0	82,4	268,9	5,6		6,1	363,0	
Niger	202,1		600,3				482,2	222,6	386,4	6,4		76,0	691,3	
Senegal	280,0		229,9				449,0	160,0	70,0	30,0			260,0	
* Sous-Total *	1.288,7		1.090,0				2.548,7	1.012,2	1.416,7	121,0		290,1	2.839,9	
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE														
Benin								338,6	247,1			73,2	658,9	
Cote d'Ivoire								638,5	363,4			48,0	1.049,9	
Ghana								86,0	456,0			7,0	549,0	
Guinee								264,0	367,0	36,0		71,0	738,0	
Liberia								158,0	185,0			17,0	360,0	
Nigeria	943,0		598,0				1.713,0	355,0	255,0			115,0	725,0	
Sierra Leone								51,2	116,6	1,2		8,1	177,1	
Togo	49,8		59,6				186,6	369,5	33,6			288,7	691,8	
* Sous-Total *	992,8		657,6				1.899,6	2.260,8	2.023,7	37,2		628,0	4.949,7	
AFRIQUE DU NORD														
Algerie														
Egypte	400,0		271,0				700,0	2.200,0	1.300,0			57,0	3.557,0	
Jam. arabe libyenne								454,6	27,7	31,8			514,2	
Maroc							152,2	191,4	392,6	24,7			608,7	
Tunisie	47,9		98,1		6,2									
* Sous-Total *	447,9		369,1		6,2		852,2	2.846,0	1.720,3	56,5		57,0	4.679,9	
** TOTAL AFRIQUE **	5.498,2		5.466,3		284,2		12.112,0	9.524,8	11.941,1	558,5		1.674,7	23.699,0	





PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 3: Cout Total du Programme en Millions de dollars E.-U. par secteur, source de financement, sous-region et pays.  
(Pourcentage par secteur et par ressources)

COUT TOTAL DU PROGRAMME			(Millions de dollars E-U)			RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Autr. Sect.Secheresse/		Devpmt	Total	Autr. Sect.Secheresse/		Devpmt	Total		
	(Agric.)	Desert'n			(Agric.)	Desert'n				
	Agriculture	Res. Humn.	Res. Humn.	Agriculture	Res. Humn.	Res. Humn.	Agriculture	Res. Humn.	Total	
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	35,04	49,93	1,68	13,34	100,00	20,15	71,31	0,77	7,75	
Madagascar	46,02	46,60	7,37		100,00	49,22	42,60	8,17	100,00	
Maurice	56,46	37,57	3,23	2,72	100,00	53,28	39,05	5,83	100,00	
Seychelles	50,57	15,27	20,70	13,44	100,00	45,09	23,52	23,52	100,00	
* Sous-Total *	46,02	43,00	7,76	3,20	100,00	48,33	43,00	7,43	100,00	
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	45,00	35,99		19,00	100,00	45,02	35,97		100,00	
Djibouti	36,57	33,02	30,40		100,00	21,05	39,47	39,47	100,00	
Ethiopie	34,96	59,37	3,60	2,04	100,00	35,86	58,46	3,76	100,00	
Kenya	29,23	40,18	22,38	8,18	100,00	7,08	60,08	27,68	100,00	
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	49,01	33,69	17,28	100,00	
Somalie	74,02	17,30	2,98	5,68	100,00	56,73	32,58	6,73	100,00	
Soudan	37,12	55,20	3,77	3,84	100,00	33,86	60,38	2,63	100,00	
Tanzanie, Rep. Unie	29,78	67,19	1,59	1,42	100,00	26,42	70,37	1,76	100,00	
Uganda										
* Sous-Total *	37,83	53,60	3,89	4,66	100,00	30,67	62,84	3,79	100,00	
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	13,99	65,89	0,42	19,69	100,00	100,00			100,00	
Lesotho	74,49	25,50			100,00	89,13	10,86		100,00	
Malawi	20,71	79,28			100,00	3,65	96,34		100,00	
Mozambique	24,85	36,88	21,74	16,51	100,00				100,00	
Swaziland	31,25	68,75			100,00	22,22	77,77		100,00	
Zambie	31,70	68,29			100,00	46,83	53,16		100,00	
Zimbabwe	28,20	67,13		4,66	100,00	28,20	67,13	4,66	100,00	
* Sous-Total *	28,50	64,57	1,91	5,00	100,00	29,43	66,51	4,05	100,00	
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	43,60	53,66		2,73	100,00	43,60	53,67	2,71	100,00	
Rep. Centrafricaine	22,86	69,72		7,40	100,00	33,84	61,37	4,77	100,00	
Congo	3,25	88,00		8,73	100,00					
Guinee Equatoriale	42,08	30,81		27,09	100,00					
Gabon	11,46	70,27		18,26	100,00	11,46	70,27	18,26	100,00	
Sao Tome & Principe	27,30	29,56	11,66	31,46	100,00	22,31	71,67	6,00	100,00	
Zaire	18,77	76,25		4,97	100,00					
* Sous-Total *	23,64	69,13	0,10	7,11	100,00	29,11	64,04	6,83	100,00	







Tableau 3: Cout Total du Programme en Millions de dollars E.-U. par secteur, sources de financement, sous-region et pays.  
(Pourcentage par secteur et par ressources)

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES. ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.											
	Agriculture		Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Total		Agriculture		Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Total
	(Agric.)	Res. Humn.	Devpmt	Devpmt	(Agric.)	Res. Humn.	Devpmt	Devpmt			
ILES DE L'OCEAN INDIEN											
Comores	52,88	23,55			23,55	100,00	12,92	82,76	4,30		100,00
Madagascar	39,47	59,06	1,45		7,39	100,00	47,18	43,94	8,86		100,00
Maurice	60,43	32,17			5,42	100,00	60,37	39,62		15,42	100,00
Seychelles	61,53	20,36	12,66		7,50	100,00	48,50	13,78	22,27		100,00
* Sous-Total *	46,52	44,17	1,79			100,00	45,24	42,56	10,10	2,08	100,00
AFRIQUE DE L'EST											
Burundi	44,99	36,00			19,00	100,00	45,00	35,98		19,01	100,00
Djibouti	22,00	39,77	38,22			100,00	48,88	27,36	23,76		100,00
Ethiopie							33,64	60,71	3,36	2,26	100,00
Kenya	52,85	24,89	20,20		2,04	100,00	24,06	32,78	16,59	26,55	100,00
Rwanda	48,99	33,70			17,30	100,00	48,97	33,70		17,31	100,00
Somalie	73,04	15,22	3,03		8,69	100,00	80,55	14,07	1,66	3,70	100,00
Soudan	39,62	51,37	4,61		4,39	100,00	39,73	51,20	4,66	4,40	100,00
Tanzanie, Rep. Unie	39,28	58,25	1,10		1,35	100,00	39,27	58,20	1,12	1,40	100,00
Ouganda											
* Sous-Total *	48,68	38,71	4,58		8,01	100,00	42,68	48,07	3,48	5,76	100,00
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE											
Angola	0,65	77,77			21,56	100,00	16,72	62,97	0,65	19,65	100,00
Botswana	100,00					100,00	54,90	45,09			100,00
Lesotho	53,96	46,03				100,00	0,90	99,09			100,00
Malawi							24,85	36,88	21,74	16,51	100,00
Mozambique	75,00	25,00				100,00	26,31	73,68			100,00
Swaziland							28,15	71,84		4,66	100,00
Zambie							28,20	67,12			100,00
Zimbabwe											
* Sous-Total *	49,57	45,98			4,44	100,00	25,80	64,98	3,46	5,73	100,00
AFRIQUE DU CENTRE											
Cameroun	43,59	53,63			2,76	100,00	43,54	53,54		2,90	100,00
Rep. Centrafricaine	39,63	48,79			11,56	100,00	0,07	96,84		3,12	100,00
Congo	66,30	33,69				100,00		90,80		9,19	100,00
Guinee Equatoriale	74,14	11,71			14,14	100,00	14,68	47,15		38,16	100,00
Gabon							11,45	70,27		18,26	100,00
Sao Tome & Principe	45,28	36,59	0,5		17,57	100,00	9,38	22,56	22,74	45,30	100,00
Zeire	11,87	82,68			5,44	100,00	17,39	82,60			100,00
* Sous-Total *	24,01	69,62	0,01		6,34	100,00	10,52	80,75	0,39	8,32	100,00



## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 3: Cout Total du Programme en Millions de dollars E.-U. par secteur, source de financement, sous-region et pays.  
(Pourcentage par secteur et par ressources)

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES. <span style="float: right;">ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.</span>									
	Autr. Sect. Secheresse/		Total	Autr. Sect. Secheresse/		Total	Autr. Sect. Secheresse/		Total
	Agriculture (Agric.)	Desert'n Res. Humn.		Agriculture (Agric.)	Desert'n Res. Humn.		Agriculture (Agric.)	Desert'n Res. Humn.	
SAHEL									
Burkina Faso	95,77	4,22	100,00	50,97	27,35	78,32	4,56	17,09	100,00
Cap Vert				30,83	43,11	73,94	13,77	12,27	100,00
Tchad				18,32	67,57	85,89	1,80	12,29	100,00
Gambie	100,00		100,00	31,17	63,46	94,63	1,11	4,24	100,00
Guinee Bissau	44,11		100,00	36,89	33,08	69,97	3,61	30,02	100,00
Mali	53,92	48,41	100,00	53,88	32,86	86,74	9,63	1,68	100,00
Mauritanie	22,68	32,87	100,00	22,69	74,07	96,76	1,54	10,99	100,01
Niger	41,91	74,20	100,00	32,20	55,89	88,09	0,92	10,99	100,00
Senegal	62,36	47,67	100,00	61,53	26,92	88,45	11,53		100,00
* Sous-Total *	50,56	30,51	100,00	35,64	49,88	85,52	4,26	10,21	100,00
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE									
Benin				51,38	37,50	88,88		11,10	100,00
Cote d'Ivoire				60,81	34,61	95,42		4,57	100,00
Ghana				15,66	83,06	98,72		1,27	100,00
Guinee				35,77	49,72	85,49	4,87	9,62	100,00
Liberia				43,88	51,38	95,26		4,72	100,00
Nigeria	55,04	34,90	100,00	48,96	35,17	84,13		15,86	100,00
Sierra Leone	26,68	31,93	100,00	28,91	65,83	94,74	0,67	4,57	100,00
Togo				53,41	4,85	58,26		41,73	100,00
* Sous-Total *	52,26	34,61	100,00	45,67	40,88	86,55	0,75	12,68	100,00
AFRIQUE DU NORD									
Algerie									
Egypte	57,14	38,71	100,00	61,84	36,54	98,38		1,60	100,00
Jam. arabe libyenne				89,40	5,38	94,78	6,18		99,98
Maroc	31,47	64,45	100,00	31,44	64,49	95,93	4,05		100,00
Tunisie									
* Sous-Total *	52,55	43,31	100,00	60,81	36,75	97,56	1,20	1,21	99,99
** TOTAL AFRIQUE **	45,39	45,13	100,00	40,19	50,38	90,57	2,35	7,06	100,00





**PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)**

**Tableau 4: Ventilation du cout total du Programme par secteur, sous-secteur de financement, sous-region et pays. (en pourcentage)**

COUT TOTAL DU PROGRAMME (Million de dollars E.U.)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.					
Agriculture	Autr.Sect. (Agric.)		Secheresse/ Desert'n		Total	Agriculture		Autr.Sect. (Agric.)		Total
	Devpm't Res. Humn.	Devpm't Res. Humn.	Devpm't Res. Humn.	Devpm't Res. Humn.		Devpm't Res. Humn.	Devpm't Res. Humn.			
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	35,04	49,93	1,68	13,34	100,00	1,75	6,19	0,06	0,67	8,69
Madagascar	46,02	46,60	7,37		100,00	6,90	5,97	1,14		14,02
Maur	56,46	37,57	3,23	2,72	100,00	29,49	21,61	3,23	1,01	55,35
Mayotte	50,57	15,27	20,70	13,44	100,00	1,75	0,91	0,91	0,30	3,89
* Sous-Total *	46,02	43,00	7,76	3,20	100,00	7,54	6,71	1,15	0,19	15,60
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	45,00	35,99		19,00	100,00	7,09	5,66		2,99	15,74
Djibouti	36,57	33,02	30,40		100,00	0,74	1,40	1,40		3,55
Ethiopie	34,96	59,37	3,60	2,04	100,00	21,29	34,71	2,23	1,12	59,37
Kenya	29,23	40,18	22,38	8,18	100,00	2,75	23,39	10,77	2,00	38,93
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	9,35	6,43	3,30	3,30	19,09
Somalie	74,02	17,30	2,98	5,68	100,00	5,71	3,28	0,67	0,39	10,07
Soudan	37,17	55,20	3,77	3,84	100,00	14,55	25,95	1,13	1,33	42,97
Tanzanie, Rep. Unie	29,78	67,19	1,59	1,42	100,00	19,51	51,97	1,30	1,06	73,85
Ouganda										
* Sous-Total *	37,83	53,60	3,89	4,66	100,00	15,63	32,03	1,93	1,37	50,97
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola	13,99	65,89	0,42	19,69	100,00	2,95	2,42			2,95
Botswana	74,49	25,50			100,00	19,89	18,53			22,32
Lesotho	20,71	79,28			100,00	0,70				19,23
Namibie	24,85	36,88	21,74	16,51	100,00	6,25	21,07			28,12
Swaziland	31,25	68,75			100,00	8,90	10,10			19,00
Zambie	31,70	68,29		4,66	100,00	15,61	37,17		2,58	55,37
Zimbabwe	28,20	67,13								
* Sous-Total *	28,50	64,57	1,91	5,00	100,00	11,60	26,22		1,59	39,42
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroon	43,60	53,66		2,73	100,00	36,39	44,79		2,26	83,44
Rep. Centrafricaine	22,86	69,72	7,40	7,40	100,00	3,56	6,47		0,50	10,54
Congo	3,25	88,00	8,73		100,00					
Guinee Equatoriale	42,08	30,81	27,09	27,09	100,00	8,50	52,15		13,55	74,22
Gabon	11,46	70,27	18,26	18,26	100,00					
Sao Tome & Principe	27,30	29,56	31,46	31,46	100,00	13,02	41,83		3,50	58,35
Zaire	18,77	76,25	4,97	4,97	100,00					
* Sous-Total *	23,64	69,13	0,10	7,11	100,00	16,93	37,23		3,97	58,14



## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 4: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays. (en pourcentage)

COUT TOTAL DU PROGRAMME		(Million de dollars E.U)		RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.						
	Agriculture	Autr.Sect. Secheresse/		Total	Agriculture		Autr.Sect. Secheresse/		Total	
		(Agric.)	Desert'n Res. Humn.		(Agric.)	Desert'n Res. Humn.				
SAHEL										
Burkina Faso	74,50	12,99	4,38	100,00	8,11					
Cap Vert	30,83	43,11	13,77	100,00	12,27					
Tchad	18,32	67,57	1,80	100,00	12,29					
Gambie	38,11	57,05	1,01	100,00	3,81					
Guinee Bissau	40,71	36,22		100,00	23,06		1,84	2,85	0,06	0,19
Mali	53,92	32,86	3,58	100,00	9,62		6,73	3,42	0,38	3,30
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	100,00	1,55		5,95	3,61	0,06	1,05
Niger	35,65	52,08	2,32	100,00	9,93		0,90	3,01	0,02	0,02
Senegal	61,36	30,61	8,01	100,00			0,39	0,92	0,91	0,34
							4,76	3,98	0,03	
* Sous-Total *	42,65	46,48	3,91	100,00	6,95		1,75	1,92	0,25	0,27
AFRIQUE DE L'OUEST										
NON-SAHELIENNE										
Benin	39,11	48,51		100,00	12,37		2,47	21,77		4,45
Cote d'Ivoire	60,81	34,61		100,00	4,57		14,59	8,30		1,10
Ghana	19,26	75,71		100,00	5,01		13,51	45,21		4,54
Guinee	35,71	49,76	4,88	100,00	9,64		4,28	6,07	0,59	1,19
Liberia	44,38	50,53		100,00	5,08		2,13	1,06		0,53
Nigeria	24,67	43,32	7,12	100,00	24,87		13,04	35,68	7,12	22,30
Sierra Leone	29,84	62,02	1,01	100,00	7,12		6,48	8,80	0,45	3,42
Togo	43,70	9,65		100,00	46,64		1,85	0,34		10,12
* Sous-Total *	29,96	44,45	4,81	100,00	20,76		11,26	29,04	4,60	15,72
AFRIQUE DU NORD										
Algerie	57,24	42,75		100,00			57,24	42,75		
Egypte	61,33	36,66		100,00	2,00		49,19	29,33		1,60
Jam. arabe libyenne	100,00			100,00			100,00			
Maroc	79,96	11,74	8,27	100,00			41,47	9,38	5,60	56,47
Tunisie	28,48	66,96	4,54	100,00			11,08	31,28	2,29	44,66
* Sous-Total *	62,66	36,29	0,23	100,00	0,75		56,89	32,63	0,17	0,60
** TOTAL AFRIQUE **	47,21	45,43	1,82	100,00	5,52		34,37	30,52	1,10	3,35
										69,36







PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE (1986-1990)

Tableau 4: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays. (en pourcentage)

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.										ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.							
	Agriculture		Autr.Sect. (Agric.)		Secheresse/ Desert'n		Devpmt Res. Humn.		Total	Autr.Sect. (Agric.)		Secheresse/ Desert'n		Devpmt Res. Humn.		Total	
SAHEL																	
Burkina Faso	50,30				2,21		52,52			24,20		12,99		2,16		8,11	47,47
Cep Vert									30,83		43,11		13,77			12,27	100,00
Tchad									18,32		67,57		1,80			12,29	100,00
Gambie	9,65						9,65		26,62		54,19		0,95			3,62	85,38
Guinee Bissau	12,15	13,34			2,05		27,55		21,75		19,51				17,70	58,97	
Mali	30,84	18,80			5,50		57,20		17,12		10,44		1,15			3,06	31,77
Mauritanie	15,02	49,16			1,03		66,25		6,74		22,02		0,45			0,49	29,72
Niger	16,77	19,08			3,28		40,02		18,47		32,07		0,53			6,30	57,38
Senegal	36,02	17,62			4,11		57,76		20,58		9,00		3,85				33,44
* Sous-Total *	22,90	19,37			1,51		45,30		17,99		25,18		2,15			5,15	50,47
AFRIQUE DE L'OUEST																	
NON-SAHÉLIENNE																	
Benin									36,63		26,73					7,91	71,28
Cote d'Ivoire									46,21		26,30					3,47	75,99
Ghana									5,75		30,50					0,46	36,72
Guinee									31,42		43,69		4,28			8,45	87,85
Liberia									42,24		49,46					4,54	96,25
Nigeria	8,44	5,35			1,54		15,34		3,18		2,28					1,03	6,49
Sierra Leone	4,97	5,94			7,70		18,62		23,36		53,21		0,54			3,69	80,83
Togo									36,87		3,35					28,81	69,04
* Sous-Total *	5,70	3,77			1,43		10,91		12,99		11,63		0,21			3,60	28,45
AFRIQUE DU NORD																	
Algerie									10,26		6,06					0,26	16,59
Egypte	1,86	1,26			0,13		3,26										43,52
Jam. arabe libyenne									38,48		2,34		2,69				44,26
Maroc									13,91		28,55		1,79				
Tunisie	3,48	7,13			0,45		11,06										
* Sous-Total *	0,78	0,64			0,05		1,49		4,98		3,01		0,09			0,09	8,19
** TOTAL AFRIQUE **	4,70	4,67			0,73		10,36		8,14		10,21		0,47			1,43	20,27





## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 5: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays (en pourcentage).  
( Pourcentage par Total partiel )

COUT TOTAL DU PROGRAMME (Millions de dollars E.U)			RESSOURCES DOMESTIQUES DISPONIBLES OU PREVUES.					
Agriculture	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n (Agric.)		Devpmt Res. Humn.	Total	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n (Agric.)		Devpmt Res. Humn.	Total
ILES DE L'OCEAN INDIEN								
Comores	100,00	100,00	100,00	100,00	5,00	12,41	4,00	5,05
Madagascar	100,00	100,00	100,00	100,00	15,00	12,81	15,55	14,02
Maurice	100,00	100,00	100,00	100,00	52,23	57,52	100,00	55,35
Seychelles	100,00	100,00	100,00	100,00	3,47	6,00	4,42	3,89
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	16,38	15,60	14,93	15,60
AFRIQUE DE L'EST								
Burundi	100,00	100,00	100,00	100,00	15,75	15,74	15,74	15,74
Djibouti	100,00	100,00	100,00	100,00	2,04	4,24	4,61	3,55
Ethiopie	100,00	100,00	100,00	100,00	60,90	58,46	62,04	59,37
Kenya	100,00	100,00	100,00	100,00	9,42	58,21	48,13	38,93
Rwanda	100,00	100,00	100,00	100,00	19,10	19,08	19,07	19,09
Somalie	100,00	100,00	100,00	100,00	7,72	18,97	22,70	10,07
Soudan	100,00	100,00	100,00	100,00	39,15	47,01	30,00	42,97
Tanzanie, Rep. Unie	100,00	100,00	100,00	100,00	65,51	77,34	81,72	73,85
Ouganda								
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	41,32	59,76	49,59	50,97
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE								
Angole	100,00	100,00	100,00	100,00	21,10	9,50		2,95
Botswana	100,00	100,00	100,00	100,00	26,71	23,37		22,32
Lesotho	100,00	100,00	100,00	100,00	3,38			19,23
Malawi	100,00	100,00	100,00	100,00				
Mozambique	100,00	100,00	100,00	100,00	20,00	31,81		28,12
Swaziland	100,00	100,00	100,00	100,00	28,07	14,79		19,00
Zambie	100,00	100,00	100,00	100,00	55,36	55,37		55,37
Zimbabwe	100,00	100,00	100,00	100,00				
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	40,69	40,61	31,92	39,42
AFRIQUE DU CENTRE								
Cameroon	100,00	100,00	100,00	100,00	83,46	83,47	82,82	83,44
Rep. Centrafricaine	100,00	100,00	100,00	100,00	15,60	9,28	6,80	10,54
Congo	100,00	100,00	100,00	100,00				
Guinee Equatoriale	100,00	100,00	100,00	100,00				
Gabon	100,00	100,00	100,00	100,00	74,22	74,22	74,22	74,22
Sao Tome & Principe	100,00	100,00	100,00	100,00				
Zaire	100,00	100,00	100,00	100,00	69,38	54,86	70,37	58,35
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	71,59	53,86	55,83	58,14



## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 5: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays (en pourcentage).  
( Pourcentage par Total partiel )

COUT TOTAL DU PROGRAMME		(Millions de dollars E.U.)		RESSOURCES DOMESTIQUES DISPONIBLES OU PREVUES.			
	Agriculture (Agric.)	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n		Total	Agriculture (Agric.)		Total
		Devpm't Res. Humn.	Devpm't Res. Humn.		Devpm't Res. Humn.	Devpm't Res. Humn.	
SAHEL							
Burkina Faso	100,00	100,00	100,00	100,00			4,95
Cap Vert	100,00	100,00	100,00	100,00			13,46
Tchad	100,00	100,00	100,00	100,00			11,01
Gambie	100,00	100,00	100,00	100,00	4,83	6,25	5,00
Guinee Bissau	100,00	100,00	100,00	100,00	16,53	9,46	14,32
Mali	100,00	100,00	100,00	100,00	11,04	10,88	10,98
Mauritanie	100,00	100,00	100,00	100,00	4,06	4,21	1,57
Niger	100,00	100,00	100,00	100,00	1,11	39,28	3,42
Senegal	100,00	100,00	100,00	100,00	7,75	13,02	8,78
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	4,11	6,49	4,01
AFRIQUE DE L'OUEST							
NON-SAHELIENNE							
Benin	100,00	100,00	100,00	100,00	6,33	44,89	36,01
Cote d'Ivoire	100,00	100,00	100,00	100,00	23,99	24,00	24,05
Ghana	100,00	100,00	100,00	100,00	70,13	59,71	90,66
Guinee	100,00	100,00	100,00	100,00	12,00	12,20	12,34
Liberia	100,00	100,00	100,00	100,00	2,11	2,11	10,52
Nigeria	100,00	100,00	100,00	100,00	52,86	82,36	89,66
Sierra Leone	100,00	100,00	100,00	100,00	21,71	14,20	48,07
Togo	100,00	100,00	100,00	100,00	4,24	3,61	21,69
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	37,58	65,33	75,71
AFRIQUE DU NORD							
Algerie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Egypte	100,00	100,00	100,00	100,00	80,21	80,00	80,13
Jam. arabe Libyenne	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	100,00	100,00	100,00	100,00	51,87	79,95	56,47
Tunisie	100,00	100,00	100,00	100,00	38,90	46,71	50,56
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	90,79	89,91	79,95
** TOTAL AFRIQUE **							
	100,00	100,00	100,00	100,00	72,79	60,34	60,79
							69,36



## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 5: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays (en pourcentage).

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES. ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.									
	Autr. Sect. Secheresse/ Devpmt			Autr. Sect. Secheresse/ Devpmt			Total		
	Agriculture	(Agric.)	Desert'n	Res. Humn.	Agriculture	(Agric.)	Desert'n	Res. Humn.	Total
ILES DE L'OCEAN INDIEN									
Comores	81,15	25,37		94,94	53,77	13,84	62,21	96,00	37,53
Madagascar	16,17	23,89	3 73		18,85	68,82	63,28	80,71	67,12
Maurice	24,86	19,89		62,96	23,23	22,89	22,58		21,41
Seychelles	20,54	22,50	10,33	6,81	16,88	75,98	71,50	85,23	79,22
* Sous-Total *	23,39	23,76	5 35	54,11	23,13	60,21	60,62	79,71	61,25
AFRIQUE DE L'EST									
Burundi	48,27	48,29		48,26	48,27	35,97	35,96		35,97
Djibouti	25,31	50,70	52,92		42,09	72,63	45,04	42,46	54,34
Ethiopie						39,09	41,53	37,95	40,62
Kenya	74,00	25,36	36,94		40,93	16,57	16,42	14,92	20,13
Rwanda	57,83	57,83		10,20	57,83	23,06	23,07	23,09	23,07
Somalie	45,68	40,72	47,01	57,82	46,29	47,49	35,49	24,31	28,46
Soudan	33,33	29,10	38,18	70,80	31,27	27,51	23,88	31,81	25,74
Tanzanie, Rep. Unie	18,36	12,06	9,67	35,71	13,92	16,11	10,58	8,60	12,22
Ouganda				13,25					
* Sous-Total *	28,42	15,95	25,95	37,95	22,08	30,39	24,16	24,09	26,94
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE									
Angola	1,50	38,10		35,35	32,27	77,38	61,89	100,00	64,76
Botswana	35,57				26,50	37,71	90,49		51,17
Lesotho	94,67	21,09			36,33	1,93	55,53		44,43
Mozambique						100,00	100,00	100,00	100,00
Swaziland	30,00	4,54			12,50	50,00	63,63		59,37
Zambie						71,92	85,20		80,99
Zimbabwe						44,63	44,62		44,62
* Sous-Total *	9,32	3,81		4,75	5,36	49,97	55,56	100,00	55,21
AFRIQUE DU CENTRE									
Cameroun	7,98	7,98		8,08	7,98	8,55	8,54	9,09	8,56
Rep. Centrafricaine	84,32	34,04		76,00	48,65	0,12	56,66	17,20	40,80
Congo	100,00	1,88			4,91		98,11	100,00	95,08
Guinee Equatoriale	81,19	17,52		24,05	46,08	18,80	82,47	75,94	53,91
Gabon						25,77	25,77	25,77	25,77
Sao Tome & Principe	82,78	61,77	2 32	27,87	49,90	17,21	38,22	97,67	50,09
Zaire	17,14	29,38		29,62	27,10	13,46	15,74	72,12	14,53
* Sous-Total *	17,42	17,27	2,32	15,28	17,15	10,99	28,85	97,67	24,70



## PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 5: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays (en pourcentage).  
( Pourcentage par Total partiel )

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.								ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.							
	Autr.Sect. Secheresse/		Total	Autr.Sect. Secheresse/		Total	Devpm't		Total	Autr.Sect. Secheresse/		Total	Devpm't		
	Agriculture (Agric.)	Desert'n Res. Humn.		Agriculture (Agric.)	Desert'n Res. Humn.		Agriculture (Agric.)	Desert'n Res. Humn.		Agriculture (Agric.)	Desert'n Res. Humn.				
SAHEL															
Burkina Faso	67,51	50,54	52,52	32,48	100,00	49,45	100,00	100,00	47,47						
Cap Vert				100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00						
Tchad				100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00						
Gambie	25,33		9,65	69,83	94,98	93,75	95,00	95,00	85,38						
Guinee Bissau	29,86	36,83	8,91	27,55	53,87	76,75	76,75	76,75	58,97						
Mali	57,20	57,22	57,20	31,75	31,77	32,12	31,79	31,79	31,77						
Mauritanie	66,24	66,25	66,25	29,74	29,67	29,47	32,10	32,10	29,72						
Niger	47,05	36,64	33,08	51,82	61,58	22,85	63,49	63,49	57,38						
Senegal	58,70	57,56	57,76	33,54	29,41	48,15			33,44						
* Sous-Total *	53,70	41,68	45,30	42,18	54,17	54,97	74,19	74,19	50,47						
AFRIQUE DE L'OUEST															
NON-SAHELIENNE															
Benin				93,66	55,10		63,98	63,98	71,28						
Cote d'Ivoire				76,00	75,99		75,94	75,94	75,99						
Ghana				29,86	40,28		9,33	9,33	36,72						
Guinee				88,00	87,79	87,80	87,65	87,65	87,85						
Liberia				95,18	97,88		89,47	89,47	96,25						
Nigeria	34,24	12,36	6,19	15,34	5,27		4,14	4,14	6,49						
Sierra Leone	11,37	61,63	16,52	78,28	85,79	54,54	51,92	51,92	80,83						
Togo			18,62	84,37	34,74		61,78	61,78	69,04						
* Sous-Total *	19,04	8,50	6,89	43,36	26,16	4,43	17,38	17,38	28,45						
AFRIQUE DU NORD															
Algerie															
Egypte	3,04	3,44	6,75	16,73	16,54		13,28	13,28	16,59						
Jam. arabe libyenne			3,26												
Maroc				48,12	19,97	32,44			43,52						
Tunisie	12,22	10,65	9,52	48,86	42,63	39,52			44,26						
* Sous-Total *	1,25	1,78	6,75	7,95	8,30	35,20	13,28	13,28	8,19						
** TOTAL AFRIQUE **	9,96	10,29	13,36	17,25	22,48	26,20	25,92	25,92	20,27						





PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette (1986-1990)  
(million de \$ E.U.)

	TOTAL SERVICE DE LA DETTE				CREANCIERS PUBLICS				CREANCIERS PRIVES			
	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>												
Comores	29.8	11.1	40.9	29.7	11.1	40.8				0.1	-	0.1
Madagascar	669.3	208.5	877.8	425.3	152.2	577.5				56.3		300.3
Maurice	197.0	101.0	298.0	150.6	87.7	238.3				13.3		59.7
Seychelles	22.2	7.2	29.4	18.2	6.4	24.6				0.8		4.8
Sous-Total	918.3	327.8	1,246.1	623.8	257.4	881.2				294.5	70.4	364.9
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>												
Burundi	124.1	42.6	166.7	102.3	37.4	139.7				21.8	5.2	27.0
Djibouti	43.0	16.7	59.7	39.5	16.2	55.7				3.5	0.5	4.0
Ethiopie	424.6	121.6	546.2	362.5	108.6	471.1				62.2	12.9	75.1
Kenya	914.6	27.6	1,442.2	574.1	436.1	1,010.2				340.5	91.5	432.0
Rwanda	56.6	19.8	76.4	56.6	19.8	76.4				0.0	-	0.0
Somalie	443.8	89.6	533.4	403.2	79.1	482.3				40.6	10.5	51.1
Soudan	1,822.9	550.1	2,373.0	1,345.3	404.1	1,749.4				477.6	146.0	623.6
Ouganda	330.9	91.1	422.0	284.0	82.1	366.1				46.9	9.0	55.9
Rep. Unie de Tanzanie	598.5	208.5	807.0	518.0	185.8	703.8				80.5	22.7	103.2
Sous-Total	4,759.0	1,167.6	6,426.6	3,685.5	1,369.2	5,054.7				1,073.6	298.3	1,371.9
<b>PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE</b>												
Angola												
Botswana	134.5	120.0	254.5	121.4	105.7	227.1				13.1	14.3	27.4
Lesotho	39.0	21.1	60.1	35.5	20.1	55.6				3.5	1.0	4.5
Malawi	218.8	113.6	332.4	128.5	92.1	220.6				90.3	21.5	111.8
Mozambique	1,154.0	423.0	1,577.0	1,154.0	423.0	1,577.0				0.0	0.0	0.0
Swaziland	62.3	38.9	101.2	61.4	38.8	100.2				0.9	0.1	1.0
Zambie	1,077.6	398.5	1,476.1	753.0	328.1	1,081.1				324.6	70.4	395.0
Zimbabwe	921.6	400.5	1,322.1	172.8	144.9	317.7				748.8	255.6	1,004.4
Sous-Total	3,607.8	1,515.6	5,123.4	1,426.6	1,152.7	3,579.3				1,181.2	362.9	1,544.1
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>												
Cameroun	864.9	427.3	1,292.2	629.4	367.2	996.6				235.5	60.1	295.6
Rep. centrafricaine	93.1	29.7	122.8	67.7	24.1	91.8				25.4	5.6	31.0
Congo	872.0	268.2	1,140.2	361.6	147.8	509.4				510.4	120.4	630.8
Guinee Equatoriale	25.8	5.1	30.9	12.5	2.5	15.0				13.3	2.6	15.9
Gabon	534.6	221.1	755.7	151.7	72.5	224.2				382.9	148.6	531.5
Sao Tome & Principe	10.9	2.9	13.8	10.9	2.9	13.8				0.0	-	0.0
Zaire	1,764.7	965.7	2,730.4	1,217.4	832.4	2,049.8				547.3	133.3	680.6
Sous-Total	4,166.0	1,920.0	6,086.0	2,451.2	1,449.4	3,900.6				1,714.8	470.6	2,185.4



PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette (1986-1990)  
(million de \$ E.U.)

	TOTAL SERVICE DE LA DETTE				CREANCIERS PUBLICS				CREANCIERS PRIVES			
	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	TOTAL
<b>SAHEL</b>												
Burkina Faso	137.4	49.6	187.0	122.1	46.7	168.8	15.3	2.9	15.3	2.9	18.2	
Cap Vert	30.1	14.3	44.4	29.1	13.8	42.9	1.0	0.5	1.0	0.5	1.5	
Tchad	35.6	6.4	42.0	35.4	6.3	41.7	0.2	0.1	0.2	0.1	0.3	
Gambie	63.1	22.7	85.8	47.7	17.1	64.8	15.4	5.6	15.4	5.6	21.0	
Guinee Bissau	44.4	10.5	54.9	36.4	9.6	46.0	8.0	0.9	8.0	0.9	8.9	
Mali	394.3	75.5	469.8	387.5	74.4	461.9	6.8	1.1	6.8	1.1	7.9	
Mauritanie	621.3	161.0	782.3	545.2	137.9	683.1	76.1	23.1	76.1	23.1	99.2	
Niger	302.0	144.2	446.2	165.5	85.5	251.0	136.5	58.7	136.5	58.7	195.2	
Senegal	721.3	353.3	1,074.6	487.8	271.0	758.8	233.5	82.3	233.5	82.3	315.8	
Sous-Total	2,349.5	837.5	3,187.0	1,856.7	662.3	2,519.0	492.8	175.2	492.8	175.2	668.0	
<b>AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE</b>												
Benin	323.7	89.9	413.6	93.1	33.5	126.6	230.6	56.4	230.6	56.4	287.0	
Cote d'Ivoire	2,944.4	1,436.4	4,380.8	932.1	719.2	1,651.3	2,012.3	717.2	2,012.3	717.2	2,729.5	
Ghana	325.9	128.6	454.5	285.9	116.1	402.0	40.0	12.5	40.0	12.5	52.5	
Guinee	555.1	90.0	645.1	502.9	81.1	584.0	52.2	8.9	52.2	8.9	61.1	
Liberia	368.1	144.1	512.2	223.1	110.9	334.0	145.0	33.2	145.0	33.2	178.2	
Nigeria	8,045.6	3,138.2	11,183.8	1,356.1	864.8	2,220.9	6,689.0	2,273.4	6,689.0	2,273.4	8,962.9	
Sierra Leone	119.7	29.2	149.4	90.1	23.4	113.5	29.5	6.3	29.5	6.3	35.9	
Togo	354.6	113.7	468.3	276.8	93.7	370.5	77.8	20.0	77.8	20.0	97.8	
Sous-Total	13,037.1	5,170.6	18,207.7	3,760.1	2,042.7	5,802.8	9,276.5	3,127.9	9,276.5	3,127.9	12,404.9	
<b>AFRIQUE DU NORD</b>												
Algerie	9,676.1	2,422.1	12,098.2	2,238.1	696.3	2,934.4	7,438.0	1,725.8	7,438.0	1,725.8	9,163.8	
Egypte	5,062.5	2,402.1	7,464.6	3,510.1	2,233.5	5,743.6	1,552.4	168.6	1,552.4	168.6	1,721.0	
Jamahirya arabe libyenne	6,870.0	2,423.2	9,293.2	3,905.6	1,565.3	5,470.9	2,964.4	857.9	2,964.4	857.9	3,822.3	
Maroc	2,028.6	896.5	2,925.1	1,322.2	696.8	2,019.0	706.4	199.7	706.4	199.7	906.1	
Tunisie												
Sous-Total	23,637.2	8,143.9	31,781.1	10,976.0	5,191.9	16,167.9	12,661.2	2,952.0	12,661.2	2,952.0	15,613.2	
TOTAL	52,474.9	19,083.	72,057.9	24,779.9	12,125.6	37,905.5	26,694.6	7,457.3	26,694.6	7,457.3	34,152.4	

